AFRIQUE : Les interventions impérialistes

p.4 et 6

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 523 - 10 juin 1978 - prix : 4 F

Notre dossier

la Jeunesse Ouvrière Chrétienne

p. 11 à 15

LES GRÉVISTES DE RENAULT ONT MONTRÉ LA VOIE

Les mouvements de grève dans les entreprises

Pages 2, 16 à 18

SOMMAIRE

DANS LE MONDE

Pages 4 et 5 :
— **Tchad : la nouvelle guerre coloniale de la France.**
— **L'ONU à l'écoute des grandes sociétés capitalistes.**
— **Conférence de Paris sur l'Afrique : les impérialistes divisés.**
Page 6 :
— **Argentine : les « folles de la place de Mai ».**
— **Iran : la dictature ne peut empêcher la protestation populaire.**

EN FRANCE

Page 7 :
— **La fête des JC : des contestataires peu nombreux, mais remarqués.**
— **Quand on est patron, on ne reste pas longtemps en prison.**
Pages 8 et 9 :
— **Il y a dix ans, le 11 juin 1968 à Sochaux : les CRS tuaient deux grévistes de Peugeot.**
Page 10 :
— **Les cancérologues boycottent l'Argentine.**
— **Les patrons sont « responsables »... de la crise.**
Page 15 :
— **Les « plans de redressement » contre les travailleurs.**
Page 16 :
— **Renault : la Régie fait appel à la police... mais on ne fait pas tourner les usines avec des gendarmes.**
Page 17 :
— **Dans les entreprises : Renault (Flins, Billancourt, Saint-Ouen), Berliet (Vénissieux).**
Page 18 :
— **En lutte : Janyse (Calais), Mizoule (Clermont-Ferrand), Virax (Châteauroux), Alsthom (Bourogne - 90), Orly Nord, Dehé (Mâcon).**
Page 19 :
— **Dans les entreprises : Alsthom-Atlantique (Saint-Nazaire) ; Câbles de Lyon ; SEV.**
Page 20 :
— **Dans les hôpitaux : Lille, Besançon, Le Mans.**
Page 24 :
— **Corse : Giscard dans « l'île », une visite soigneusement préparée.**

DOSSIER

PAGES 11 A 14 :
LA JOC :
— **Avant tout, une organisation religieuse.**
— **Paternalisme et réformisme, les deux mamelles de la morale jociste.**
— **On ne changera pas la société avec le vieux fatras de la religion.**

DIVERS

Page 21 :
— **Livres :** Autobiographie de Federico Sanchez. **de Jorge Semprun ;** La vie d'Antonio Gramsci, **de G. Fiori ;** Pourquoi pas nous ?, **de Patrick Cauvin.**
Page 22 :
— **Théâtre :** Cyrano ou les soleils de la raison. **de Claude Bonnefoy.**
Page 23 :
— **Films :** Retour, **de Hal Ashby ;** Carmen, **de Karajan et Reichenbach.**

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON
Composition :
Département Offset-Presse - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1er)
Impression : **OMNI-PRESSES**
12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers
Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

HOPITAL Ste-ANNE (Paris)

La grève se durcit et la direction envoie la police

Depuis le 16 mai, la grève continue et le mardi 6 juin, la direction et le ministère ne voulant rien lâcher, les grévistes décidèrent en assemblée générale d'envoyer 15 délégués auprès du directeur pour l'obliger à répondre aux questions que lui posaient les travailleurs.

Alors que la délégation était dans les bureaux, deux cars de police s'arrêtèrent aux portes de l'hôpital pendant que le troisième entrait et c'est une trentaine de flics qui envahirent le bureau du directeur en frappant sans sommation, entre autres avec des chaises, tous ceux qui se trouvaient là. Plusieurs délégués furent blessés.

« Les travailleurs de Sainte-Anne ne se sont pas opposés à l'intervention de la police ?

— *Si, bien sûr ; dès qu'ils ont su que la police était là, tous les grévistes sont descendus des services et nous avons poussé les flics dehors. Ils étaient beaucoup moins nombreux que nous et leur chef leur a demandé de ne pas frapper. Tout le monde criait :* « Les flics dehors ». « Rouquet, démission », « Flics, fascistes, assassins »...

— L'intervention de la police n'a pas cassé la grève ?

— *Non, pas du tout. Bien sûr, la plupart des grévistes ne veulent pas se heurter de nouveau à la police et veulent éviter de leur donner le prétexte d'une nouvelle intervention. Mais d'un autre côté, ils veulent montrer leur colère. D'ailleurs, le lendemain, nous avons décidé de durcir notre action. L'assemblée générale a voté de ne plus servir les repas aux malades et de ne plus s'occuper de la buanderie. Bien sûr, on continuera à aider les malades qui ne peuvent manger tout seuls, mais il n'est plus question de préparer les repas et de les servir. La direction peut très bien appeler le privé pour faire cela.*

Flics contre grévistes. (Photo Philippe Auliac)

— En quoi cela consiste, faire la grève dans un hôpital ?

— *Naturellement, on ne laisse pas les malades sans soins, mais on marche au ralenti, surtout pour le ménage. A l'heure actuelle, le personnel s'organise par service et décide qui va être libéré pour participer aux assemblées générales et aux autres activités de la grève. Le personnel administratif ne fait plus payer les journées d'hospitalisation et les consultations.*

— C'est un peu du service Follin que la grève a démarré. Quelles y sont les conditions de travail et d'hospitalisation ?

— *Au pavillon C du service Follin, par exemple, on s'occupe des malades âgés. La moyenne d'âge est de 75 ans et rien n'est fait dans ce pavillon pour que les malades y aient des conditions de vie décentes. Il n'y a pas d'ascenseur, les malades non valides sont donc obligés de rester à l'étage et, quand ils doivent partir en consultation, le personnel est obligé de prendre un drap, de mettre le malade dedans et de descendre les escaliers ainsi, parce que les civières sont trop lourdes et pas pratiques dans l'escalier.*

Il y a un seul WC, une seule douche et une seule baignoire pour 22 malades, ce qui fait que certains malades, par tous les temps, sont obligés d'utiliser des WC à la turque qui sont dans la cour, en plein vent, et dont les portes n'ont guère plus d'un mètre de hauteur.

Pour laver une vingtaine de malades, on n'a que trois éponges. Une seule éponge sert donc à plusieurs malades.

L'hygiène n'est pas respectée chez Follin, comme dans les autres services de Sainte-Anne, d'ailleurs. »

LE GOUVERNEMENT CONTRE LES " RADIOS LIBRES "

Le gouvernement vient de présenter un texte de loi, exclusivement répressif, sur les radios libres, qui prévoit d'étendre aux violations du monopole radio-télévision les peines déjà prévues contre les atteintes au monopole des PTT — un à douze mois de prison, dix à cent mille francs d'amende. Le gouvernement cherche donc, après coup, à donner un fondement légal à plusieurs condamnations ayant récemment frappé des radios libres.

Le rapporteur, Michel Péricard, ancien directeur de Radio-France et député-maire gaulliste de Saint-Germain-en-Laye, a bien sûr défendu le monopole. Mais il a aussi admis qu'une « *radio locale peut parfaitement entrer dans le cadre du monopole* ». Ce n'est pas aussi illogique que cela paraît, puisqu'il semblerait (selon le journal *Le Matin*) que ce monsieur ait déjà préparé... de quoi faire fonctionner sa propre radio locale !

Car ce qui gêne la droite, c'est que les animateurs actuels de radios libres pourraient bien ne pas partager les idées politiques de la majorité.

Et il est amusant d'entendre le ministre de la Culture et de la Communication protester contre ces radios qui « *feraient la percée pour les radios commerciales* ». Comme si ces dernières — Europe I, RTL, Radio Monte-Carlo — n'avaient pas déjà « percé » ! Comme si le gouvernement n'avait pas autorisé Radio Monte-Carlo, au mépris du monopole, à installer un émetteur puissant sur le sol français, alors que la police confisque les petits émetteurs des radios libres !

D'ailleurs, le Premier ministre a exposé les vraies raisons de sa politique dans une interview à un quotidien lyonnais : il a reconnu le 7 juin que « *les radios libres peuvent être utilisées à des fins qui ne sont pas compatibles avec la sécurité des citoyens et l'ordre public* ».

De son côté, Péricard, au Parlement, refusait de céder « *devant les plus irresponsables ou les plus acharnés à détruire notre société* ». On ne peut être plus clair.

A plus ou moins long terme, bien sûr, il n'est pourtant pas impossible que les intérêts économiques — ceux des firmes de l'audiovisuel et des publicitaires — qui avaient amené à l'éclatement de l'ORTF poussent à la suppression du monopole, surtout dans le domaine de la télévision. Mais il est probable aussi que le gouvernement trouvera bien un moyen pour tenir à l'écart les individus et les groupes dont les idées ne lui conviennent pas. Car c'est cela aussi, la liberté d'expression et la liberté de la presse dans la société capitaliste !

Pierre LAFFITTE

Bulletin d'abonnement aux publications de Lutte Ouvrière

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : prix : 120 F
pour une période de six mois : prix : 70 F

LUTTE DE CLASSE
pour une période de un an : prix : 50 F
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)

CEUX DU TECHNIQUE
pour un période de un an : prix : 10 F
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par **Lutte Ouvrière**).

Ci-joint la somme totale de : francs .....
.....

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque au mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

LES TRAVAILLEURS DE RENAULT ONT MONTRÉ LA VOIE

MALGRE l'intervention des CRS, les travailleurs des Presses à Renault-Flins n'ont pas baissé les bras. Aussitôt le lock-out de l'usine levé, aussitôt l'usine réouverte au matin du jeudi 8 juin, ils ont repris leur grève et reconduit l'occupation de leur atelier. De même, les travailleurs de l'usine Renault de Cléon poursuivent l'occupation, malgré les menaces d'expulsion, car la police peut intervenir d'un moment à l'autre.

Tout cela démontre la détermination des grévistes de Renault. Et pas seulement ceux de ces deux usines. Car ici ou là, dans d'autres entreprises, on voit des travailleurs se mettre en grève.

Le gouvernement, la presse, et même les dirigeants syndicaux parlent en long et en large de mouvements minoritaires. Et il est vrai que pour le moment ces mouvements ne regroupent qu'une minorité de travailleurs. Tout comme il est incontestable que les directions syndicales ne font rien, tout au contraire, pour que le mouvement se développe.

Mais c'est cette minorité-là qui a raison. C'est elle qui montre à l'ensemble des travailleurs ce qu'il faut faire.

Car il ne fallait pas laisser sans réponse les déclarations arrogantes, cyniques de Barre, de Monory, ces représentants d'un gouvernement qui vise ouvertement à réduire le niveau de vie des travailleurs, tout en donnant le feu vert aux patrons pour qu'ils augmentent leurs prix, pour qu'ils licencient.

Eh bien, cette réponse ne s'est pas fait attendre. Et ce n'est pas de la faute des grévistes de Renault s'ils ont été au départ les seuls, s'ils ont été les premiers.

Et puis cette minorité-là a réussi à se faire entendre bien plus que bien des majorités. Elle a fait entendre ses revendications au gouvernement, aux patrons, mais elle les a fait connaître du même coup à l'ensemble de la classe ouvrière.

Et ces revendications concernent tous les travailleurs, puisqu'ils revendiquent entre autres une augmentation de 300 F pour tous.

Ce qu'ils revendiquent en fait, c'est de ne pas faire les frais de la crise, d'une crise qui touche l'ensemble des travailleurs, et que patronat et gouvernement veulent faire payer à l'ensemble de la classe ouvrière.

Certes la lutte des grévistes de Renault sera peut-être dure. Elle s'est déjà heurtée à l'intransigeance de leur direction. Elle a déjà dû affronter les CRS du pouvoir. Elle sera peut-être longue, s'ils veulent gagner.

Mais justement, s'ils veulent gagner, ont-ils un autre choix ? L'ensemble de la classe ouvrière a-t-elle un autre choix ?

Car de toute façon, les patrons et le gouvernement ont décidé de mener la vie dure aux travailleurs, que nous nous battions ou pas. De toute façon, ils sont décidés à nous en faire baver. Nous opposer à leur projet, nous battre si nous sommes déterminés ne nous coûtera pas plus cher que de subir sans rien faire. Bien au contraire !

Séguy, Maire et Bergeron nous proposent, eux, un tout autre choix : celui de la négociation. Mais c'est le choix de la soumission. Et ils le savent. Ils savent, tout comme nous, que négocier sans lutter, c'est négocier sans gagner. Ils le savent d'autant mieux que patronat et gouvernement ont dit que de toute façon, la marge de négociations était extrêmement faible. Ils le savent puisque depuis trois mois que l'on nous lanterne avec l'ouverture, rien n'a changé pour les travailleurs, sinon en pire. Ils savent tout cela, mais ils font comme s'ils ne savaient pas.

Eh bien, si ceux de chez Renault ont été les premiers, ils ne doivent pas être les derniers ni les seuls. Il faut se battre pour arracher les 300 F pour tous.

Il faut se battre pur obtenir une véritable échelle mobile des salaires.

Et ne nous laissons pas prendre aux balivernes de ceux qui nous disent que c'est la crise, qu'il n'y a pas d'argent. De l'argent, il y en a bien pour l'armée. Il y en a bien pour entreprendre des expéditions coloniales au Zaïre et au Tchad. S'il y a de l'argent pour les canons, il y en a pour les revendications.

Arlette LAGUILLER

Les syndicats ne proposent rien d'autre que des négociations

Plus d'une semaine après l'éclatement de la grève dans plusieurs usines de la Régie Renault, l'attitude des syndicats apparaît comme des plus mitigées.

Dans des interviews aux journaux Le Matin et Le Monde, **un dirigeant national de la CFDT, Jacques Chérèque, confirmait que** « la CFDT refuse un comportement jusqu'auboutiste ».

La CGT, quant à elle, tient un langage apparemment plus radical. Après la Commission exécutive de la confédération, Georges Séguy déclarait le 6 juin : « Ce que les travailleurs n'ont pu obtenir par les urnes, ils n'ont d'autres solutions que d'essayer de l'acquérir par les luttes syndicales ». **Déclaration qui sonne bien, mais qui reste purement verbale.**

Les grosses divergences que toute la presse a cru voir entre ces deux syndicats se résument, en fait, à une différence de ton, mais pas de politique. Car, sur le fond, l'une et l'autre confédération sont d'accord : il n'est pas question d'étendre le mouvement et encore moins d'appeler les travailleurs de tout le pays à imiter les OS de Flins et de Cléon. Tout au plus la CGT accepte-t-elle de prendre en charge, au niveau national, des mouvements comme ceux de Renault, sans toutefois faire quoi que ce soit pour en assurer l'extension. Bien que Séguy déclare qu'il n'espère rien des négociations, il y participe mais, plus encore, il ne propose rien d'autre.

Ainsi, le mercredi 5 juin, une délégation commune de la métallurgie CGT et CFDT s'était rendue au ministère du Travail et soulignait que « M. Boulin, le ministre du Travail, a déclaré qu'il fallait que les négociations reprennent à la Régie Renault. Cette déclaration doit se traduire immédiatement par des actes concrets ».

Mais comment les syndicats peuvent-ils demander au gouvernement « d'amener la direction de Renault à négocier » (L'Humanité **du 7 juin), alors que ce même gouvernement envoie ses flics contre les grévistes ! Comment ces syndicats peuvent-ils chercher à faire croire que ce gouvernement fauteur de vie chère et d'austérité puisse faire autre chose que d'appuyer l'intransigeance de la Régie ! Comment, enfin, les syndicats CGT, CFDT et FO veulent-ils nous persuader qu'une négociation qu'ils réclament à cor et à cris, entre quelques dirigeants syndicaux et quelques dirigeants patronaux décidés à ne rien céder, sera plus efficace que le mouvement gréviste de milliers de travailleurs de la Régie !**

P.L.

Chirac ne veut pas se faire oublier

Chirac, qui avant les élections n'avait pas ménagé ses critiques à l'égard de Giscard d'Estaing et qui les avait assourdies pendant les élections, repart en guerre. Il n'a manifestement plus la patience d'attendre.

Après les critiques formulées régulièrement dans la presse par le RPR et certains de ses députés, Chirac lui-même, au cours d'une conférence de presse qu'il a tenue le jour même où devait se tenir à l'Assemblée la discussion sur la politique étrangère du gouvernement, a sévèrement critiqué la politique africaine du gouvernement. De plus, il a fait un certain nombre d'autres critiques, sur la politique de Giscard vis-à-vis de l'emploi, sur la dégradation des rapports avec l'Algérie, sur l'ONU. Bref, tout y est passé.

On a l'impression que le président du RPR, qui vise avant tout les élections présidentielles de 1981, ne tient pas à se faire oublier et cherche par tous les moyens à se démarquer de la politique de l'actuel gouvernement. Au début, Chirac critiquait la politique d' « ouverture » de Giscard. Mais en fait d'ouverture, ces derniers mois, on a été servi. On ne voit pas en quoi Chirac n'a pas à être satisfait d'une politique qui consiste à prendre tout un train de mesures en faveur des patrons, sur la liberté des prix ou les exonérations de charges sociales, ou pour favoriser l'émission d'actions par les patrons.

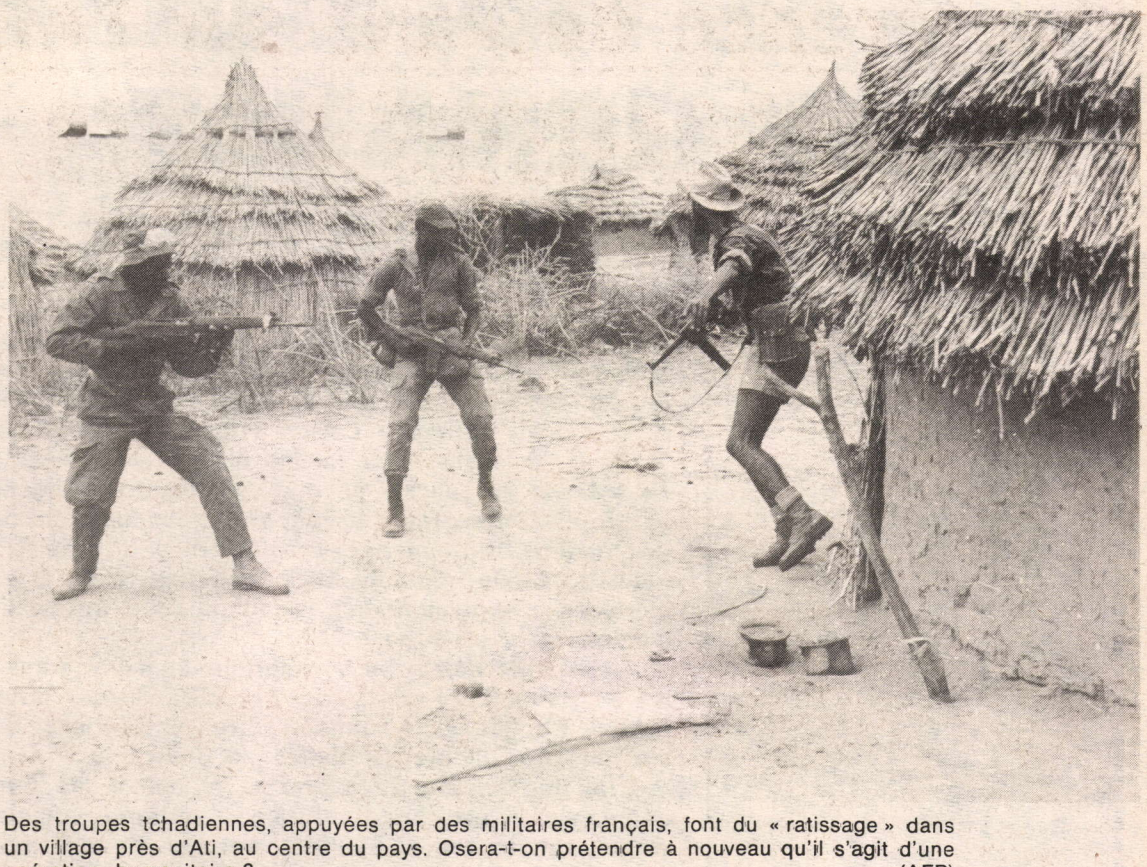
Quant à la politique menée par Giscard en Afrique, elle est bien conforme à celle du RPR et l'on n'a pas vu les députés gaullistes, eux qui ont toujours couvert les expéditions coloniales, s'opposer à l'intervention.

Non, l'attitude de Chirac est celle d'un arriviste qui vise la place et qui, dans ce but, ressort régulièrement son catalogue de divergences.

P.V.

TCHAD

La nouvelle guerre coloniale de la France



Des troupes tchadiennes, appuyées par des militaires français, font du « ratissage » dans un village près d'Ati, au centre du pays. Osera-t-on prétendre à nouveau qu'il s'agit d'une opération humanitaire ? (AFP)

Combien sont-ils actuellement, les militaires français au Tchad ? On parle de 2 000 hommes en tout, soldats et techniciens. Un observateur espagnol qui vient de séjourner dans les maquis estime qu'il y a 5 000 militaires français.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement de Giscard d'Estaing a secrètement envoyé de petits contingents de troupes et du matériel, depuis le mois d'avril dernier, en vue d'entamer une guerre coloniale la plus discrète possible.

C'est qu'il semble bien que, depuis les premiers mois de cette année, les forces militaires tchadiennes soient en pleine déconfiture. Une moitié de l'armée aurait été capturée par les maquisards, et l'autre moitié serait complètement démoralisée.

Bref, le corps expéditionnaire français intervient avec ses paras, ses Jaguar, ses fusées, pour mitrailler, massacrer les combattants et les populations qui menaçaient d'emporter le régime dictatorial du général Malloum.

En même temps que se préparait dans l'ombre cette intervention, le gouvernement du Tchad avait offert, fin mars, aux dirigeants des maquis une négociation, en teritoire libyen, sur le thème de la « réconciliation nationale au Tchad ». Dans un premier temps le Frolinat n'avait pas refusé la main tendue, ce qui donne la mesure de sa modération et de sa volonté de compromis, et la négociation était prévue pour le 7 juin.

Mais, avec l'intervention française, les dirigeants du Frolinat ont finalement annoncé qu'ils ne se rendraient pas à cette conférence.

Les troupes françaises contiennent un temps la révolte, c'est possible. Mais elles n'ont pas rendu le pouvoir de Malloum plus stable, plus populaire.

A moins de maintenir en permanence sa présence, à moins d'accentuer son intervention, l'armée française ne pourra pas empêcher à terme la chute d'un régime pourri.

Nous ne devons pas laisser les mains libres à Giscard. Si celui-ci trame ses opérations coloniales dans le secret, c'est parce qu'il sait que l'opinion publique s'inquiète des risques d'une nouvelle guerre coloniale. Il faut que les calculs de « notre » impérialisme soient dénoncés. Imposons au régime le retrait des troupes français hors du Tchad, hors d'Afrique.

André VICTOR

L'ONU A L'ÉCOUTE DES GRANDES SOCIÉTÉS CAPITALISTES

Un groupe de militants de gauche suisses s'apprête à rendre public un rapport sur la liaison entre les sociétés multinationales de la Confédération Helvétique et l'ONU, et principalement sur leur action au sein du FAO, l'organisation de l'ONU chargée de l'aide au développement des pays du tiers monde.

Ce rapport, dont les extraits sont cités dans le journal **Le Monde,** explique que la société Nestlé, qui réalise 97 % de son chiffre d'affaires à l'étranger, s'est mise d'accord avec d'autres grands trusts suisses comme Hoffmann-La-Roche, Ciba-Ceigny, Sandoz et un représentant de la fédération suisse des syndicats d'horlogerie, pour la nomination de M. Sheffer, vice-président de Sandoz entre autres, au sous-comité constitué par le Conseil économique et social des Nations unies.

La mission de Sheffer — c'est un dirigeant de Nestlé qui l'explique — est d'obtenir des informations pour l'industrie suisse, de défendre la cause des trusts suisses au sein du comité et d'essayer de l'influencer. C'est aussi d'essayer de contrecarrer les rapports de l'ONU mettre en valeur ceux qui leur sont positifs. Il s'agit d'être au courant, d'influencer les programmes d'aide au développement industriel dans les pays sous-développés, pour savoir quel pays va en bénéficier et quelle branche particulièrement, ce qui permettra aux trusts alimentaires, comme Nestlé par exemple, de faire les investissements nécessaires pour bénéficier de l'affaire.

Ce rapport dévoile une fois de plus les liens étroits qui règnent entre le monde des affaires et celui de la politique à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale, et comment toutes les phrases sur l'aide au développement de l'ONU ne sont pas philanthropiques, mais servent d'abord et en premier lieu les grandes sociétés capitalistes internationales.

Sous couvert de l'aide aux pays sous-développés, sous prétexte de campagne contre la faim ou la maladie, ce sont les trusts qui « s'aident » à faire des profits. Comme dit le proverbe : charité bien ordonnée... Et pour ordonner cette charité, n'est-il pas plus simple d'être aux postes de commande ?

Yves MORINIER

De Tombalbaye à Malloum : dix-huit ans de dictature

C'est lorsque la France a octroyé à ses possessions africaines l'indépendance, tout en conservant le contrôle de ses intérêts économiques et le contrôle des nouvelles équipes politiques dirigeantes, que le gouvernement français présidé par le général De Gaulle a accordé, en 1960, l'indépendance au Tchad.

Plus d'un demi-siècle d'occupation coloniale n'avait pas réussi à sortir le pays de l'arriération et de la misère. Le Tchad reste aujourd'hui l'une des nations les plus pauvres du monde. La France coloniale n'a même pas su construire une seule voie de chemin de fer, et il n'en n'existe toujours pas. Les colonisateurs se sont simplement contentés d'obliger les paysans tchadiens à cultiver le coton, pour le plus grand profit des impérialistes métropolitains, de Boussac en particulier.

Le premier président du Tchad indépendant fut François Tombalbaye, qui a maintenu l'administration mise en place par la France ainsi que le système de la récolte du coton. Le début de nationalisation de Coton fran (qui a le monopole du coton) en Cotontchad n'ayant rien changé à l'affaire.

Son pouvoir s'affirma rapidement comme une dictature féroce. Il fit arrêter les opposants à sa politique et instaura en 1962 le régime du parti unique, le sien bien entendu.

Mais rapidement des révoltes ont éclaté, en particulier contre les percepteurs d'impôts qui saignaient les paysans, leur réclamant parfois plusieurs fois le même impôt la même année... En 1965 le village de Mangalmé s'est soulevé, mais sa population fut massacrée par les forces de répression !

Pourtant, rapidement les révoltes se sont multipliées et étendues, surtout dans le nord, mais aussi un peu dans le sud.

Débordé par les événements, Tombalbaye fit alors appel à son protecteur, ce qui devint une constante de la dictature tchadienne. La France est donc intervenue directement, à partir de 1968, engageant le 2e REP (le même qui est allé au Zaïre). Cette première intervention française a duré jusqu'en juin 1971. Mais même après la France a toujours maintenu une présence militaire au Tchad, allant jusqu'à 2.000 hommes en 1975.

Voulant tirer le maximum d'avantages politiques de ce répit obtenu grâce à l'intervention française, Tombalbaye décida soudain, à partir de 1972, de se lancer dans la défense de la « tchaditude ». Les villes furent rebaptisées. Fort-Lamy, la capitale, devint N'Djaména, et le président changea son prénom de François en N'Garta. Ce fut la « révolution culturelle ».

Malgré ces palinodies, les jours du dictateur étaient comptés. Bien qu'il ait renversé ses alliances, affectant sur le tard de jouer à l'anti-impérialiste, reconnaissant la Chine et dénonçant dans des paroles fracassantes le rôle de Jacques Foccart, celui qui jouait le rôle de ministre non déclaré des anciennes colonies françaises, il était trop tard. Complètement pourri, le régime en était arrivé à mettre ses propres serviteurs, ses ministres, ses généraux, en prison.

Le 13 avril 1975, Tombalbaye était renversé par un coup d'Etat militaire, au profit du général Malloum (qui venait justement de faire un tour en prison) qui devenait le nouveau chef de l'Etat. Un dictateur chassait l'autre, mais les problèmes sont restés.

L'arrivée de Malloum n'a rien changé à la vie des masses tchadiennes. La population continue à voir son niveau de vie se dégrader. Et la rébellion s'est à nouveau étendue au point qu'une fois de plus le régime a dû faire appel à la protection directe des troupes françaises.

Mais si la première intervention française n'a pu ni venir à bout de la révolte, ni sauver le régime, la seconde risque de n'avoir guère plus d'effet devant la généralisation du soulèvement populaire.

Jacques FONTENOY

AFRIQUE

Conférence de Paris sur l'Afrique :

LES IMPÉRIALISTES DIVISÉS

A la conférence de Paris sur l'Afrique — à laquelle participaient la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la Belgique et l'Allemagne de l'Ouest —, il a évidemment surtout été question du Zaïre. Mais la conférence s'est séparée sans que les pays impérialistes qui y participaient se soient réellement mis d'accord sur une politique africaine.

En gros, tous ont fini par approuver l'intervention française au Zaïre, encore que les événements aient montré que la Belgique, quant à elle, n'aurait sans doute pas été gêné de négocier avec le FNLC (Front National de Libération du Congo) plutôt que soutenir inconditionnellement le régime corrompu et peu sûr de Mobutu. Mais, au-delà de cette intervention qui réglait un problème immédiat, la proposition giscardienne d'une force africaine de sécurité se heurte aux hésitations des autres impérialismes. Et les moins hésitants ne sont pas les Etats-Unis qui, tout en déclarant poliment qu'ils étaient du côté des Français, préfèrent garder leurs distances. Ils se cantonnent au rôle de pourvoyeurs d'armes.

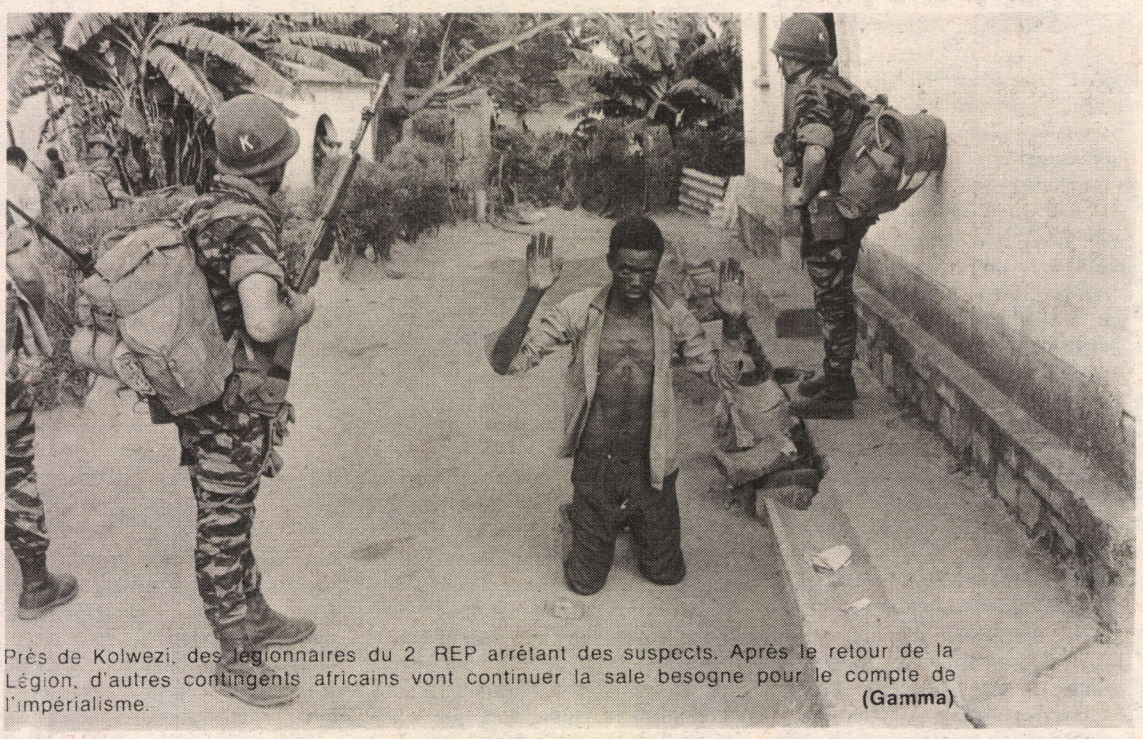
C'est qu'au Zaïre, l'intervention française n'a rien réglé. Le chef des paras français, le colonel Erulin, faisait état d'incursions du FNLC à cinq kilomètres de Kolwesi et il semble que le FNLC attende le départ des troupes françaises pour revenir sur le terrain. Quant aux troupes marocaines — et peut-être sénégalaises, gabonaises et togolaises — qui doivent prendre le relais, rien ne prouve qu'elles seront mieux à même de tenir le terrain que l'armée zaïroise, et c'est bien ce qui rend les différents impérialismes sceptiques devant l'efficacité d'une force africaine d'intervention.

Et la question du Zaïre n'est, pour les différents impérialismes, qu'un aspect d'un problème bien plus général. Les régimes mis en place ou soutenus par l'impérialisme depuis la décolonisation s'avèrent incapables de maintenir l'ordre à l'intérieur de leurs frontières.

L'Afrique est en ébullition. De l'Ethiopie à la Rhodésie en passant par la Mauritanie, le Tchad et le Zaïre, des soulèvements armés témoignent de la révolte de la population contre des régimes sanguinaires et corrompus, et viennent troubler la sérénité des capitalistes et autres Union minière dans leur pillage des richesses africaines.

Et incapable de mettre sur pied des régimes stables, l'impérialisme n'est pas mieux à même de maintenir l'ordre lui-même : si l'intervention française au Zaïre pose tant de problèmes, c'est bien parce que les Etats impérialistes ne savent pas trop où pourrait les entraîner une intervention directe. Les exemples de l'Indochine et de l'Algérie sont là pour leur rappeler que de simples opérations de police peuvent conduire à un engrenage où les plus puissantes armées du monde s'enlisent dans des guerres sans issue...

Jean-Jacques FRANQUIER



Près de Kolwezi, des légionnaires du 2 REP arrêtant des suspects. Après le retour de la Légion, d'autres contingents africains vont continuer la sale besogne pour le compte de l'impérialisme.
(Gamma)

MANIFESTATION A PARIS CONTRE LES INTERVENTIONS MILITAIRES FRANÇAISES

15.000 personnes ont défilé lundi 5 juin, à Paris, de la place de la Nation à celle de la Bastille pour protester contre les interventions militaires françaises en Afrique. Cette fois, c'est le Parti Communiste qui avait enfin décidé de manifester contre l'envoi des troupes françaises. Les révolutionnaires s'étaient joints à cette initiative, et ils étaient venus nombreux puisqu'ils constituaient pratiquement la moitié du cortège.

Scandant *« A bas l'intervention française, peuples d'Afrique solidarité »*, *« Tchad, Zaïre, Sahara, hors d'Afrique les troupes françaises »* ou chantant *l'Internationale*, les manifestants ont affirmé leur opposition à la politique de l'impérialisme français. Ils ont fait entendre la voix de ceux qui n'acceptent pas que celui-ci, pour défendre ses intérêts politiques et économiques, envoie ses troupes massacrer au Tchad, au Zaïre ou au Sahara.

O.B.

LES BELLES ACTIONS DE L'UNION MINIÈRE

C'est dans les pages financières du *Monde* du 7 juin que sont publiés des extraits du rapport annuel de l'Union minière lors de son assemblée générale des actionnaires.

A vrai dire, ces extraits auraient pu tout aussi bien trouver leur place dans les pages de politique internationale, à la rubrique « guerre du Zaïre ».

L'Union minière est en effet l'héritière de l'Union minière du Haut-Katanga, et reçoit une part des bénéfices de la Gécamines — société d'Etat zaïroise qui exploite les riches gisements du pays — à titre d'indemnisation.

Ce sont, entre autres, ses intérêts que les parachutistes occidentaux sont allés défendre au Zaïre.

D'ailleurs son président, Paul-Emile Corbiau, qui est aussi gouverneur de la Société Générale de Belgique (dont une filiale gère la Gécamines), au cours de cette assemblée générale, a évoqué le conflit du Shaba : *« ...nous avons le devoir de mettre toute notre énergie à limiter au mieux les conséquences du désastre de Kolwezi et contribuer au redressement de la situation de la Gécamines qui est le premier chaînon de la subsistance des populations du Zaïre. C'est pourquoi les sociétés de notre groupe sont décidées à intensifier leur collaboration avec la Gécamines et le Zaïre. (...) Cette action, commandée d'abord par des sentiments de solidarité humaine, l'est également par la complémentarité des industries belge et zaïroise, notamment dans le domaine des métaux non-ferreux ».*

Comme on voit, les capitalistes, comme les militaires, invoquent leurs préoccupations « humanitaires » pour justifier leur intervention au Zaïre. Mais s'adressant à ses actionnaires, le patron de l'Union minière et de la Société Générale de Belgique ne peut s'empêcher de laisser cyniquement voir la nature de son « humanisme » : un humanisme de vautour.

J.-J.L.

LA CHINE FÉLICITE MOBUTU

Alors que les paras français et belges tenaient toujours le terrain au Zaïre, que les soldats marocains commençaient à arriver, tout ce pas joli monde étant transporté par les avions cargos américains, le ministre chinois des Affaires étrangères, Huang Hua, est arrivé en visite officielle au Zaïre apporter le soutien de son gouvernement au sinistre dictateur Mobutu. Il a évoqué « la bravoure du peuple zaïrois qui, derrière son chef d'Etat, a réussi à tenir en échec les agresseurs de la révolution, avec le concours des Etats amis ».

Le gouvernement chinois, dont les dirigeants n'ont que les mots de « libération des peuples », *de* « révolution » *à la bouche, n'hésite pas à soutenir un régime corrompu, honni de la population zaïroise, à la solde des pays impérialistes qui le protègent. Quant à la compagnie des* « Etats amis », *c'est-à-dire des gendarmes impérialistes, elle ne gêne pas le moins du monde les dirigeants chinois !*

Depuis maintenant plusieurs années, la Chine a multiplié les gestes symboliques prouvant que, dans le conflit larvé qui oppose le bloc soviétique au bloc impérialiste, pour défendre ses propres intérêts d'Etat, la Chine a choisi le camp impérialiste, a choisi surtout de ne pas tenir compte de la volonté des peuples en lutte. Déjà, en Angola, la Chine soutenait ouvertement le mouvement UNITA, soutenu par les USA, contre le MPLA, appuyé par l'URSS... Auparavant, la Chine avait été un des premiers Etats à reconnaître le gouvernement du général Pinochet au Chili. Elle a reçu en visite officielle des envoyés d'Argentine. Cela pour ne parler que des manifestations les plus voyantes de la diplomatique chinoise.

J.-J.F.

DES INTÉRÊTS QUI N'ONT RIEN D'HUMANITAIRE

La direction au centre de Levallois est inquiète de la situation au Zaïre. Pas tellement de celle des travailleurs de chantiers sur place, mais beaucoup plus de la bonne marche de ses affaires. La guerre du Shaba retarde la réalisation de treize stations terriennes et de 16 centres d'émission de télévision que le dictateur Mobutu a commandés, un contrat de 35 milliards de centimes. Et ce n'est pas le premier contrat que la Thomson a avec le Zaïre. Elle a réalisé, pour la bagatelle de 50 milliards de centimes, une immense maison de la radio « La voix du Zaïre ». Et encore il ne s'agit que des commandes civiles. A coup sûr, les commandes militaires viennent grossir la galette.

Tout cela représente de juteux profits pour la Thomson. Alors quand Giscard joue les gendarmes de l'Afrique, voilà l'exemple des intérêts qu'il défend. Et pas seulement au Zaïre mais aussi au Tchad et en Mauritanie.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Thomson CSF - Levallois.*

Argentine

« Les folles de la Place de Mai »

Il y a quand même eu une cassure dans l'atmosphère de kermesse dont s'entourent les retransmissions télévisées de la Coupe du monde de football. Samedi 3 juin, à 20 h 30, à la fin du journal télévisé, Antenne 2 a diffusé les brèves images, prises le jeudi précédent, de la manifestation organisée chaque semaine depuis six mois par celles que le gouvernement argentin appelle « les folles de la place de Mai ».

C'est la gorge serrée que nous avons vu ces femmes crier leur désespoir et leur haine du régime, car toutes sont des épouses ou des mères de disparus. Le gouvernement se refuse à donner des informations sur le sort de ceux-ci, ou prétend ne pas être au courant. Les rares nouvelles recueillies par ces femmes indiquent l'horreur de la répression. Ainsi l'une d'elles, dont la fille est emprisonnée depuis plusieurs mois, expliquait devant les caméras que les bébés nés en prison étaient immédiatement vendus.

Les autorités argentines ont tenté d'intercepter le film d'Antenne 2, après avoir interrompu le tournage et empêché la retransmission le jour même. Mais elles ont finalement laissé sortir le film d'Argentine.

Contrôle de véhicules dans les rues de Buenos Aires. Ce type d'opération fait partie de la vie quotidienne. (AFP)

Les femmes argentines que nous avons vues sur le petit écran risquent sans doute, pour avoir eu le courage de manifester, de connaître le même sort que leurs époux ou leurs enfants. Pour elles, le seul espoir qui puisse leur rester, c'est de profiter de cette Coupe du monde pour faire connaître dans les autres pays la réalité de la dictature argentine, d'exercer ainsi une pression sur leur propre gouvernement.

Hélène DURY

Répression sanglante chez Renault-Argentine

Une délégation des syndicats CGT de Renault de retour d'Argentine a révélé la répression qui règne dans la filiale argentine de la Régie à Cordoba, qui emploie 6.000 salariés.

A la suite de la grève d'octobre 1977, 140 travailleurs ont été licenciés, 23 ont été emprisonnés ou ont disparu. « Les salaires sont très bas, trois fois inférieurs aux salaires Renault en France, et la liberté de réunion totalement nulle », *ont déclaré les membres de la délégation.*

A l'heure où la Coupe du monde de football permet de porter à la connaissance du public la nature du régime argentin, voilà qui montre les rapports que le gouvernement français entretient avec cette dictature. Car Renault est une entreprise nationalisée et dépend donc directement du gouvernement. Celui-ci aime d'ailleurs à se vanter, à l'occasion, de ce que Renault soit la première entreprise exportatrice de France.

Eh bien, voilà quelles sont les pratiques de Renault en Argentine : elle collabore avec la dictature, complète la répression militaire par les licenciements, supprime tout droit syndical et profite de la terreur et de la misère pour imposer des salaires bien plus bas qu'en France.

Giscard se donne des airs d'humaniste attaché aux «droits de l'homme». Mais dans la réalité, il est complice de la dictature de Videla.

Philippe NATIER.

Iran

La dictature ne peut empêcher la protestation populaire

La grève générale lancée lundi 5 juin par les divers courants d'opposition a eu lieu. Dans les principaux centres urbains, boutiques, bazars, écoles et universités sont restés fermés.

Certains quartiers de Téhéran sont restés déserts pour répondre au mot d'ordre «d'opération villes mortes». Il en a été de même dans les villes de Mashad, Qom, Tabriz, Yazd, Ispahan, Chiraz, Arwaz, Zahédan, Qagzim, Racht, Jahrom.

Même s'il est difficile d'apprécier l'ampleur exacte du mouvement, le seul fait que, malgré la répression de la dictature, le mot d'ordre de « grève générale » ait pu être lancé et qu'il ait été repris à travers tout le pays, constitue un succès pour l'opposition. Après les violentes émeutes populaires de ces derniers mois, la grève générale apparaît même comme la première manifestation d'opposition d'ampleur nationale.

La hiérarchie religieuse iranienne semble jouer pour l'heure un rôle important dans l'organisation de ces mouvements. C'est le 15e anniversaire des grandes manifestations de juin 1963 et l'exil d'un des principaux chefs religieux chiites, l'Ayatollah Khomeiny, que la grève générale devait commémorer. C'est dans les mosquées que la population était invitée à se réunir. Et c'est un deuil religieux de 40 jours qui a séparé les manifestations de ces derniers mois.

De toute évidence, les chefs religieux veulent canaliser à leur profit le mécontentement populaire. De même, la crise a eu des répercussions au Parlement, où l'un des représentants du parti unique vient de démissionner, en critiquant le gouvernement. Les institutions même les plus réactionnaires rejettent le régime, preuve du discrédit général de la dictature du chah.

Hervé MARTIN.

Grève de la faim de Chiliens pour réclamer des comptes sur le sort des disparus

Depuis le 26 mai, huit Chiliennes et sept Chiliens font une grève de la faim dans une paroisse du 13e arrondissement à Paris. Ils veulent ainsi marquer leur solidarité avec les quelque deux cents personnes qui, au Chili même, ont elles aussi entamé une grève de la faim (certaines depuis plus de deux semaines) afin de réclamer que la vérité soit faite sur le sort de plus de deux mille cinq cents Chiliens disparus depuis le coup d'Etat du 11 septembre 1973.

Cette grève, commencée par cinquante personnes, à Santiago du Chili, le 22 mai, a pris de l'ampleur très rapidement. D'autres grévistes de la faim se sont en effet mis de la partie à Valparaiso, à Concepcion ou à Talca. Et dans l'émigration chilienne, aux quatre coins du monde, en Europe occidentale, aux USA, au Canada et même en Australie, d'autres personnes, amis ou parents de disparus attirent de la même manière l'attention sur le sort des victimes de la dictature chilienne.

Ce genre de mouvement, bien sûr, ne fera pas plier la dictature de Pinochet. Mais il a au moins le mérite de rappeler, cinq ans après le coup d'Etat qui plongeait dans un bain de sang la classe ouvrière chilienne et toute la gauche, que, malgré une caricature d'amnistie, des centaines d'hommes et de femmes croupissent encore dans les prisons et que d'autres continuent probablement à mourir sous la torture.

A.G.

USA

La Cour suprême contre la presse

La Cour suprême des Etats-Unis, la plus haute instance judiciaire de ce pays, vient de déclarer non recevable la plainte d'un journal contre une perquisition de la police : à la suite d'une manifestation pacifiste, en 1971, la police avait en effet cherché à saisir des photographies réalisées lors d'affrontements avec la police, dans le but d'identifier des manifestants. La plainte du journal est donc rejetée, ce qui revient en fait à autoriser la police, sur mandat d'un juge, à perquisitionner à l'improviste dans les locaux de n'importe quel journal, pour y saisir des documents.

Décidément, le gouvernement américain se souvient des déboires qu'une presse quelque peu indépendante par rapport à lui avait valus au président Nixon. Pas question qu'un nouveau Watergate puisse avoir lieu !

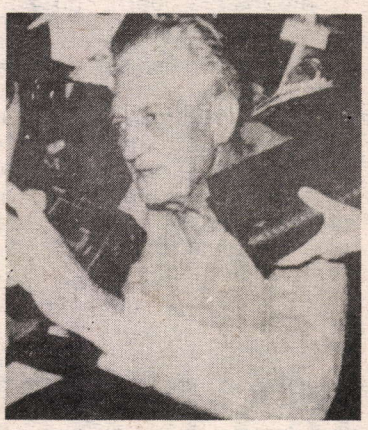
J.J.L.

Criminels de guerre vaincus ou héros militaires vainqueurs, tous des massacreurs

Gustav Franz Wagner, l'ancien chef des camps de concentration de Treblinka et de Sodibor, qui a été retrouvé au Brésil dans une petite ferme de Sao-Paulo où il vivait depuis vingt ans, s'estime victime d'une criante injustice : **« Je ne peux m'empêcher de me demander pourquoi les hommes qui ont largué les bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki et tué des millions d'innocents ne sont pas eux aussi pris en charge et humiliés ».**

Franz Wagner peut toujours jouer à la victime innocente : il n'arrive pas à émouvoir. Les atrocités commises dans les camps de concentration par les nazis au nom de la défense de la race aryenne, mais aussi et surtout au nom de la défense des intérêts de l'impérialisme allemand, sont abominables.

Cela étant dit, les criminels de guerre ne se trouvent pas uniquement du côté des Franz Wagner. Les impérialismes américain, français ou anglais ont eu aussi sécrété leurs bourreaux. Qu'on en juge : Nagasaki, Hiroshima rayés de la carte, des centaines de milliers de civils japonais tués, des millions d'autres touchés par les retombées atomiques et qui en gardent des séquelles, des bombardements gratuits, uniquement pour terroriser la population civile allemande, comme à Dresde où des centaines de milliers d'habitants furent tués en une nuit.



Franz Wagner lors de sa conférence de presse : un bourreau bien conservé.

Pour ces « exploits de guerre », les lâcheurs de bombes reçurent des médailles et les félicitations. Franz Wagner, lui, est pourchassé. Il faut dire qu'il appartient au clan des vaincus. Mais finalement, tout ce monde se ressemble et a ceci de commun d'appartenir au « Club des massacreurs et autres criminels de guerre ».

Stéphane HENIN

LA FÊTE DES JEUNESSES COMMUNISTES :

Des contestataires peu nombreux, mais remarqués

Comme les deux années précédentes, la fête d'Avant Garde (hebdomadaire des Jeunesses Communistes) qui s'est tenue dans les rues d'Ivry, les 3 et 4 juin, a rassemblé plusieurs milliers de jeunes et de moins jeunes.

Beaucoup plus restreinte que la fête de l'Humanité, celle-ci était beaucoup moins commerciale et la publicité en était pratiquement absente.

A côté des stands de nourriture, de jeux et des orchestres, se dressaient les stands des partis communistes étrangers qui accrochaient les passants pour faire signer une pétition, distribuer un tract ou tout simplement dénoncer la répression qui sévit dans leur pays. Par contre, les expositions étaient quasiment inexistantes. Pendant les deux jours, il y a eu cinq débats organisés au stand d'Avant Garde où l'assistance pouvait poser des questions. De la tribune, des responsables du Parti Communiste y répondaient longuement.

L'un de ces débats avait pour thème « le Parti Communiste, parti de type nouveau » où Roland Leroy représentait le Parti Communiste et Pierre Zarka, les Jeunesses Communistes. Sur deux cents présents environ, il n'y avait guère de très jeunes, mais beaucoup de 25-30 ans qui assistaient à cette discussion.

Une dizaine de personnes, dont le langage semblait celui d'intellectuels, membres du Parti Communiste, sont intervenues pour protester contre le manque de démocratie à l'intérieur du parti. Parmi les reproches exprimés, il y avait par exemple le fait que les discussions d'une cellule n'étaient pas transmises aux autres cellules de la section. Ou encore que la direction du parti puisse prendre des décisions importantes sans demander l'avis de la base, comme l'abandon de la dictature du prolétariat (mais sans remettre en question ce choix politique lui-même). Plusieurs interventions réclamèrent le droit d'écrire dans l'Humanité en insistant sur le fait que rien dans les statuts du Parti Communiste ne l'interdisait et qu'il était donc malhonnête de s'abriter derrière eux.

Les contestataires purent s'exprimer librement, toutefois leurs interventions étaient ponctuées de réflexions telles que : « Encore eux, ils nous emmerdent », ou « S'ils ne sont pas d'accord, ils n'ont qu'à s'en aller »... Une quarantaine de personnes, par contre, applaudissaient les contestataires. Les interventions de Roland Leroy et de Pierre Zarka étaient applaudies par le restant de l'assistance mais provoquaient les protestations des opposants. Pendant ce temps, la fête continuait et c'est cela qui semble avoir le plus attiré les jeunes qui y étaient venus.

Cet air de débat et de contestation, bien que n'ayant touché qu'une minorité des participants, est cependant ce qui ressort politiquement le plus de cette fête d'Avant Garde.

Le débat semble cependant plus ou moins bien toléré par les militants. Le stand de l'UEC de Bordeaux, saccagé dans la nuit pour avoir exposé des écrits des contestataires, l'atteste. Le désaveu de ces méfaits par les dirigeants du PCF eux-mêmes n'efface pas l'impression qu'il y a encore des risques à vouloir s'exprimer au sein de ce parti lorsqu'on n'est plus dans la ligne.

Cependant Georges Marchais, qui a consacré une bonne partie de son discours à la contestation de son parti, a tenu à rappeler qu'il n'y aurait pas d'exclusion. Geste significatif, malgré tout, qui montre que, dans la bataille qu'ils mènent contre ses contestataires, Marchais et la direction actuelle du PCF visent à isoler les contestataires plutôt qu'à en faire des martyrs.

Joëlle GERARD

Marchais à la tribune de la fête des JC. Il promet de lutter contre « l'entreprise fractionniste » des opposants, mais dit qu'il ne les excluera pas. (AFP)

Quand on est patron, on ne reste pas longtemps en prison

C'était pourtant une bien banale affaire qui amenait M. Leleu, P-DG en retraite d'une cartonnerie de Lestrem (Pas-de-Calais), à comparaître devant le tribunal de Béthune : entraves au fonctionnement du Comité d'entreprise, aux fonctions de délégué du personnel et à l'exercice du droit syndical et enfin mépris des décisions judiciaires.

Pour cela, il pouvait s'attendre à une amende, au pire à quelques jours de prison avec sursis.

La réalité fut plus amère pour le P-DG oublieux des lois, puisque le juge l'a condamné au maximum, soit un an de prison ferme. Imaginez notre homme arrêté en pleine audience et jeté au trou comme un malhonnête qu'il est, en compagnie d'autres malfaiteurs qui ne se différencient de lui que par le fait qu'ils appartiennent probablement à une classe sociale beaucoup moins privilégiée.

Et jugez l'émoi parmi les confrères de M. Leleu, parmi tous ces P-DG qui prennent chaque jour des libertés avec la législation du travail, ouvertement, cyniquement, parce qu'ils savent pertinemment que, s'ils n'ont pas toujours le droit pour eux, du moins ils sont les maîtres.

Or il y a depuis quelque temps, dans la magistrature, des gens qui viennent troubler ce bel ordonnancement. Ce sont les juges « rouges », ainsi nommés par la presse de droite parce qu'ils osent condamner les patrons fautifs.

C'est notamment le cas du juge De Charette qui a condamné M. Leleu et qui avait il y a quelque temps condamné un autre patron, Chapron, reconnu responsable d'un accident mortel dans son usine.

Oh. bien sûr, il se doutait bien qu'à lui seul il n'enverrait pas pendant un an un patron en prison pour des délits si mineurs aux yeux de la société ! Il savait bien que ces gens-là bénéficient de la compréhension de la plupart des juges bien dans la tradition. Ce n'était sans doute pas son propos. Il était plutôt de montrer, par un geste spectaculaire, la façon dont les patrons trichent impunément avec les lois. Cette mansuétude, cette impunité, on en a eu la preuve.

Et cette preuve c'est que, dès le 7 juin, la cour d'appel faisait bien vite libérer M. Leleu. Mais un juge, une fois n'est pas coutume, a tenu à faire une démonstration ; il a tenu à faire un peu de bruit autour de ce scandale qui fait que certaines catégories d'individus, notamment des patrons d'entreprises, bafouent la loi et malgré cela échappent à toute sanction.

Il ne suffit pas de quelques juges appliquant les lois pour que les patrons soient enfin obligés de respecter la législation du travail dans leurs usines. Mais au moins, on en parle !

Hélène DURY

les fêtes de Lutte Ouvrière en province

• Clermont-Ferrand
SAMEDI 10 ET DIMANCHE 11 JUIN
à Dallet (Puy-de-Dôme) près de Clermont-Ferrand

• Tours
DIMANCHE 18 JUIN
Parc des expositions de Rochepinard, de 10 h à 22 h.

• Toulouse
SAMEDI 24 ET DIMANCHE 25 JUIN
Parc des expositions.

• Vierzon
SAMEDI 24 ET DIMANCHE 25 JUIN
Parc de la Noue.

• Grenoble
DIMANCHE 25 JUIN
à Montbonnet, près de Grenoble (terrain du CUJD), à partir de 10 heures.

• Saint-Étienne
SAMEDI 1er JUILLET
au Parc de Montaud, à partir de 10 heures.

• Dijon
SAMEDI 1er ET DIMANCHE 2 JUILLET
Parc des Cèdres - Quétigny-les-Dijon.

Il y a 10 ans, le 11

LES CRS TUAIENT DEUX

Les ouvriers ont refusé la reprise organisée par les syndicats, les patrons l'ont imposée par leurs CRS

Le 11 juin 1968 à Sochaux, deux ouvriers, Pierre Beylot et Henri Blanchet, étaient tués par les CRS. D'autres travailleurs étaient mutilés, blessés tant la répression fut brutale contre les travailleurs de l'une des dernières grandes usines à ne pas avoir repris le travail.

Les morts de Sochaux et de Flins (où un jeune maoïste avait été tué lors d'affrontements avec la police quelques jours auparavant) ont marqué la fin de la grève générale. Pendant tout le mois de mai, alors que le mouvement entraînait près de dix millions de travailleurs dans tout le pays, la police ou les CRS ne furent pratiquement jamais envoyés contre les grévistes. Lors des manifestations et des occupations d'usine, jamais les forces de l'ordre n'avaient tiré. Pour qu'elles osent le faire, il a fallu que le mouvement apparaisse affaibli et sur le déclin.

En juin, la situation s'était modifiée et le rapport entre les forces en présence aussi. Déjà, dès la dernière semaine de mai, les grandes organisations ouvrières avaient pesé de tout leur poids en faveur de la reprise du travail, du retour à l'ordre et de la liquidation des grèves. Les syndicats et les partis de gauche avaient décidé de brader la plus grande grève générale qu'ait connue le pays et de jouer le jeu de la farce électorale proposée par De Gaulle.

Cette politique des syndicats et des partis de gauche permit à la bourgeoisie de se tirer à bon compte du mouvement de grève. Mais en divisant les travailleurs en lutte d'abord (le mot d'ordre de la CGT était alors de « négocier branche par branche, entreprise par entreprise »), puis en faisant reprendre les entreprises les unes après les autres, cette politique laissa isolés les travailleurs les plus combatifs, ceux qui restaient en grève malgré la pression syndicale.

Dès lors, le gouvernement et le patronat n'eurent plus en face d'eux que des îlots de résistance ouvrière qu'ils s'employèrent à réduire rapidement, par la force parfois comme à Sochaux et à Flins.

A Peugeot-Sochaux, comme dans un certain nombre d'autres entreprises qui continuaient à se battre dans les premiers jours de juin, les ouvriers purent vérifier concrètement avec quelle insistance les syndicats poussèrent à faire cesser la grève, n'hésitant pas pour cela à passer outre l'avis des travailleurs les plus combatifs.

La reprise de la grève de Sochaux le 10 juin ainsi que l'acharnement de la riposte ouvrière à la répression policière à Peugeot est l'un des exemples du refus de nombreux ouvriers d'admettre la liquidation de la grève par les directions syndicales.

En s'opposant massivement et spontanément à la reprise organisée par les syndicats, les travailleurs de Sochaux ont finalement obtenu quelques avantages supplémentaires par rapport à ce qui avait été donné lors des négociations de Grenelle, fin mai. Mais si, aujourd'hui, les quelques pour cent d'augmentation obtenus alors ainsi sont bel et bien oubliés, par contre, c'est une expérience que les travailleurs de Peugeot ne doivent pas oublier.

C'est, bien sûr, que la grève est leur arme, que la grève générale est une des armes de la classe ouvrière contre la bourgeoisie et son Etat. Mais c'est surtout que si les travailleurs ne veulent pas se trouver prisonniers, une nouvelle fois, des décisions de ces organisations qui les ont trahis ouvertement en 1968, ils devront diriger eux-mêmes leurs grèves, leur lutte.

S.L.

CRS et manifestants face à face dans la rue principale de Sochaux.

Nous avons demandé à un camarade de Lutte Ouvrière, qui participait avant 1968 aux bulletins «Voix Ouvrière», de nous raconter les événements de Mai 1968 à Peugeot-Sochaux.

« A Sochaux la grève n'a pas commencé très vite ?

— Non, c'est seulement le vendredi 17 mai que dans les ateliers une minorité de travailleurs a été prête à rejoindre le mouvement de grève, avec l'occupation qui se développait dans tout le pays et dont tout le monde discutait. Les dirigeants syndicaux n'étaient pas pressés, eux. Avec un autre camarade de **Voix Ouvrière** qui était comme moi membre du Comité exécutif de la CGT, on est allé au domicile des principaux responsables du syndicat pour qu'à la prise du travail du lundi, il y ait un appel à la grève. Cela n'a pas servi à grand-chose et le lundi chacun en a fait à son idée. Dans mon secteur, à l'Emboutissage-sud où travaillaient alors plus de 500 ouvriers, et où j'étais délégué du personnel, on s'est mis en grève. Réunion au réfectoire, élection d'un comité de grève et décision de partir en cortège, tout cela s'est fait assez vite. Avec des drapeaux rouges ramassés sur un chantier on est partis, heureux, car c'était notre première expérience de grève avec occupation.

Nous arrivons donc au meeting central en rangs serrés et en chantant « **Nini peau de chien** » tant et si bien que les dirigeants de la CGT nous voyant arriver se sont un peu paniqués et s'exclamaient : « **Voilà les étudiants !** ».

Il y avait ce matin-là environ 12 000 ouvriers massés devant les grands bureaux et la grève avec occupation a été votée à main levée ; c'était parti.

— Est-ce que pendant la grève beaucoup de travailleurs ont participé à l'occupation ?

— L'immense majorité des ouvriers était favorable à la grève mais beaucoup ne voyaient pas spécialement l'utilité de rester nombreux dans l'usine et puis c'était la bonne époque pour les jardins...

Pour la participation, je crois qu'on peut dire que pendant les trois semaines qui ont suivi, il y a eu environ 5 000 gars qui ont occupé à un moment ou à un autre. Sur les 25 000 que drainait chaque jour l'usine dans un rayon de plus de 50 km.

Un des moments les plus intéressants pendant l'occupation, c'était une assemblée quotidienne, baptisée « forum ». Tout le monde pouvait y participer et prendre la parole. C'était en principe en fin de journée au rez-de-chaussée de l'ancien building, sur lequel le drapeau rouge a flotté un bon bout de temps. Dans ce « forum » les dirigeants de la CGT et du PCF n'étaient pas à la fête. Les débats, dirigés le plus souvent par un militant du PSU ou de la CFDT, tournaient sur tout. Sur les propositions d'initiatives comme d'aller envahir la sous-préfecture — ce qui ne s'est pas fait — ou d'aller faire débrayer des petites entreprises de la région ce qui s'est fait très souvent.

Des petites équipes de grévistes sillonnaient les environs et même des stations services ont été fermées. Je me souviens d'une fonderie qu'on a littéralement pris d'assaut, et quand on s'est trouvé de l'autre côté des grilles, des sbires de la direction nous attendaient revolver au poing. Heureusement qu'on était assez nombreux ! Une autre fois, une équipe de mon secteur est allée chez Japy et avec les ouvrières de l'usine nous avons envahi la résidence des patrons où ces messieurs tenaient conférence. Nous les avons mis dehors, révoltés de voir dans quel luxe ils vivaient.

Un ouvrier a le pied déchiqueté par une grenade offensive.

Des expéditions de ce genre il y en a eu des dizaines et des dizaines...

Pour en revenir au forum, on discutait aussi de l'actualité, et il y a eu des moments chauds. Quand Barjonet (dirigeant de la CGT) a démissionné, quand il y eut le meeting de Charléty à Paris, tout le monde discutait politique et des idées révolutionnaires. Une fois le secrétaire du syndicat CGT a quitté le forum en disant : **«« Je m'en vais si c'est Voix Ouvrière qui fait la loi ici ».** Tout ça parce qu'un camarade qui s'était présenté ouvertement participait activement aux discussions, et un nombre croissant de travailleurs sympathisait avec ce qu'il disait.

— Est-ce qu'on peut dire que cette assemblée dirigeait la grève ?

— En fait, on était dans un mouvement général sur lequel les travailleurs de toutes les usines n'avaient aucun contrôle, aucun moyen d'intervenir, et personne ne se posait vraiment cette question. Dans le cadre de l'usine on gérait notre grève comme on voulait, répondant au jour le jour aux problèmes quotidiens : surveillance simplifiée des portes en en soudant la plupart, organisation d'un piquet d'intervention quand les gaullistes ont manifesté avec des explosifs contre des « portières » (les portes) de l'usine, distribution de patates fournies par des agriculteurs de la région, ce n'est pas les occupations qui manquaient. Les distractions aussi, pour profiter du beau temps ou pour tourner les chefs en dérision en se revêtant de leurs blouses qu'ils n'avaient pas eu le temps d'emmener chez eux.

On en profitait aussi pour appren-

juin 1968 à Sochaux

GRÉVISTES DE PEUGEOT

dre les chants révolutionnaires. **Voix Ouvrière** avait imprimé le texte de **l'Internationale** et on apprenait l'air... par téléphone, guidés par un militant du PCF d'origine espagnole qui occupait son secteur, en fonderie.

Mais tout ça ne nous donnait pas la direction de notre grève ; on l'a bien vu au moment de la reprise.

— Là, les organisations syndicales s'en sont occupé ?

— Et comment ! Le samedi 8 juin, elles ont organisé un vote-bidon et pendant qu'elles appelaient tous les ouvriers à une manifestation en ville dans le cadre de la préparation des élections législatives annoncées par De Gaulle, les dirigeants syndicaux sont venus débarquer les piquets de grève.

Ils en ont entendu car les piquets regroupaient les ouvriers les plus décidés. Les ouvriers qui voulaient continuer la grève leur criaient qu'ils étaient « **vendus** ».

En fait, ils appliquaient la politique de leurs dirigeants. Séguy, comme les dirigeants de la CFDT et de tous les syndicats et partis de gauche, avait accepté de brader toutes les grèves pour courir aux urnes, pour appeler tout le monde à se servir d'un bout de papier qui ne peut jamais rien apporter aux travailleurs.

La rage au cœur, des ouvriers ont pris une voiture-sono et son allés vers la manifestation en criant : « **Les syndicats arrêtent la grève sans consulter les travailleurs, il faut continuer, tous aux piquets** ». Mais à minuit l'usine était bel et bien évacuée et le lendemain il y a eu au moins un millier d'agents de maîtrise mobilisés pour préparer la reprise pour le lundi 10 juin, des peintres enlevaient les inscriptions, tout semblait fini.

— En fait de reprise, c'est la grève qui a repris?

— Ah oui, comme une traînée de poudre! C'est parti des ateliers de fabrication de carrosserie. En cortège on est passé dans les autres ateliers. A la fin de la matinée, l'usine était arrêtée et à 13 heures, l'occupation était votée à nouveau. Les ouvriers les plus combatifs, les sympathisants des idées révolutionnaires exigèrent qu'un nouveau Comité central de grève soit constitué « **avec des délégués de chaque secteur choisis par les travailleurs eux-mêmes** ».

Le 10 juin au soir, au « Forum », tout le monde était conscient, vu la situation dans le pays (reprises partout, violentes attaques des CRS à Flins où un jeune manifestant avait

Les grévistes ne désarment pas et attaquent les cordons de CRS.

été tué...) qu'il allait se passer quelque chose.

— Vous vous attendiez à l'attaque des CRS ?

— Pas spécialement, mais on sentait qu'on était seuls, que le gouvernement et toutes les organisations de gauche ou syndicales étaient d'accord pour arrêter les grèves et organiser des élections. Dans ces conditions, le gouvernement pouvait utiliser la manière forte, il avait les mains libres pour lâcher ses flics. En plusieurs endroits c'était déjà fait. Alors, il n'était pas trop difficile de savoir ce qu'on risquait.

— Alors vous vous étiez préparés quand même ?

— Dans un sens oui. On avait prévu un système d'alarme mais quand les CRS sont arrivés par centaines et par centaines, sur le coup de 3 heures du matin, l'alarme n'a pas eu le temps de fonctionner dans tous les secteurs.

Du côté de la commune de Sochaux, les bagarres ont commencé, tout de suite très dures, au corps à corps, les gars se défendant à coup de poing, à coup d'outils. Il faut dire que les CRS ont cogné dur. Ils cherchaient visiblement l'affrontement et canardaient à coup de grenades lacrymogènes.

Du côté de Montbéliard, le premier blessé que j'ai vu c'était un vieux travailleur venu prendre le travail car la direction avait annoncé la reprise et remis en route le service de ramassage des ouvriers.

La brutalité de leur intervention dressa tous les ouvriers contre les CRS. La nouvelle se répandit vite et des ouvriers d'autres usines vinrent se joindre à ceux qui se battaient. Les CRS étaient littéralement assiégés, dans l'usine qu'ils occupaient maintenant. Ils n'en sortaient que pour tenter de repousser la foule dont les premiers rangs lançaient des cailloux, des billes d'acier, etc.

— A ce moment-là il n'y avait encore que des blessés légers, comment ont-ils été amenés à utiliser les fusils et à tuer un ouvrier ?

— Ça s'est passé au retour de la grosse manifestation que les partis de gauche, les élus et les syndicats avaient organisée pour protester auprès du sous-préfet et en même temps pour limiter les affrontements en emmenant la foule ailleurs que devant l'usine.

En arrivant devant la première portière de l'usine gardée par des CRS, les manifestants se sont rués, ont surpris les CRS qui ont tenté de se sauver. Trop tard, des ouvriers avaient attrappé un command-car, saisi des fusils et commençaient à secouer drôlement le véhicule de CRS. Pris de panique, ceux-ci ont tenté de se dégager du corps à corps en tirant, c'est là qu'un ouvrier a été mortellement touché.

— Et c'est cela qui a porté l'exaspération à son comble ?

— C'est sûr, après ça, le monde n'a pas cessé d'affluer vers l'usine et les gens se battaient **avec la rage du désespoir.** Des gars se lançaient à l'assaut des CRS qui se débandaient en lançant cette fois des grenades offensives et deux gars ont eu le pied coupé comme ça, un autre a dû être amputé d'un bras et les blessés par les éclats ont été très nombreux.

La colère était inimaginable et très sérieusement des gars se préparaient à sortir les fusils pour faire payer aux CRS les deux morts de la journée. Deux, oui parce qu'un autre ouvrier avait été tué par une déflagration qui l'avait fait tomber d'une palissade.

— C'est peut-être à cause de cette colère que les autorités ont retiré les CRS à la fin de cette journée du 11 juin ?

— On ne peut peut-être pas l'affirmer, parce qu'on ne sait pas quel était exactement l'objectif fixé aux CRS. Mais d'abord les CRS eux aussi avaient dérouillé. On a dit qu'il y avait eu plusieurs tués. C'est invérifiable mais des blessés, et sérieusement, on en a vu ! Et la détermination des ouvriers était manifeste, ils ne pouvaient pas s'attendre à passer une nuit calme.

— Après cela, la grève s'est terminée ?

Il s'est écoulé encore 8 jours avant la reprise du travail. L'usine n'était plus occupée, les syndicats négociaient et les travailleurs se trouvèrent réunis lors des deux cérémonies funèbres, longues manifestations silencieuses où chacun sentait qu'entre Peugeot et les ouvriers, il y avait deux camarades à venger.

En reprenant le 20 juin, je crois que nous avons été les derniers grévistes de mai à reprendre le travail. Pas pour longtemps, début juillet la lutte reprenait ; et pendant plusieurs années dans l'usine la combativité est restée assez forte. »

Les manifestants reconstruisent une barricade.

Meeting à Montbéliard

« 1968-1978 : la grève générale, l'arme des travailleurs ».

— Projection de films :

- **Sochaux - 11 juin 68 !**
- **Le joli mois de mai**
- **Courts métrages sur deux grèves de la région parisienne.**

— Exposition - débats

Le dimanche 11 juin 1978 au Théâtre Municipal de Montbéliard à 15 H.

LUTTE DE CLASSE

N° 54 est parue.

Au sommaire :

— L'impérialisme français, gendarme de l'Afrique.
— Les Radicaux de gauche : un petit parti dont les gros ont besoin.
— Le Parti Communiste d'Espagne à la pointe de l'Eurocommunisme, c'est-à-dire de la social-démocratisation.
— PCF : des contestataires plus que des opposants.

LES CANCÉROLOGUES BOYCOTTENT L'ARGENTINE

Si la campagne du boycott de la Coupe du monde de football n'a pas abouti, si elle ne s'est pas traduite par des refus dans les milieux sportifs de se rendre en Argentine, elle a néanmoins permis de mettre en lumière les tristes exploits de la dictature de Videla.

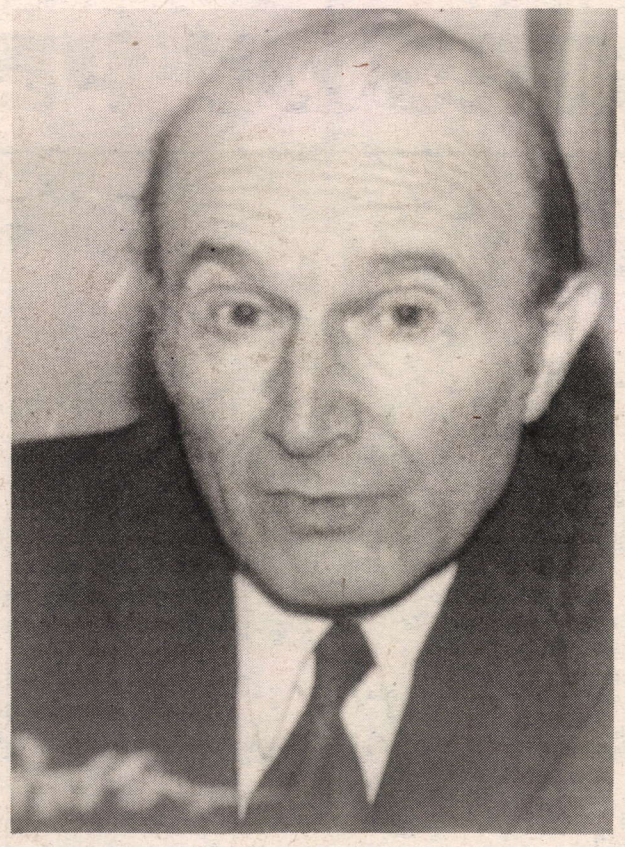
Et la campagne pour le boycott ne s'arrête pas. Ce sont les savants qui ont pris le relais. Déjà plusieurs cancérologues, dont le professeur Mathé, le professeur Tubiana, président de l'Association française d'étude sur le cancer, ont annoncé qu'ils refusaient de se rendre au congrès de cancérologie qui doit se tenir à Buenos Aires en octobre prochain. L'un d'eux, pour expliquer son geste, a déclaré, s'adressant à ses confrères : « La torture est une maladie pire que le cancer. Votre présence là-bas sera récupérée comme une caution du régime argentin ».

Tant mieux si ces choses-là sont dites. Et finalement, si ce congrès ne pouvait se tenir, cela ne mettrait sans doute pas fin à la dictature, mais cela montrerait qu'au moins une partie de l'opinion n'accepte plus de se taire et de laisser faire.

Mais le débat à propos de l'Argentine s'est élargi. Comment pouvait-il en être autrement ? Car l'Argentine n'a pas le triste privilège de l'arbitraire, de la torture, de la répression des opposants politiques. On évoque, en parallèle de celui de l'Argentine, le boycott d'autres pays, en particulier celui de l'URSS, où doivent se tenir plusieurs congrès scientifiques prochainement, et où surtout doivent se tenir en 1980 les prochains Jeux olympiques. Et il est vrai que la lutte contre l'arbitraire ne se partage pas. Il est aussi vrai qu'il est malheureusement facile de trouver des exemples qui permettent de renvoyer dos à dos les deux camps... et d'apparaître comme les complices des uns, lorsque l'on ne condamne que les autres.

Mais c'est justement parce que la protestation contre les crimes, contre les exactions des gouvernements, ne peut se partager, qu'on ne peut rester silencieux, sous peine d'être complice, vis-à-vis de ce qui se passe dans notre propre pays. Certes il y a l'Argentine, il y a les hôpitaux psychiatriques en URSS, il y a aussi l'Afrique du Sud et l'Apartheid, etc. La liste est malheureusement fort longue. Mais il y a eu aussi la France en Indochine, en Algérie, où quasi officiellement l'armée torturait. Et cette armée-là ne s'est pas débarrassée de ses tortionnaires. Au contraire, elle les a promus. Il y a aujourd'hui le Zaïre et le Tchad où l'impérialisme français, le « nôtre », va soutenir des dictatures sanglantes. Moscou et Buenos Aires ne sont pas les seules capitales de la répression.

J.P.V.



Le professeur G. Mathé refuse d'aller en Argentine. **(AFP)**

BARRE : "les patrons sont des gens responsables"

Oui ! Ils sont responsables de la crise

Le jeudi 8 juin, le Premier ministre, Raymond Barre, était l'invité des « petits déjeuners » de France Inter.

L'inquiétude des Français ? Elle est grossie, assure Monsieur Barre.

Est-ce qu'il a bien pesé toutes les implications de la hausse des prix ? Quoi, comment une journaliste ose-t-elle poser une telle question à lui, Barre, c'est-à-dire au gouvernement ! Bien sûr qu'il l'a fait ! Mais de toutes façons, celle-ci n'entraînera pas obligatoirement des hausses : les patrons sont des gens responsables qui savent ce qu'ils ont à faire. Et c'est pour cela que le gouvernement laisse faire. De toutes façons, le gouvernement a pris des précautions : il n'augmentera pas leurs charges sociales pendant deux ans, et il leur a fait promettre que la hausse des rémunérations (de leurs salariés) n'excéderait pas la hausse des prix ! Alors, il n'y a aucune raison que les chefs d'entreprise augmentent leurs prix plus qu'ils n'en ont pas besoin. C'est quand les prix étaient indexés qu'ils avaient des tentations, ces pauvres responsables ! Oui, quand le gouvernement autorisait par arrêt une hausse, même si eux, n'avaient pas besoin d'augmenter leurs prix, ils s'abritaient derrière l'arrêté pour le faire !

Au journaliste qui osait lui rétorquer que quand même, l'indice était en hausse, Barre répondit... que c'était normal ! C'était trop compliqué, paraît-il, à expliquer aux auditeurs : mais il fallait en être sûr, c'était là une bonne chose, c'était la conséquence des mesures qui allaient permettre aux agriculteurs français de pouvoir exporter plus à l'étranger !

Evidemment, les propos de Barre ne sont pas nouveaux. Lui et ses compères, Monory, ministre de l'Industrie, Ceyrac, le président du syndicat des patrons, l'ont répété maintes fois, avec tout autant de cynisme et de mépris pour les travailleurs et les petites gens.

Mais les travailleurs ne l'entendent pas de cette oreille. Et les réactions qui commencent à s'amorcer dans les entreprises montrent qu'ils ne sont pas décidés à subir l'offensive patronale et gouvernementale sans réagir.

S.F.

La main dans le SAC

Après une perquisition au Pianistique, un bar du Havre, la police qui pensait éclaircir une affaire de trafic d'alcool, découvrit en fait 200 coupures de faux billets de 500 F.

Jusque-là, rien de bien extraordinaire. L'histoire prend une autre tournure quand on sait que les trafiquants mis en cause, Georges Malyquevique et Ernest Auger, sont des membres actifs du Service d'action civique du Havre. Tous deux « protégeaient » Barre lors d'un récent voyage de ce dernier au moment des législatives. Par ailleurs, une troisième personne impliquée, elle aussi membre du SAC, figurait selon le correspondant du journal *le Monde* comme candidat RPR sur la liste de la majorité présidentielle conduite par Antoine Rufenacht aux élections municipales de mars 1977.

Comme on le voit, tout ce joli monde s'intéresse à la politique...

Pourtant le SAC, s'il a défrayé la chronique ces derniers temps, c'est davantage pour des affaires de droit commun — *l'Humanité* rapporte dans son numéro du 7 juin 1978 que 183 membres du SAC, (ou proches de lui) ont été sur le banc des accusés pour ce type d'affaires au cours des dix dernières années — que par ses prises de position politiques.

Bien sûr, chaque fois, ceux qui s'étaient ainsi singularisés en se faisant prendre, étaient exclus de cette très morale association de soutien à la majorité qu'est le SAC.

Mais les sanctions ou les exclusions ne peuvent pas faire oublier que les milieux politiques proches du pouvoir vont pêcher leurs fréquentations dans des eaux troubles.

Stéphane HENIN

Des écuries pour logement

Des « chambres » sans fenêtre, avec des caisses de bois pour tout mobilier, pas de lavabo, pas de toilettes... C'est dans ces conditions lamentables — et pour 100 F par mois et par personne — qu'une cinquantaine de travailleurs nord-africains vivaient entassés dans les baraques que constituaient d'anciennes écuries à Marseille.

Voilà ce que vient de découvrir la police. Car il y a aujourd'hui des travailleurs qui sont logés dans des conditions aussi affreuses, qui n'ont pas droit à l'hygiène la plus élémentaire !

Pour l'instant, on ne sait rien des marchands de sommeil sinon que la police les a relâchés après les avoir entendus... Par contre, on sait que le propriétaire des locaux n'est autre que le directeur départemental de la concurrence et des prix... Rien ne prouve, bien sûr, que ce monsieur était au courant de ce qui se faisait dans les locaux qu'il louait aux marchands de sommeil, mais, tout de même, on peut se poser la question !

Ce qu'a découvert la police marseillaise est particulièrement odieux. Mais c'est un peu partout, à Marseille, à Paris, qu'existent des « foyers » à peine plus habitables et dans lesquels sont parqués des travailleurs immigrés. Et si tout ce trafic sordide peut exister autour du logement des travailleurs immigrés, c'est bien parce que le gouvernement et le patronat, qui ont fait venir en France ces travailleurs pour les exploiter, se moquent éperdument de les loger convenablement !

J.J.F.

Réunion publique Lutte Ouvrière

A TARARE (69)

le vendredi 16 juin à 16 h 30

Salle n° 3 de la mairie

« La situation politique après les élections ; la contestation dans le PCF ».

SOUSCRIPTION

Dans un précédent numéro de Lutte Ouvrière, **nous disions publier les dernières listes de souscription.**

Or, quelques listes nous sont encore parvenues !

Nous espérons que ceux qui les ont envoyées ne se formaliseront pas de ne pas voir leur nom figurer dans le journal. En tout cas, qu'ils ne s'inquiètent pas, leur argent est arrivé à bon port !

dossier

LA Jeunesse Ouvrière Chrétienne

Des jeunes, beaucoup de jeunes... derrière des aumôniers.

La JOC, avant tout une organisation chrétienne

La JOC vient de fêter son cinquantième anniversaire lors de son rassemblement à La Courneuve. Elle a réuni beaucoup de monde, cent cinquante mille participants, selon ses organisateurs. Par cette manifestation, la JOC atteste qu'elle a prise sur la jeunesse ouvrière.

Du Kyrie eleison à l'Internationale, **le chemin peut sembler tortueux et parsemé d'embûches. C'est pourtant celui que se flattent d'avoir parcouru les dirigeants de ce mouvement : la messe et le drapeau rouge étaient de la même fête à La Courneuve. De quoi vraiment y perdre son latin, s'il n'avait pas déjà été banni des rites de l'Eglise par le pape lui-même.**

La JOC peut se prévaloir de dizaines de milliers d'adhérents dans tout le pays. Elle veut rassembler à la fois les jeunes apprentis et travailleurs, et maintenant également la jeunesse scolarisée des lycées et des CET. Elle s'adresse, comme son nom l'indique, à la jeunesse ouvrière chrétienne, mais aussi à ceux qui ne se réclament d'aucune religion ou de religions différentes (les travailleurs immigrés par exemple).

Elle se veut une organisation de la jeunesse ouvrière qui s'inscrit « dans le combat de libération de la classe ouvrière ». **Elle affirme vouloir lutter contre l'injustice et elle dénonce les responsables :** « J'accuse, **dit-elle dans** La Charte de la jeunesse ouvrière, cette société capitaliste sans avenir ».

La JOC n'hésite pas à employer un langage radical. Ses militants défendent leurs copains à l'usine. Face aux patrons, ils ne se laissent pas faire. C'est pourquoi il n'y a pas que ceux qui sont attirés par l'étiquette chrétienne qui viennent à cette organisation. Il y a ceux qui y viennent pour son dynamisme et pour son allure d'organisation ouvrière.

Certains disent même que peu leur importe l'étiquette sous laquelle ils agissent et que la référence religieuse est sans influence sur ce qu'ils font. Eh bien, ils se trompent. Car la JOC, elle, tient à son étiquette chrétienne. Elle déclarait à son Conseil national de 1976 qu'elle « devait se reconnaître de l'Eglise universelle pour que les jeunes travailleurs croient en Jésus-Christ ». **Et ce n'est pas pour rien qu'elle a tenu à célébrer une messe à la fête du cinquantenaire, le 14 mai dernier.**

La hiérarchie catholique ne se trompe pas, elle non plus, en reconnaissant à la JOC un rôle allant dans le sens de son action. Pour elle, non seulement « les jeunes de la JOC ont leur place dans l'Eglise », **comme vient de le rappeler Mgr Marty, mais la JOC** « nourrit la sainte ambition de rassembler et d'offrir au Christ la jeunesse ouvrière du monde entier » **(Paul VI).**

Certes, la JOC utilise à l'occasion le vocabulaire socialiste et aime à parler de lutte des classes. C'est d'ailleurs reconnaître qu'elle est obligée de cacher ses idées religieuses pour se faire accepter dans la classe ouvrière. A bien des égards et à cause de son évolution, elle réussit à apparaître aux yeux des jeunes comme une organisation de jeunesse ouvrière finalement assez peu différente de ce qu'est la Jeunesse Communiste. Et il est bien vrai que la JC, du fait des renoncements de ses dirigeants et de leurs trahisons du communisme, est responsable au premier chef de cette situation.

Mais cela n'empêche pas qu'il existe une différence importante entre ces deux organisations, même si les jeunes qui adhèrent à l'une ou à l'autre ont bien du mal à la distinguer.

C'est au nom du communisme que les jeunes sont recrutés à la JC, c'est-à-dire d'une idéologie propre à la classe ouvrière, qui est pour elle une arme de combat contre la classe bourgeoise. Les idées communistes restent cela en dépit de l'attitude des dirigeants du PCF. Tandis que les jeunes qui vont à la JOC entrent dans une organisation qui se réfère à une idéologie religieuse, prêchant la fraternité entre tous les hommes, bourgeois et prolétaires, idéologie qui ne peut que les désarmer face au combat de classe.

Alors, bien sûr, il y a des militants à la JOC, ou formés dans la JOC, qui sont des militants ouvriers combatifs. Mais cela ne leur est possible que parce qu'ils sont en contradiction avec les idéaux qu'ils prétendent défendre. Cela n'est possible que parce qu'ils refusent de tendre la joue gauche à leur patron lorsqu'on leur a frappé la joue droite. Car on ne peut être à la fois un chrétien conséquent et un militant de la classe ouvrière défendant l'ensemble de ses intérêts.

C'est pourquoi il est nécessaire de combattre les balivernes religieuses que la JOC contribue à propager au sein du mouvement ouvrier.

Cinquante ans d'histoire

Au début du XX[e] siècle, l'influence de l'Eglise dans la classe ouvrière déclinait et rares étaient les ouvriers qui allaient à la messe.

C'est pour essayer de regagner à l'Eglise catholique une partie de la jeunesse ouvrière que l'abbé Guérin, comme Cardijn en Belgique peu auparavant, fonda la JOC en 1927 et la JOCF pour les filles l'année suivante. Composée uniquement de jeunes travailleurs et d'apprentis, la JOC reprit à son compte certaines revendications ouvrières. Dans son journal, elle publia des petits échos sur la manière dont les jeunes apprentis étaient traités, sur l'insécurité dans le travail, sur les heures supplémentaires non payées, et réclamait une qualification pour les jeunes. Mais le principal but de la JOC restait, comme elle le dit dans son premier programme : **« Nous voulons travailler à la grandeur morale de la jeunesse ouvrière ».**

Dans sa presse, au début, on peut lire des articles relatant comment un jociste avait réussi à faire disparaître les inscriptions obscènes dans les W-C de son usine et comment un autre jociste avait alerté la police pour que celle-ci enlève un livre pornographique de la vitrine d'une librairie, etc.

Même si la JOC dénonçait parfois certains abus patronaux, le ton général n'en restait pas moins celui de l'appel à la résignation, comme en témoigne ce texte, semblable à de nombreux autres, paru en octobre 1927 : **« Toi qui, comme nous, doit travailler dès 13 ou 14 ans à l'usine ou au bureau, viens réclamer avec nous la part de ces biens de l'âme à laquelle nous avons droit : c'est justice.**

Mais ne demandons pas à voyager en première classe, ni à posséder chacun notre auto, ni à passer l'été sur la plage et l'hiver à la montagne.

Nous ne demandons pas à aller à l'école jusqu'au service militaire.

Nous ne demandons pas le droit de faire la noce.

Nous ne demandons pas à devenir des embusqués du travail.

Nous ne demandons pas une égalité chimérique impossible et injuste. »

Ni la JOC belge, ni la JOC française ne furent créées en opposition au restant de l'Eglise catholique. D'ailleurs ils eurent tout de suite l'appui du pape et aussi bien Cardijn que Guérin furent reçus au Vatican.

Dans la période 1930-1932, la JOC mit en place des bureaux de placement, organisa des soupes populaires, des centres d'apprentissage pour chômeurs et revendiqua des allocations chômage. Pendant que la JOC fait mine de défendre les intérêts des travailleurs, elle prend position contre les grèves : **« Parce qu'elles mettent la haine dans les cœurs, les solutions de force retardent la vraie solution de justice » (JO** du 15 juillet 1931). D'ailleurs, en 1936, le congrès national de la JOC proclama : **« Elle** (la JOC) **souhaite ardemment que la grève soit employée comme mesure extrême, tous les moyens de conciliation ayant été épuisés ».**

Quant à ses militants, ils ont pour consigne uniquement d'aller dans les comités de grève pour faire respecter la moralité et la liberté d'opinion religieuse.

De 1937 à 1939, la JOC revendiqua une troisième semaine de congés payés, mais prit bien souvent position contre les grèves parce qu'elles **« étaient manipulées par la CGT ».**

Pendant la guerre, dans la zone sud, la JOC continua ses activités et se mit à défendre la « révolution nationale » de Pétain. Elle participa aux rassemblements de la jeunesse organisée par le maréchal, organisa des chantiers de travail pour les chômeurs et consacra toute sa presse au sport, à la famille, à la patrie, à la moralité... A la même époque, en zone occupée, la JOC se dissolvait et certains de ses membres entraient dans la Résistance et subissaient la répression.

A la Libération, la JOC organisa des fermetures de maisons closes et impulsa des pétitions, des délégations, des rassemblements, pour obtenir un statut pour les employées de maison, trois semaines de congés payés...

Peu à peu, le langage de la JOC s'est radicalisé. Au point qu'actuellement elle reconnaît, du moins en paroles, la lutte des classes et qu'elle se soit rangée dans le camp de l'Union de la gauche aux dernières élections.

Le moins qu'on puisse dire est que, si la JOC ne va pas très loin, elle revient de loin.

dossier
la joc

Paternalisme et les deux ma

L'Eglise ne parle pas que de la lutte des classes quand elle s'adresse à la jeunesse, elle sait ressortir son visage traditionnel.

Lorsque les militants de la JOC participent aux luttes de la classe ouvrière, ils le font avec cette morale chrétienne dans laquelle la JOC les éduque et qui exige, par exemple, d'aimer son prochain comme soi-même... même si ce prochain est un patron.

L'humanité souffrante a besoin d'être aidée et éclairée, et par conséquent, la classe ouvrière tout entière est considérée comme une mineure qu'il faut protéger, défendre. Aux yeux des militants chrétiens, elle n'est pas une classe sociale détenant entre ses mains l'avenir de l'humanité, une force sociale qui doit lutter pour mettre bas le vieil ordre social. Car si la JOC n'hésite pas à parler de lutte des classes, si ses militants interviennent dans les conflits, il n'est pas question, pour eux comme pour l'Eglise, de remettre en cause la division sociale entre patrons et ouvriers. Tous deux ont

Son fonctionnement

L'implantation de la JOC est faible dans la région parisienne. Mais en province, et particulièrement dans le Nord, la région de Saint-Etienne, la Bretagne, l'Est, elle manifeste son existence depuis de nombreuses années et son influence persiste.

Jusqu'en 1974, les sections de JOC étaient organisées sur la base des paroisses et portaient souvent le nom de ces paroisses. Des ouvriers d'une même entreprise pouvaient donc être réunis séparément, suivant leur lieu d'habitation. Maintenant, la base, c'est le milieu de travail. C'est ainsi que l'on trouve des équipes JOC « grosses entreprises » (et parfois, quand l'implantation est suffisante, une seule), « petites entreprises », « santé », « CET », etc.

En dehors des réunions hebdomadaires, suivies plus ou moins régulièrement, il y a aussi des réunions générales par ville ou par région. Des « récollections » sont proposées aussi. Il s'agit de réunions générales où l'on réfléchit ensemble, avec l'aumônier, et où l'on prie aussi.

Mais la première préoccupation, c'est de mettre sur pied des week-ends, des veillées, des débats, de faire des « enquêtes-campagnes » sur les problèmes des jeunes, toutes activités qui ont pour but de présenter le milieu de la JOC comme un milieu de jeunes où « l'on ne s'ennuie pas, où l'on est heureux d'être ensemble » et où l'on peut discuter de ses problèmes.

Ses structures

Le militant de base de la JOC doit tenir à jour ce qu'il dénomme sa « carte de relations » et son « comité d'action ». La première comprend tous les gens que connaît le militant, avec lesquels il a des relations, même épisodiques, et surtout les jeunes : voisin, copain de boulot, compagnon de trajet, etc. Le comité d'action se compose de tous les gens avec lesquels le militant agit : ceux qu'il côtoie lors de sorties, de délégations syndicales, au football, etc. L'objectif est de trouver ce qui pourra les amener à la JOC.

Les militants de la JOC sont également tenus de participer à des « révisions de vie », c'est-à-dire à des regroupements de militants sur la base de leur lieu de travail. C'est là qu'ils discutent de leurs activités, de leurs relations, de ce que l'on pourrait faire (sorties, livres à prêter, etc.) pour mettre un tel ou un tel dans le coup. Le responsable de révision de vie est choisi par l'équipe fédérale.

Les rencontres de responsables de révisions de vie se tiennent sous le contrôle et la responsabilité d'un fédéral. On y rend compte de ce qui se discute dans les réunions. A tous les niveaux, il faut « voir, juger, agir ». Ensuite, les responsables répercutent les décisions et les orientations de leurs réunions respectives. C'est à cet échelon que le fédéral observe et choisit les futurs fédéraux.

La direction départementale ou régionale est constituée par le comité fédéral et l'équipe fédérale. A ce niveau, comme d'ailleurs à tous les autres, à l'exception peut-être de certaines réunions à la base, on trouve des aumôniers JOC.

On est fédéral pour trois ans. C'est là qu'on choisit ceux auxquels on proposera d'être les prochains fédéraux. Ces fédéraux sont recrutés parmi les responsables de révisions de vie.

La direction effective du mouvement est assurée par le Conseil national et le Conseil national restreint (à Paris). Un ou plusieurs aumôniers sont rattachés à cette réunion. Le conseil regroupe des fédéraux de toutes les régions, principalement des permanents. Le Conseil restreint est un véritable comité exécutif.

L'histoire de la JOC et son évolution vues par un permanent jociste de Lille

« Je suis permanent fédéral de la JOC, mais je vais arrêter bientôt, car j'ai 28 ans maintenant. Je gagne 1.700 F par mois. Ce n'est pas beaucoup, mais c'est normal. Nous ne sommes pas une organisation riche, et les cotisations ne rentrent pas toujours régulièrement.

Notre mouvement a subi de profondes mutations. A l'origine, il s'agissait surtout pour la hiérarchie catholique d'être présente dans la classe ouvrière. Un des premiers chants jocistes en 1930, c'était **Nous referons chrétiens nos frères.** A l'époque, la JOC était surtout bien pensante. L'usine, c'était le lieu de perdition, et les premiers articles de **Jeunesse Ouvrière** étaient dirigés contre les **« ouvriers corrupteurs qui voulaient salir nos âmes de gosses »** par des **« gravures dégoûtantes »** ou par de la propagande.

Aujourd'hui, la JOC est toujours missionnaire et témoin de Jésus-Christ, mais elle est aussi partie prenante de la lutte des classes. Tous les prêtres qui choisissent d'être aumôniers JOC sont pour la lutte de classes. Nous ne nous prenons pas pour un syndicat. Face à un patron, nous ne sommes rien, mais nous voulons que les jeunes soient partie prenante du combat. Et en plus, nous voulons que les jeunes réfléchissent : quelle solidarité ? Quel amour ? Comment témoigner de notre foi ? Bien sûr, il y a des jeunes non-chrétiens qui viennent à nous. Mais nous ne renonçons pas à leur expliquer que nous luttons par amour pour les travailleurs qui sont notre peuple et le peuple de Dieu.

Ces dernières années, en militant dans les syndicats, et plus seulement dans la CFTC, mais aussi dans la CGT et surtout la CFDT, nous avons évolué vers la gauche. Nous avons pris position pour la victoire de la gauche aux dernières législatives et nous avons été déçus du résultat. Nous voulons une société socialiste, même si nous ne précisons pas s'il s'agit d'un socialisme autogestionnaire, centralisé ou autre...

Maintenant, nous sommes aussi dans les luttes, et nous avons des revendications. Là encore, c'est une évolution. Au contraire, en 1935 par exemple, quand il y avait tant de chômeurs, la JOC avait lancé la campagne « vestiaire ». Cela consistait à collecter des vêtements pour les familles de chômeurs. Dans ces temps-là, la JOC avait beaucoup plus d'actions qui pouvaient apparaître comme une tentative de replâtrage du système. Mais c'était normal. La JOC sortait directement des centres paroissiaux. Certains curés avaient purement et simplement transformé leurs patronages en sections JOC en désignant secrétaire, trésorier, président. Alors le train-train continuait. Comme disait un ancien jociste de cette époque : **« A l'usine, on ne parlait pas de la JOC. A la JOC, on ne parlait pas de l'usine. »**

Les pères Guérin (à gauche) et Cardijn (à droite), respectivement fondateurs de la JOC française et belge.

réformisme, mmelles de la morale jociste

leur place et leur rôle à jouer, leur utilité, dans le cadre d'un monde éclairé par la foi.

C'est la conception charitable du monde et l'esprit paternaliste de l'Eglise qui se retrouvent dans les organisations ouvrières de la JOC ou de la JOCF, et qui les conduisent à se pencher avec apitoyement sinon condescendance sur ce monde malade, dans lequel les patrons cheminent gaillardement vers leur damnation éternelle quand ils font subir de trop criantes injustices à leurs ouvriers tandis que ceux-ci, les pauvres, les déshérités, risquent eux aussi de se perdre dans les voies de la colère, de la révolte et de la violence, toutes choses rapidement impies.

Et cette attitude protectrice, paternaliste, qui imprègne les rapports qu'entretiennent avec leur entourage les militants de la JOC, se retrouve aussi dans les méthodes de recrutement et d'organisation de la JOC et de la JOCF. Le parrainage par lequel tout nouvel adhérent est pris en charge à vie par celui qui le fait adhérer, l'absence de responsables élus au profit de dirigeants désignés par la hiérarchie catholique qui sont souvent des aumôniers, traduisent ce souci de garder en tutelle les militants, les jeunes, considérés comme le troupeau dont l'Eglise doit être le vigilant berger.

Par ces pratiques, cimentées par la morale chrétienne, les jeunes formés dans le cadre de la JOC ou de la JOCF sont eux aussi amenés à concevoir leur activité militante comme celle de bons bergers de la classe ouvrière. Préoccupés de défendre leurs camarades de travail, ils deviendront à la rigueur de bons syndicalistes, avec les limites que cela comporte. Dans un petit livre paru aux éditions Stock, intitulé Moi, la bonne et rédigé par une militante de la JOC, on trouve ainsi un véritable réquisitoire contre les conditions imposées au personnel de maison se concluant par la revendication que les conventions collectives soient enfin respectées. Mais il n'est à aucun moment question de supprimer purement et simplement la condition de bonne à tout faire.

Alléger le sort de la classe ouvrière, voilà dans quel esprit réformiste interviennent les militants jocistes.

Mais la transformation de la situation de la classe ouvrière passe par son émancipation totale. Elle signifie le combat pour la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, combat auquel se refusent les militants chrétiens, qui ne recherchent en fait qu'un aménagement de cette exploitation.

La JOC par et pour les jeunes ?

« La JOC par et pour les jeunes ». *C'est un des slogans préférés des responsables de la JOC. Mais en fait, les jeunes adhérents de la JOC n'ont pas les moyens de changer quoi que ce soit à la marche de leur organisation.*

Tous les responsables sont désignés par les échelons supérieurs, et la hiérarchie catholique ne risque donc pas de voir son troupeau s'égarer.

Lorsque nous avons interrogé un fédéral sur cette absence totale de démocratie, même pour les congrès, il nous a donné deux raisons :

1. La JOC commence à 14 ans, et on n'est pas mûr à cet âge. Si on donnait à chacun une voix, plus rien ne pourrait marcher.

2. Un responsable ne peut pas être n'importe qui. Il doit être capable de bien se comporter face au préfet, aux organisations ouvrières, aux maires, aux journalistes, etc.

Comme on le voit, la confiance règne !

Interview d'un ancien militant chaudronnier à Fives-Cail-Babcok, Lille

« Comment as-tu connu la JOC ?

— Entre le CET et l'usine. J'avais un bon copain de CET qui était à la JOC, et qui m'a fait rencontrer le curé responsable une fois. J'avais envie d'aller à la JOC car je voyais bien que c'étaient des jeunes sympas entre eux et qu'on y discutait de tous les problèmes des jeunes. Mais j'ai dit tout de suite au curé : « Moi, je ne suis pas chrétien. Si c'est pour entendre parler de Dieu, je m'en vais. »

On m'a dit que ce n'était pas grave et en effet, par la suite, j'y suis resté un an et demi et on n'a jamais parlé de Dieu en réunion.

— Est-ce qu'il y avait la JOC sur ton entreprise ?

— Il y avait un jeune délégué CFDT qui était un ancien de la JOC et trois autres adhérents, jeunes comme moi. Une ou deux fois, nous avons vendu Jeunesse Ouvrière **devant la porte de l'usine. Un laïc, responsable fédéral, et le curé sont venus nous aider. On en vendait une dizaine et pas seulement à des jeunes. Mais c'est tout ce qu'on avait comme apparition sur l'usine en tant que JOC. L'usine, on en parlait en réunion.**

— Comment se passaient les réunions ?

— Il y en avait toutes les semaines, mais tout le monde ne venait pas toutes les semaines. On se réunissait à 8 ou 10 parfois. Il y avait aussi, à part nous, des gars de CET, des gars de lycée technique, des ouvriers de petites boîtes. C'est un laïc responsable qui tenait la réunion. Le curé était là, il prenait des notes et intervenait moins souvent. On aimait bien venir en réunion parce qu'on s'y amusait bien. On chahutait souvent. Plusieurs fois, le curé a même piqué sa crise parce qu'on faisait trop de bruit.

Quand on discutait sérieusement, c'était des gars qu'on connaissait, s'ils étaient sympas ou non, les loisirs qu'ils aimaient, leurs problèmes, et ce qu'on pouvait faire pour les amener à nous. Le responsable nous rappelait les noms de ceux dont on avait parlé les semaines précédentes et on devait faire le point de nos relations avec eux. Souvent, on mettait sur pied une sortie au cinéma ou au football pour les entraîner. On a aussi passé plusieurs week-ends à camper et à se balader dans la nature. D'ailleurs, moi, le jour où j'ai pris ma carte, c'était comme ça. On avait campé deux jours, on avait fait du bateau sur un lac.

— Est-ce que vous discutiez politique ou syndicalisme ?

— Une fois seulement, je me souviens qu'on a parlé politique. Les gars n'y connaissaient rien et il y en avait un qui avait posé la question de savoir ce que voulaient les différents partis.

C'est le responsable qui a répondu, et il était de gauche. Le curé, lui, votait communiste. Ceux d'entre nous qui pouvaient voter faisaient comme lui. Sur l'extrême-gauche, le responsable nous a dit que c'était la même chose que l'extrême-droite.

Sur le syndicat, on ne nous a rien conseillé. On nous disait seulement qu'il fallait défendre nos droits. J'avais adhéré à la CGT. On ne m'a rien dit. Quand j'ai déchiré ma carte CGT parce que je trouvais qu'ils ne foutaient rien, on ne m'a rien dit non plus. Par la suite, quand il y a eu une commission de jeunes CGT, on m'a conseillé d'y aller pour y gagner des jeunes à la JOC.

On a rarement organisé quelque chose sur la boîte. Je me souviens d'une fois où on a parlé du problème d'un jeune. En mécanique, le chef lui refusait des bleus d'emprunt. On a dit : c'est dégueulasse, on y a droit. Un de ceux qui étaient là a été chargé de faire une délégation avec le jeune auprès du chef. Il y est allé avec lui, le gars a eu ses bleus. On était contents d'avoir gagné. Le gars est venu avec nous après. »

Pourquoi la JOC recrute ?

Derrière une vague option politique de gauche.

La JOC recrute. Elle se préoccupe et sait offrir un milieu de copains, des activités variées qui attirent et retiennent les jeunes dans ses rangs. Cela est particulièrement vrai dans les petites villes de province, où il n'est pas rare qu'elle soit la seule organisation soucieuse de rompre l'isolement qui est trop souvent le lot des jeunes qui travaillent, de répondre à leur besoin de « faire quelque chose ».

Son dynamisme, allant de pair avec une politique systématique de recrutement, n'a rien de très surprenant : l'Eglise, de tout temps, a toujours tenu à rassembler les foules, en leur donnant le sentiment d'appartenir à une collectivité, en leur offrant un milieu qu'elle gardait sous son contrôle et son autorité. Et pour accomplir cette tâche, l'Eglise a toujours pu compter sur des milliers et des milliers de militants, avec ou sans soutane, sur ces curés entièrement dévoués à sa cause.

Derrière une vague option politique de gauche, la JOC, parmi les jeunes, poursuit le même but. Et elle remporte un certain succès auprès de toute une fraction de la jeunesse, succès auquel contribuent pour une bonne part le nombre, le dynamisme et le caractère sympathique des militants, aumôniers ou non, qui forment les cadres de la JOC. Mais il est vrai aussi que la religion est bien loin d'avoir disparu du monde ouvrier et de sa jeunesse. La classe ouvrière, en tant que classe opprimée, est loin d'être débarrassée du fatras de ces préjugés. Et il n'est donc pas étonnant qu'un certain nombre de jeunes travailleurs se sentent représentés par des organisations qui, comme la JOC, se réfèrent à la religion chrétienne.

Mais la JOC ne recrute pas que ceux-là. Il y a des jeunes qui y viennent parce que, simplement, ils sont à la recherche de relations plus chaleureuses avec leurs semblables et qu'ils trouvent à la JOC un idéal et un peu de fraternité. En sous-main, en contrebande en quelque sorte, la JOC diffuse, en prime, son idéologie religieuse.

Par rapport à ces jeunes-là, les organisations ouvrières ont une lourde responsabilité. Car dans le passé elles avaient su gagner aux idées révolutionnaires les fils et les filles de la classe ouvrière sensibilisés par l'injustice sociale, dont la révolte et la générosité constituaient la force essentielle.

Si le PCF et la JC n'avaient pas craint depuis si longtemps d'employer le langage de la lutte des classes, de brandir le drapeau rouge et de chanter **l'Internationale,** la JOC le ferait-elle aujourd'hui avec tant de succès ? Si les partis réformistes n'avaient pas craint à tel point la jeunesse et ne s'étaient pas tant prémunis contre toute influence sur leurs décisions, une organisation sous l'égide de la hiérarchie religieuse, comme la JOC, ne pourrait pas aujourd'hui parler au nom d'un grand nombre de jeunes ouvriers organisés.

Mais les organisations ouvrières, en même temps qu'elles ont renoncé au combat révolutionnaire de la classe ouvrière, ont choisi de laisser la place à des organisations comme la JOC et la JOCF, qui canalisent la révolte de la jeunesse vers l'impasse de la religion.

dossier la joc

On ne changera pas la société avec le vieux fatras de la religion

La JOC, les syndicats et les partis de gauche

« *Un sombre printemps* », titrait le mensuel de la JOC, au lendemain de l'échec électoral de la gauche. La JOC se flatte en effet aujourd'hui de son appartenance à la gauche et de ses bonnes relations avec les syndicats, les partis socialiste et communiste ou le PSU, tout en laissant par ailleurs ses militants libres d'adhérer à tel ou tel d'entre eux.

Durant bien longtemps, l'anticommunisme de la hiérarchie ecclésiastique a conduit les membres de la JOC à se syndiquer presque exclusivement à la CFTC puis après 1964 à la CFDT. Dans le même temps, beaucoup de jocistes passaient par le PSU et le Parti Socialiste. L'itinéraire d'un Eugène Descamps, permanent et dirigeant national de la JOC autour des années 1950 puis successivement dirigeant de la CFTC et de la CFDT, avant d'atterrir au Parti Socialiste, est significatif à cet égard.

Mais aujourd'hui, de plus en plus fréquemment, des militants de la JOC se retrouvent à la CGT et au Parti Communiste. S'ils occupent encore rarement des postes de responsabilité dans ce dernier, les jocistes sont par contre nombreux à tous les échelons de l'appareil de la CGT, jusqu'au niveau fédéral, comme Lucien Postel, actuellement secrétaire de la fédération CGT de la Métallurgie, qui fut en 1955 l'un des premiers permanents CGT venus de la JOC.

Puisqu'un certain nombre de militants syndicalistes sont chrétiens, il est bien normal que l'on retrouve certains d'entre eux aux divers postes de responsabilités dans les syndicats. Mais ce qui est moins normal, c'est qu'un nombre important de travailleurs combatifs se réclament aujourd'hui encore de l'idéologie chrétienne. Et cette situation est pour une bonne part le résultat de l'abandon par les organisations ouvrières réformistes de toute lutte contre les superstitions religieuses présentes parmi les travailleurs.

Les rapports officiels de la JOC et des organisations de gauche sont d'ailleurs tout ce qu'il y a de plus empressés. Séguy et Maire étaient présents au dernier rassemblement de la JOC à la Pentecôte. *L'Humanité* ne perd, quant à elle, jamais une occasion de faire écho aux initiatives et aux manifestations de la JOC dont elle rend compte complaisamment, sans risquer un mot de critique. Main tendue aux électeurs chrétiens oblige.

A ce petit jeu, il est difficile de savoir qui peut espérer gagner le plus, des partis réformistes soucieux de capter les voix des électeurs chrétiens ou des dirigeants de la JOC désireux de réintégrer l'Eglise dans la classe ouvrière par la petite porte.

Mais là n'est pas la question. Car finalement, tout les rapproche. Si l'Eglise peut aujourd'hui se permettre de frayer par JOC interposée avec les syndicats et les partis de gauche, c'est que ceux-ci sont tout ce qu'il y a de plus respectueux de l'ordre établi. Et inversement, c'est parce que ces syndicats et partis de gauche ont renoncé totalement à abattre la société bourgeoise, qu'ils ont abandonné toute lutte pour éduquer la classe ouvrière et l'arracher à l'influence de la religion.

Comment la JOC voit l'extrême-gauche

Si la JOC tient à s'apparenter à la gauche et sait taire absolument toutes ses critiques à l'égard des partis socialiste et communiste, il n'en est pas de même à l'égard de l'extrême-gauche dont elle tient à se démarquer.

Témoin ce texte extrait de **Equipe Ouvrière** de septembre-octobre 1976, publication dont le sous-titre est **« le guide du militant jociste »**.

Il faut croire que si les dirigeants de la JOC ne craignent plus que les jeunes qu'ils organisent perdent leur foi au contact des partis réformistes, ils restent très hostiles vis-à-vis des organisations révolutionnaires et n'hésitent pas pour protéger les brebis qui pourraient s'égarer du côté de l'extrême-gauche, à reprendre les calomnies colportées par le PS ou le PCF.

« L'EXTREME-GAUCHE SE DEMARQUE DU MOUVEMENT OUVRIER »

« La volonté commune de l'extrême-gauche est de se démarquer des organisations syndicales et partis politiques de gauche qualifiés de réformistes, même si elle veut s'en servir pour réaliser son projet. Il est à noter que la CGT comme la CFDT ne sont pas dupes de ces manœuvres qui vont à l'encontre de l'intérêt général des travailleurs. Les organisations gauchistes poursuivent le vieux rêve de construire le parti révolutionnaire de tous les travailleurs, en négligeant quelquefois les leçons de l'histoire, la longue expérience et l'avancée du mouvement ouvrier depuis cent cinquante ans. Souvent, par rapport à des événements précis (armée, immigrés, femmes), elles peuvent jouer un rôle de détonateur qui a le mérite, selon elles, de sortir « des schémas traditionnels » revendicatifs. Mais le plus souvent, il s'avère que ce feu aux poudres n'est en réalité qu'un feu de paille qui fait quelquefois le jeu du gouvernement en place. Enfin, dans son ensemble, l'extrême-gauche refuse la voie électorale et préconise la destruction sans transition des structures de la société capitaliste. Quand nous regardons le résultat des dernières municipales et l'avancée considérable de l'Union de la gauche et donc de la classe ouvrière au plan politique, cette position semble manquer d'un certain réalisme qui ne prend pas en compte les traditions démocratiques de notre pays. »

Eglise et JOC, des rapports conflictuels

Les rapports entre la JOC et l'Eglise ne sont pas toujours idylliques. La JOC, enfantée par la hiérarchie, a maintenant sa vie propre. Plus elle grandit, moins elle ressemble à ce que certains catholiques auraient voulu qu'elle soit. Car si au sein de l'Eglise, il y a une aile prête à courir le risque que comporte l'allure de gauche indispensable qu'il faut se donner pour retenir une fraction du monde ouvrier en son sein, il y en a également une qui crie « casse-cou » à chaque abandon des apparences les plus conservatrices.

De la même façon d'ailleurs que naguère, avec les prêtres ouvriers. L'Eglise avait mis fin à l'expérience quand elle s'était rendu compte qu'au lieu de ramener des brebis égarées, un certain nombre de prêtres plongés dans le milieu ouvrier avaient perdu leur foi. A trop vouloir s'approcher de la flamme, on peut s'y brûler les ailes. C'est pourquoi l'Eglise n'approuve pas nécessairement tout ce que fait son rejeton turbulent. Il y a ce qu'elle impulse et il y a ce qu'elle tolère. Il y a aussi les militants qui peuvent aller au-delà de ce qu'elle tolère.

Mais cela ne change rien à l'affaire. Cela ne modifie en rien la destination de la JOC en tant qu'organisation missionnaire au sein de la jeunesse ouvrière.

Avec la JOC, l'Eglise, cette vieille boutique, a su faire peau neuve pour se réintroduire dans la classe ouvrière. Mais c'est tout de même un comble qu'au XX[e] siècle l'on puisse encore se tourner vers elle dans l'espérance d'un changement. Une partie au moins des jeunes qui se tournent vers elle au travers de la JOC, le font par soif d'idéal. Cette soif d'idéal est digne et noble, c'est celle qui de tous temps fut le propre de la jeunesse, celle qui faisait dire à Liebknecht que la jeunesse est **« la flamme de la révolution prolétarienne »**. Cet élan, nous ne devons pas le laisser dévoyer vers les idéaux réactionnaires de l'Eglise, fussent-ils parés des dépouilles des vieilles organisations ouvrières qui ont trahi leur mission historique.

Non, ce n'est pas sous la houlette d'une Eglise qui bénissait hier encore Hitler, Mussolini et toutes les expéditions coloniales et impérialistes, que les jeunes ouvriers et ouvrières désireux de changer cette société, pourront bâtir un monde nouveau. Ce n'est pas non plus sous la direction d'aumôniers qui se disent peut-être progressistes mais continuent à ressasser des vieilleries d'il y a deux mille ans, que se construira la société de demain. Ce n'est pas non plus avec les illusions réformistes que la JOC contribue à véhiculer en cherchant à se donner une apparence de gauche pour mieux cacher la nature profondément réactionnaire de l'Eglise.

Prier devant les urnes pour en faire sortir le socialisme, n'a pas plus d'utilité pour les travailleurs que de se mettre à genoux dans les églises. Il n'y a pas à chercher un monde nouveau dans l'autre monde. C'est sur terre qu'il faut le construire. Et la place des jeunes sincèrement désireux de lutter pour l'émancipation de leur classe, est au côté des organisations révolutionnaires. C'est dans leurs rangs que se prépare l'avenir de l'humanité.

LES "PLANS DE REDRESSEMENT" CONTRE LES TRAVAILLEURS

Ce que le patronat appelle cyniquement le plan de redressement pour Manufrance va se traduire, à partir du 15 juin, par la mise au chômage technique de la moitié des 3.000 salariés, et aussi probablement par au moins 350 licenciements.

Chez Boussac, on appelle plan de sauvetage la suppression de plus de 1.400 emplois qui touche plusieurs usines des Vosges.

Massey - Ferguson, constructeur de machines agricoles, annonce 636 licenciements.

Ce ne sont là que quelques-unes des plus récentes mesures de licenciement annoncées. La liste des entreprises concernées s'allonge de semaine en semaine.

Certaines de ces entreprises avaient été maintenues à flot le temps des élections. Mais le patronat n'avait jamais fait mystère de ses intentions. Ceyrac, le président du CNPF, parlait déjà, lors des assises de son organisation en janvier dernier, de la nécessité d'une « reconversion industrielle ».

Quatre mois plus tard Jacques Ferry, vice-président du CNPF, ne fait que préciser les choses quand il évoque, dans Le Figaro **du 6 juin, la nécessité que les** « canards boiteux » **disparaissent :** « Il y a des entreprises que de lourdes fautes de gestion, mais aussi plus simplement le choc trop brutal d'une technologie concurrente ou l'effondrement d'un marché condamnent à disparaître. Dans le même temps, d'autres naissent et se développent. La vitalité de ce tissu économique dépend de ce constant renouvellement. La concurrence est la loi, la rentabilité sa contrainte ». **C'est le langage sans fard, cynique des patrons et de leurs défenseurs. Que des travailleurs subissent le chômage, qu'ils soient parfois dans l'impossibilité de retrouver du travail dans une région entière qu'ils soient parfois dans une situation dramatique, c'est, pour le patronat, un phénomène naturel.**

Il est vrai que, pour les capitalistes, la liquidation des « canards boiteux » n'a pas les mêmes conséquences désastreuses. Parfois, il s'agit d'une restructuration à l'intérieur même d'un trust : Rhône-Poulenc, par exemple, licencie dans le textile, mais doit investir 150 millions dans une usine pharmaceutique à Saint-Fons (Rhône). Et même quand leurs entreprises sont déficitaires globalement, les capitalistes ne sont pas réduits personnellement à la situation d'un joueur de casino obligé de vendre sa chemise parce qu'il a perdu sa mise. Les capitalistes ont eux-mêmes mis au point la règle du jeu : grâce à la constitution de sociétés anonymes, ils n'engagent pas la totalité de leur fortune personnelle.

Ainsi, un Boussac possède les haras de Jardy : l'Etat lui a promis de les lui racheter et lui a déjà versé quelque 30 millions de francs. Mais M. Boussac estime que les 80 millions de francs offerts ne sont pas suffisants.

Et s'il y a une chose dont ces fameux plans de redressement ne se soucient pas, c'est bien de l'intérêt des travailleurs.

Mais il n'y a aucune raison pour que ceux-ci acceptent cet état de choses. Ils ne doivent pas accepter de se voir « liquider » ou de voir jeter à la rue certains d'entre eux.

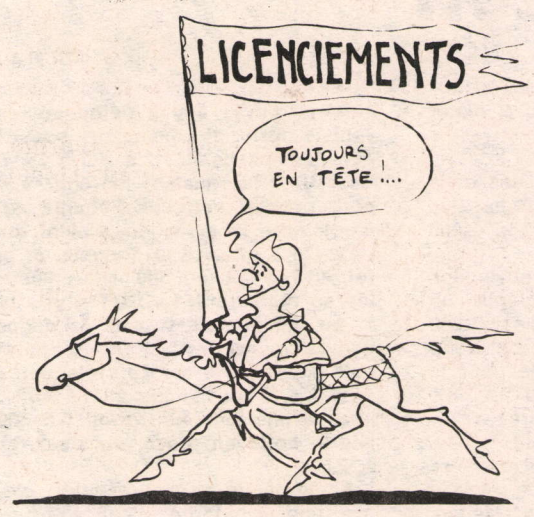
Ils doivent se payer sur le capital des entreprises qui ferment ou qui licencient.

Jean SANDAY

BOUSSAC :

La faillite, mais pas la rue

Un étalon vient de gagner une course et voir du même coup sa valeur augmenter de plus de deux milliards de centimes, tandis que son propriétaire empochait la coquette somme de 90 millions d'anciens francs pour prix de cette victoire. L'heureux propriétaire, Marcel Boussac, tient la «Une» de l'actualité depuis qu'il a mis en liquidation son groupe textile dont les 11.500 travailleurs risquent du coup de se retrouver à la rue.



Pour les travailleurs, une faillite d'entreprise, cela signifie des mois, voire des années de chômage, la crainte de ne pas retrouver l'emploi, des difficultés encore plus grandes que d'habitude pour boucler les fins de mois, payer son loyer, vêtir, nourrir ses enfants.

Pour Boussac, le principal responsable de la faillite pourtant, c'est bien différent. Pour lui, pas de chômage, la vie continue : une vie de bourgeois sur les champs de courses.

Les ouvrières de ce magnat du coton vont mal, mais ses chevaux se portent bien et rapportent même de jolis pécules.

Dans l'affaire, il n'y a que les chevaux et les travailleurs qui se retrouvent sur la paille.

Philippe NATIER.

DASSAULT - Saint-Cloud :

Quand Marcel va à la pêche

Plusieurs ingénieurs et techniciens des bureaux d'études, des ouvriers hautement qualifiés se penchent en ce moment sur un problème des plus ardus et des plus discrets qui soient. Ils conçoivent, mettent au point et fabriquent des leurres pour la pêche, plus précisément des cuillères.

La famille Dassault part en effet, cet été, pêcher le saumon. Et pour éviter que tout ce beau monde rentre bredouille, on emploie les grands moyens.

L'usine de Saint-Cloud, où ont met au point les dernières merveilles en matière d'avions de combat est sur le pied de guerre. Il paraîtrait même que l'aérodynamisme de ces engins de pêche a été étudié en soufflerie. On dit aussi que ces petits joujoux seront plaqués or avant d'être livrés.

On dit aussi, mais c'est peut-être une blague, que des saumons sont déjà commandés aux élevages.

Dommage que cette reconversion soit limitée aux seuls besoins personnels de Dassault. Si Dassault fabriquait des engins de pêche plutôt que des engins de guerre, ça ne ferait de mal à personne.

De pacte en pacte, le chômage des jeunes s'accroît

Le deuxième « Pacte pour l'emploi des jeunes » qui vient d'être adopté par le Parlement n'est guère différent du précédent.

Ainsi, les patrons qui embaucheront des jeunes de 18 à 26 ans entre le 1er juillet et le 31 décembre de cette année, bénéficieront d'une exonération de 50 % des charges sociales durant un an. L'Etat prendra cette exonération à sa charge (comme lors du premier «pacte») de même qu'une bonne partie des frais de stages pratiques, de formation professionnelle et des contrats emploi-formation.

Même si, cette fois, le gouvernement ne libère pas complètement les patrons des charges sociales, c'est encore un beau cadeau qui vient de leur être accordé.

Robert Boulin a eu beau déclarer que ce dispositif n'était considéré par le gouvernement, « **ni comme un demi-pacte, ni comme un mini-pacte** » qui devrait favoriser l'emploi des jeunes, il ne convainc personne. Le gouvernement sait d'ailleurs fort bien que le nombre de chômeurs va croissant et que ce ne sont pas de telles mesures qui vont enrayer la progression du chômage. En réalité, la seule préoccupation du ministre du Travail n'est pas de faire diminuer le chômage... mais de faire croire qu'il s'y emploie.

Bien sûr, on n'a pas manqué de nous présenter quelques chiffres et statistiques pour tenter de faire croire à l'efficacité de ces mesures. Boulin a même parlé de 550.000 nouveaux emplois qui auraient été créés grâce au premier « pacte ». Mais, pendant cette même période, combien de travailleurs se sont retrouvés sur le pavé, sans emploi du fait de la compression des effectifs («le dégraissage» comme dit Barre avec cynisme) ou de la fermeture de leur entreprise ? De cela Boulin ne s'est pas vanté et pour cause. En fait, ses affirmations sont de scandaleux mensonges car le nombre total des chômeurs — des femmes en particulier mais aussi des jeunes — a encore augmenté au cours des derniers mois et va progresser même, dans la période qui vient, selon les prévisions officielles !

En réalité, ce «pacte» n'est qu'un moyen pour offrir de nouvelles facilités aux patrons, que le gouvernement a trouvé en puisant dans la poche des contribuables, moyen qui, en prime, permet de ralentir les chiffres officiels sur le chômage mais sans fournir d'emplois réels ni stables à ceux qui en cherchent. Car les patrons ne vont pas plus embaucher que lors du premier « pacte ». Par contre ils vont continuer à pouvoir profiter des avantages que leur consent le gouvernement pour se procurer une main-d'œuvre quasi gratuite.

En cette période de fin d'année scolaire, des jeunes vont se mettre à chercher un premier emploi et tout porte à croire que nombreux sont ceux qui ne trouveront rien et qui, comme leurs aînés, vont prendre le chemin de l'agence pour l'emploi.

Pendant ce temps, Boulin et ses collègues continueront à parader, à mentir effrontément en prétendant que tout va bien et que le chômage régresse...

Pierre VILMA.

RENAULT

La Régie fait appel à la police... mais on ne fait pas tourner les usines avec des gendarmes

Les policiers dans l'atelier des Presses de Flins. Ils ont chassé les grévistes...

Lundi 5 juin au matin, le tribunal de Versailles, statuant sur la demande de la Régie Renault de faire ordonner l'évacuation de l'usine de Flins, n'a pas accepté cette évacuation, mais a seulement... reconnu le droit à la Régie de « faire appel à la force publique en cas d'incident » !

La Régie ne pouvait rêver meilleur jugement pour elle puisque non seulement celui-ci lui donnait raison, mais il lui laissait toute latitude pour décider du moment où faire appel à la police. Et cela n'a pas traîné puisque, dès mardi matin 6 juin, à 5 heures du matin, les gendarmes mobiles ont investi l'usine, et ont fait évacuer les travailleurs des Presses qui continuaient d'occuper leur atelier.

Ainsi, aux travailleurs qui revendiquent, la Régie a choisi de répondre non seulement, en ce qui concerne l'usine de Flins, par le lock-out mais aussi par l'intervention policière. Et, dans les heures qui viennent, elle va peut-être procéder également à l'évacuation de l'usine de Cléon, grâce à l'aide de la police, puisque là aussi un jugement a répondu favorablement au recours de la Régie devant les tribunaux.

La Régie montre ainsi qu'elle ne veut pas céder aux revendications des grévistes. Elle le fait d'autant plus facilement que, à l'échelle du groupe, les organisations syndicales ne préparent nullement la riposte d'ensemble qui s'impose. Sans doute, elles organisent à Sandouville, à Douai, à Billancourt et dans d'autres usines du groupe Renault, des débrayages de protestation et de solidarité avec les travailleurs de Cléon et de Flins. Après l'intervention de la police à Flins, elles ont organisé, à Mantes-la-Jolie, une manifestation de plus de 600 travailleurs. Mais à l'heure où la Régie fait intervenir la police pour briser la détermination des travailleurs en grève dans ces deux usines, c'est à l'échelle du groupe Renault qu'il faudrait montrer que la volonté des travailleurs de Cléon et de Flins, c'est celle des travailleurs de toute la Régie et que c'est toute la Régie qui est prête à se battre pour la même revendication que ceux de Flins ou de Cléon.

Et pourtant le petit coup de force de la direction de la Régie est loin d'assurer l'avenir pour elle. Car on ne fait pas tourner une usine avec des gendarmes. A Flins, rien ne dit que les travailleurs des Presses accepteront de reprendre le travail comme si de rien n'était après cette intervention policière.

La combativité des travailleurs peut dépasser l'absence de réelle riposte des organisations syndicales. Et c'est maintenannt peut-être dans toute l'usine que les travailleurs vont se poser le problème d'entrer en lutte pour imposer les 300 F pour tous. Il n'est pas dit que demain la Régie ne se retrouve pas avec d'autres travailleurs en mouvement dans de nouveaux secteurs. Et ce qui est vrai à Flins est vrai aussi dans les autres usines de la Régie.

Si la Régie tient vraiment à sa production, et en particulier si elle tient à sortir la R 18 dont elle a tant besoin — les carnets de commande sont pleins... et les chaînes sont arrêtées — La seule solution sûre, c'est de céder aux revendications ouvrières !

Mais seuls les ouvriers peuvent remettre les machines en route. (AFP)

Flins : la grève continue aux Presses

Jeudi 8 juin, en rouvrant l'usine de Flins, la Régie espérait sans doute que les travailleurs reprendraient le travail comme si rien ne s'était passé, comme s'il n'y avait pas eu de lock-out, ni d'appel aux CRS, ni de revendications posées.

Manque de chance, les travailleurs de l'atelier des Presses, venus nombreux ce matin-là, ont aussitôt affirmé leur intention de continuer leur mouvement et ont poursuivi l'occupation de l'atelier, avec la même détermination. En même temps, un débrayage de solidarité a rassemblé, à l'échelle de l'usine, près d'un millier des travailleurs de l'équipe du matin. La même action devait être organisée à l'équipe d'après-midi.

Sans doute, le lock-out a donné un répit à la direction, puisque, après l'évacuation de l'usine par les CRS, les agents de maîtrise ont été mobilisés pendant deux jours avant la réouverture, pour faire des pièces d'avance sur les presses. Mais dans quelques jours, les mêmes problèmes se reposeront à la Régie : manque de pièces, et peut-être nouvelles grèves dans d'autres secteurs ! Bref... à Renault-Flins ce n'est pas fini !

La grève à Renault-Cléon

La grève à Cléon a démarré lundi 30 mai au matin. Le quart du matin n'a pas repris le travail et a attendu l'équipe d'après-midi. Au départ, les directions syndicales avaient prévu une réédition des deux heures de débrayage qui leur avaient valu de se faire huer le vendredi précédent. Mais cette fois ils ne s'opposèrent pas délibérément aux travailleurs qui voulaient faire grève. Ils se gardèrent bien seulement de leur donner des directives.

Un gréviste, Roger, raconte : **« Moi, j'ai commencé mardi après-midi. J'ai suivi les camarades, et je me suis rendu compte que les syndicats étaient derrière et non devant. Je m'attendais à ce que les syndicats prennent des décisions fermes. Mais il a fallu que ce soit un ouvrier de la R 6 qui prenne le micro :** « Les gars, qu'est-ce qu'on fait, vous êtes pour l'occupation, ou contre ? ». **La majorité a levé la main pour l'occupation totale ».**

Et bien que la grève ait été décidée l'après-midi en assemblée générale par 1.500 à 2.000 travailleurs, c'est seulement à une petite centaine que s'est faite l'occupation.

Michel, un de ceux qui ont passé la nuit : **« Trois cents à quatre cents gars de nuit sont arrivés, ils ont commencé à nous bousculer parce qu'ils n'étaient pas du tout au courant qu'une grève était déclenchée. Je m'attendais à ce que le dédégué syndical prenne le micro. Mais il ne l'a pas fait. Et d'ailleurs, cette nuit-là, si nous n'étions pas plus à occuper l'usine, c'est parce que rien n'a été fait de la part des syndicats pour les motiver ».**

Les directions avaient seulement préparé dans la nuit un tract appelant l'équipe du matin à un débrayage à 9 heures. Mais les travailleurs qui avaient occupé toute la nuit ont pris l'initiative d'attendre mercredi l'équipe du matin.

Patrick rapporte : **« On avait décidé d'accrocher les panneaux avec les revendications et le fait qu'on appelait les travailleurs de l'équipe du matin à rester avec nous. Une partie des gars est restée à la porte ».**

Ensuite, les grévistes sont passés dans les ateliers. Au meeting prévu par les syndicats, à 9 h 15, c'est 1.500 à 2.000 grévistes qui se sont retrouvés.

Pour limiter la portée du mouvement, les directions syndicales ont organisé un vote à bulletins secrets. Nous étions 1.200 grévistes présents au vote, 300 ont refusé le vote, près de 700 ont voté pour la grève de 24 heures reconductible, 120 pour le débrayage de deux heures ».

La grève a donc été reconduite.

Un gréviste, Pierre : **« Pour la première fois les syndicats étaient partants. Mais il n'y avait pas, dans le vote, l'occupation. Ils ne l'avaient pas mise, c'est donc qu'ils n'en voulaient pas ».**

La fermeture des portes est venue de l'initiative des travailleurs.

Roger : **« On commence à fermer les grilles. Il y avait un chef des gardiens qui retenait la grille. Moi je poussais. J'avais bientôt les doigts écrasés sous ceux d'un délégué au CE qui s'était précipité en disant :** « Faites pas les cons les gars ». **Il préférait que le chef ne se blesse pas et que ce soit moi qui ait le doigt écrasé ».**

Devant la détermination des travailleurs, les syndicats affectèrent une attitude très radicale en organisant des défilés dans toute l'usine pendant tout l'après-midi, mais sans donner aucune perspective pour la suite du mouvement. A tel point qu'en fin d'après-midi les travailleurs étaient tous repartis progressivement chez eux, et la plupart s'attendaient, la mort dans l'âme, à reprendre le travail le lendemain. Le jeudi, quelques travailleurs essaient de relancer le mouvement. L'un d'eux, Patrick, explique : **« L'UD CGT était venue avec sa grosse sono, et un tract syndical disant qu'une** « bande d'excités » **semait la pagaille. Mais elle ne proposait rien aux gens qui arrivaient. A une quinzaine, on a essayé de les accrocher ; on s'est retrouvés à une petite centaine devant la porte, et comme par hasard, alors que l'équipe commence à 5 h 35, la sono de l'UD s'est mise à marcher à 5 h 36 pour appeler ceux de l'équipe du matin à rejoindre la grève. Ils étaient tous rentrés. On a attendu la normale, et on s'est retrouvé à 400 ou 500. Nous sommes allés au restaurant. La CGT a pris la parole en disant qu'il y avait la négociation, que le mouvement était minoritaire, et qu'il y avait une semaine d'action envisagée. Alors nous, nous étions convaincus, nous avons fait leur travail : à 400 on a mis la boîte en grève, on s'est retrouvés à 2.500 ».**

Et le matin et l'après-midi, c'est non pas une « minorité d'agités » comme a voulu faire croire la grande presse, mais au total plus de 4.000 travailleurs sur les deux équipes et la normale, qui ont voté la grève avec occupation.

Vendredi matin, la maîtrise a essayé un coup de main. Alain : **« Elle a enfoncé une porte. On a ressorti la maîtrise à coups d'extincteurs. Ils ont voulu rentrer à une autre porte. Ils ont été ressortis à coups de lance à incendie. Alors qu'un délégué au CE criait : « Laissez-les rentrer, laissez-les rentrer ».**

Depuis, entre 100 et 500 travailleurs participent effectivement à l'occupation, selon les heures et les jours. La plupart des travailleurs qui n'occupent pas ne sont pas hostiles à la grève. Ils viennent aux nouvelles deux fois par jour.

Lundi matin, la CGT a fait voter à main levée la poursuite de la grève avec occupation. Il n'y a guère que les grévistes occupants l'usine qui se sont prononcés pour. Mais les travailleurs devant l'usine n'ont pas non plus voté contre, malgré la présence de la maîtrise qui se mêlait à eux pour les démoraliser.

Mardi et mercredi matin, la situation n'avait pas évolué, et les syndicats n'organisent même plus un semblant de vote.

Correspondant LO

RENAULT-FLINS

Un mécontentement général

C'est vendredi 2 juin que la Régie a finalement décidé de lockouter l'usine de Flins les lundi 5, mardi 6 et mercredi 7 juin. En effet, elle n'avait pas réussi à briser la détermination des travailleurs des Presses qui, depuis plus de dix jours, occupaient leur atelier. Les pièces de tôlerie commençaient à manquer pour la fabrication de la R 18, et les chaînes de fabrication ne tournaient plus qu'irrégulièrement.

Mais le lock-out et l'intervention de la police ne résoudront peut-être rien pour la Régie. Rien ne dit qu'ils réussiront à intimider les travailleurs. La Régie peut le craindre d'autant plus que jeudi 1er juin, le débrayage décidé par les organisations syndicales à l'échelle de l'usine a été particulièrement suivi, et a ainsi donné la mesure du mécontentement des travailleurs.

Les consignes syndicales ne brillaient pourtant pas par leur clarté, puisque pour l'équipe du matin, l'heure du débrayage n'était même pas précisé ! Mais, dès le premier rassemblement, il y avait 700 travailleurs dans la cour de l'usine, qui décidèrent de se répandre dans les ateliers pour aller faire débrayer les autres. Au cours du défilé dans les ateliers, leur nombre n'a cessé de croître, pour atteindre finalement près de 4 000 travailleurs sur les 8 000 que compte l'équipe. Sur les chaînes, la production était pratiquement arrêtée, et les travailleurs n'avaient pas l'intention de reprendre de sitôt puisque toute la matinée, des cortèges de grévistes ont parcouru les ateliers, essayant d'inviter les autres à rejoindre le mouvement. Une chaude ambiance a donc régné toute la matinée sur l'usine alors que le débrayage ne devait initialement durer que deux heures. 500 travailleurs ont même attendu ensuite l'arrivée de l'équipe d'après-midi, bien que dans cette équipe, le débrayage fut moins suivi.

Vendredi 2 juin, à nouveau, à l'appel des organisations syndicales, des débrayages ont eu lieu un peu partout dans l'usine, animés par des travailleurs moins nombreux, mais tout aussi déterminés que la veille.

C'est vers midi ce jour-là que la décision de lock-out de la direction a été connue. Partout où les militants de Lutte Ouvrière étaient présents, ils intervenaient auprès des travailleurs pour dire qu'il n'y avait pas le choix : il fallait maintenant entrer en lutte aux côtés des ouvriers des Presses. C'était la seule façon de riposter au lock-out, et d'éviter de se retrouver dans une siutation défensive. C'était la seule façon aussi de faire céder la Régie, en lui montrant qu'elle avait à faire face non seulement à ceux des Presses, mais à toute l'usine.

RENAULT-CLÉON

Dernière minute

Depuis mercredi, l'heure est aux divergences entre la CGT et la CFDT, chacune des deux centrales étant plus préoccupée de défendre sa boutique que d'offrir de réelles perspectives aux travailleurs. De nombreux grévistes occupant l'usine se demandent si ces divergences n'ont pas pour but, pour les syndicats de se rejeter la responsabilité d'un éventuel échec du mouvement.

Après le lock-out, la riposte d'ensemble des travailleurs est plus que jamais à l'ordre du jour.

Après l'expulsion des grévistes de Flins qui occupaient l'atelier des Presses, les ouvriers de Renault manifestent à Mantes-la-Jolie, le 6 juin 1978. (Cramer)

Renault-Saint-Ouen

" Les CRS sous les presses "

Depuis le début du mouvement de grève à Flins et à Cléon, les travailleurs de Renault Saint-Ouen se sentent mobilisés, à l'affût des moindres nouvelles.

La CGT organisait un débrayage de solidarité de 2 heures, lundi soir, pour l'équipe et mardi matin pour la normale, exigeant la réouverture des négociations, rompues depuis le vendredi précédent, suite aux grèves à Flins et à Cléon. Le mardi matin, l'ambiance était nerveuse. En arrivant à l'usine, les travailleurs venaient d'apprendre l'évacuation de Flins par les CRS. Et lors du débrayage tout le monde attendait la riposte.

Mais la CGT se contentait d'organiser le débrayage exigeant la reprise des négociations. Alors des travailleurs écœurés par une telle attitude volontairement timorée, prennent la parole. L'un d'eux propose de manifester immédiatement dans Saint-Ouen ; un autre propose d'aller à Billancourt, car isolée, notre riposte n'est pas suffisante ; ces deux interventions étant reprises par de nombreux travailleurs.

Devant cette dernière intervention, un des dirigeants syndicaux prenait le mors aux dents expliquant que l'on n'allait tout de même pas donner des leçons aux syndicalistes CGT de Billancourt « **monuments de la classe ouvrière comme Certano et Sylvain** » et que de toute façon, il fallait, face au plan Barre, organiser une grève dure et longue et que pour ne pas s'essouffler commencer par une demi-heure par jour.

Ce fut le brouhaha général, la direction de la CGT empêchant le camarade qui avait proposé d'aller à Billancourt de parler, refusait à la fin du débrayage d'organiser un vote sur les diverses propositions et décidait arbitrairement que la suite à donner à l'action allait se discuter à la réunion de la Commission exécutive de la CGT.

Mercredi, une manifestation et un débrayage de deux heures étaient organisés dans les rues de Saint-Ouen, avec d'un côté, le groupe de tête qui criait : « **Négociation, pas répression** » et celui de queue qui criait : « **Les flics hors des usines, CRS sous les Presses** » repris par l'ensemble de la manifestation à la tête du cortège.

A l'heure où nous écrivons, mercredi soir, nous ne savons pas ce qui va se passer jeudi dans l'usine. Mais une chose est sûre : les travailleurs n'acceptent pas l'intervention des CRS à Flins et sont bien décidés à agir et pour une partie d'entre eux, malgré la volonté de la direction de la CGT de ne rien organiser de conséquent.

Correspondant LO

Renault-Billancourt

Débrayage contre l'intervention de la police à Flins

Mercredi 7 juin, à l'usine Renault de Billancourt, les syndicats CGT, CFDT et FO appelaient à un débrayage de 8 h 30 à 10 h 30. Et c'est plus de 3 000 travailleurs, en majorité venus des ateliers, qui ont assisté au meeting.

Ce n'était pas un débrayage habituel : il s'agissait de protester contre l'intervention de la police à l'usine de Flins.

Dans leurs interventions, les représentants de la CGT et de la CFDT réclamaient le retrait des forces de police de l'usine de Flins, mais surtout... la réouverture de « véritables négociations » ! L'orateur de FO, lui, a trouvé le moyen de se faire huer et siffler : le plus important pour lui, c'était que nous reprenions bien le travail, comme prévu, à 10 h 30, à la fin du meeting, il nous l'a répété au moins trois fois.

Le meeting terminé, il restait 25 minutes : le meeting s'est transformé en manifestation jusqu'au service du personnel, où les représentants syndicaux n'ont d'ailleurs pas été reçus.

Pour l'instant, à Billancourt, les travailleurs ne semblent pas prêts à suivre l'exemple de leurs camarades de Cléon et de Flins. Mais ils ont marqué nettement leur indignation devant les méthodes de la direction et de la police — l'évacuation des travailleurs de Flins de leur usine par des centaines de CRS sur le pied de guerre — et leur solidarité avec les grévistes.

Berliet Vénissieux

Les caristes en grève

● La direction de Berliet riposte à la grève des caristes en lockoutant plusieurs ateliers à l'usine de Vénissieux. Les caristes de l'atelier C 24 sont en grève en presque totalité. Les débrayages ont commencé pour protester contre l'installation de mouchards sur leurs véhicules. Ils demandent également un salaire minimum de 3.000 F, une augmentation de 350 F pour tous et de meilleures conditions de travail.

Depuis mercredi 7 juin, ils sont en grève totale et ils ont occupé leur atelier dans la nuit de mercredi à jeudi pour éviter que la direction fasse effectuer le travail par d'autres comme elle a déjà tenté de le faire. La direction a riposté en lockoutant près de 3.000 travailleurs : les ateliers de Fonderie, le Montage-camion et le centre d'emboutissage sous prétexte que les caristes bloquent l'approvisionnement des ateliers. La CGT a appelé les travailleurs lockoutés à venir à l'entreprise jeudi matin et elle veut organiser jeudi une riposte sur l'ensemble de l'entreprise.

Correspondant LO

Colomiers (Haute-Garonne)

La direction ITT-Cannon a reculé

● Le lundi 5 juin, le travail a repris à l'usine ITT-Cannon. Une majorité de grévistes ont voté la reprise le samedi 3 juin.

Les négociations que refusaient Hutchinson, le patron, depuis plusieurs jours, ont donc abouti. Le patron de SPI-Cannon en France, le supérieur d'Hutchinson, étant venu négocier à sa place. Malgré les intimidations, les menaces, les grévistes ont tenu bon. Et ils ont eu raison. Ils ont fait céder la direction sur plusieurs points de leurs revendications :

— 150 F d'augmentation pour les bas salaires inférieurs à 2.400 F, et une augmentation dégressive pour les salaires compris entre 2.400 et 3.000 F ;

— la prime de vacances passe de 100 francs à 200 F ;

— le calcul sur l'indice INSEE du maintien du pouvoir d'achat des salaires inférieurs à 3.000 F est appliqué sur un salaire de référence de 3.000 F ;

— des améliorations dans les conditions de travail, particulièrement à l'atelier de fabrication.

Les 300 F que réclamaient les grévistes n'ont pas été obtenus, mais, en occupant l'usine, ils ont contraint la direction à négocier et à lâcher quelques avantages. Et ceci a été ressenti comme une victoire.

Correspondant LO

CALAIS - Pas-de-Calais

Les ouvrières de Janyse ne veulent pas se laisser jeter à la rue

Janyse est une entreprise de confection, fabriquant des pantalons, des jupes et des blousons. Elle s'est implantée à quelques kilomètres de Calais, dans des locaux neufs, il y a à peine cinq ans. Déjà en janvier 1977 la direction prétextant des difficultés financières, licenciait dix ouvrières à Calais et cinquante-quatre à Liévin. Le 24 avril 1978, elle annonçait la fermeture de l'usine pour le 24 juin et le licenciement de cent dix-huit personnes, employés, avec promesse de reclassement dans d'autres entreprises de la région.

Un mois et demi après, aucune ouvrière n'a eu d'offre d'embauche ailleurs. Ce n'est pas étonnant, quand on sait que Calais est une des régions où le taux de chômage est le plus élevé : près de 10 % de la population active.

Dès que les ouvrières ont appris la décision de la direction, elles débrayèrent. Puis, s'apercevant que le patron faisait sortir des tissus et du matériel à leur insu, elles décidèrent d'occuper la nuit et les jours fériés. Tout en continuant à travailler le jour, elles empêchaient les produits finis de sortir de l'usine.

Devant la détermination du personnel, le patron menaçait, si la production restait bloquée, de mettre en chômage technique les autres usines qu'il possède dans le Pas-de-Calais et d'envoyer un huissier.

Devant ce chantage, les ouvrières reculèrent et acceptèrent que les vêtements sortent de l'usine. Mais les manœuvres du patron, telle l'assignation au tribunal des Référés, ne les ont pas intimidées. Et elles continuent à occuper le soir.

En tout cas, le 24 juin, fermeture ou non, elles sont décidées à rester dans l'usine.

CHATEAUROUX - Indre

Virax en grève avec occupation

L'usine de fonderie d'aluminium Virax qui produit des culasses pour Peugeot et Renault est en grève depuis le mercredi 31 mai. Elle emploie 650 travailleurs, dont une majorité d'immigrés, et dépend du trust Péchiney-Ugine-Kulhman.

« Comment a démarré le mouvement ?

— C'est à l'Ebarbage-Culasse que tout a commencé. Les gars ont demandé directement à la direction 10 pour cent d'augmentation et, comme elle ne donnait pas de réponse, ils se sont mis en grève illimitée.

— Comment le conflit s'est-il généralisé ?

— Il y a d'abord eu le chef de production qui a cru bon d'ôter les pancartes de revendication de l'atelier de l'Ebarbage-Culasse pendant que les ouvriers défilaient dans l'usine. A leur retour, les gars se sont fâchés. En plus il a eu des propos racistes : « Ici je suis chez moi... Vous n'avez qu'à retourner dans votre pays ». **Ça a été le tollé. A cela s'est ajoutée l'intransigeance de la direction, qui a refusé les revendications. Le mercredi, tous réunis, on a voté l'occupation, en excluant la maîtrise : 217 voix pour, contre 73.**

— Que demandez-vous ?

— Aux 10 % du début se sont rajoutées les revendications syndicales: 13e mois, 5e semaine de congés payés...

— Que fait la direction ?

— Elle tente de briser le mouvement. Elle a fait passer six camarades devant la justice et obtenu le droit de nous faire expulser. Elle essaye aussi de grouper les non-grévistes à la porte de la boîte. Au départ, c'était la maîtrise seule. On l'accueillait avec les tam-tam et l'accordéon. Imagine la tête de la direction. Le lundi 5 juin ils étaient plus nombreux et il y avait quelques ouvrières de la production avec eux. Alors, on a essayé de les convaincre... »

CLERMONT-FERRAND - Puy-de-Dôme

Les travailleurs de Mizoule en lutte

Mizoule est une entreprise qui fabrique des biscottes à Clermont-Ferrand. Elle emploie une centaine de personnes, essentiellement des femmes.

Le 5 mai, le patron annonçait au personnel un projet de restructuration prévoyant une quarantaine de licenciements et la suppression d'un certain nombre d'avantages acquis, comme la pause toutes les demi-heures, etc.

Cette annonce provoquait la grève du personnel.

Alors que le travail avait plus ou moins repris depuis le 29 mai, le 1er juin, à l'entrée de l'équipe de 13 heures, le personnel découvrit sur le panneau d'information une invitation de la direction aux cadres, leur demandant de se réunir le soir même. Motif : « Afin de qualifier les personnels en fonction de leur technicité, de leur dévouement, de leur absentéisme. Dorénavant, chefs et responsables veilleront avec bienveillance mais fermeté sur les spécialistes de l'absentéisme. »

A l'heure dite, la direction fit arrêter les machines... pour que les cadres puissent se réunir, et envoyait tout le personnel au réfectoire.

A 17 h 15, fin de la réunion, les cadres sortaient sans vouloir informer le personnel. Le représentant du patron confirma cependant l'application du plan de redressement. Il annonça aussi que, désormais, il n'y aurait plus d'augmentations générales mais à la « tête du client ».

Il faut dire que ce monsieur se vante d'avoir réussi à remonter cinq entreprises comme Mizoule.

Suite à cette information, le personnel décidait de faire une heure de grève. Quand les ouvrières voulurent reprendre le travail, elles ne le purent... Mizoule avait bloqué les machines. Mais ni l'huissier, ni l'inspecteur du travail ne voulurent se déplacer pour constater les faits. Depuis, elles sont en grève. Elles ont distribué un tract aux portes de Michelin pour faire connaître leur mouvement.

Correspondant LO

BOURGOGNE - Tre de Belfort

Alsthom en grève illimitée contre un changement d'horaire

Depuis quelques mois, la direction d'Alsthom - Atlantique Belfort a entrepris ce qu'elle appelle la « modernisation des horaires ». En fait, il s'agit d'un camouflage pour rallonger l'horaire de travail en faisant récupérer les ponts et les temps de casse-croûte.

Ainsi, les travailleurs en équipe ont vu l'horaire de la tournée d'après-midi passer de 42 h 30 à 45 h 10. A Bourogne, près de Belfort, la direction a décidé d'imposer un horaire dit « médical », encore plus abrutissant. De 7 heures à 16 heures pour l'équipe du matin et de 16 heures à minuit 28 mn pour l'équipe d'après-midi.

La tactique du patron est claire : il essaie d'abord à Bourogne ce qu'il veut imposer partout.

Tous les doubleurs se sont mis en grève illimitée, soutenus par des débrayages des normaux. Le moral est bon et petit à petit le mouvement s'organise. Mais les grévistes savent bien que, pour gagner, un atelier en grève ne suffit pas. Et il apparaît urgent que les travailleurs de l'usine de Belfort rejoignent le mouvement, bien que cet horaire ne leur soit pas encore appliqué.

Correspondant LO

ORLY NORD - AIR-FRANCE

La direction réintègre une employée

La semaine dernière, la direction a voulu licencier une de nos camarades de travail employée comme agent administratif depuis deux ans à Air France, à Orly Nord. Comme les motifs invoqués étaient futiles, la direction invoque une prétendue insuffisance professionnelle.

Seulement, la direction ne peut pas faire avaler n'importe quoi au personnel. En réalité, la direction voulait se débarrasser d'une travailleuse qui ne lui plaisait pas.

Jeudi 1er juin et vendredi 2 juin, débrayages, délégations, protestations se sont succédé à Orly Nord et au service des recettes commerciales de Blanqui. Et finalement, la direction a reculé : elle a réintégré notre camarade. Et c'est un succès. Toutefois, sans doute pour ne pas avoir l'air de céder complètement, elle impose à notre camarade trois mois d'essai, ce qui bien sûr est scandaleux.

Mais une chose est certaine : la direction est revenue à une attitude plus prudente. La solidarité ouvrière, ça paye.

(Extrait du bulletin LO *- Air France Blanqui.)*

MACON

La police intervient contre les travailleurs de Dehé en grève

Depuis plus d'un mois, les travailleurs de l'entreprise Dehé étaient en grève et occupaient leurs wagons-logements en gare de Mâcon pour défendre leurs revendications (conditions d'hébergement essentiellement) et s'opposer au licenciement de 15 grévistes (voir LO **n° 521).**

Devant la combativité des grévistes la direction a utilisé tous les moyens pour essayer de briser la grève. Dernière tentative : vendredi 2 juin, en application d'une décision de justice, les gardes mobiles sont intervenus en force pour mettre fin à l'occupation et déménager sur un autre chantier, celui de Limoges, tout le matériel et les wagons.

Au nom de la liberté du travail, les policiers ont expulsé manu militari **les ouvriers qui s'étaient couchés sur les voies pour empêcher le départ des wagons, en blessant trois légèrement.**

Après cette opération, véritable atteinte au droit de grève, le patron de choc Dehé, grâce au soutien de la justice et de la police, grâce aussi à la complicité de la SNCF pour qui travaille cette entreprise, s'estime en position de force pour ne rien céder sur les revendications.

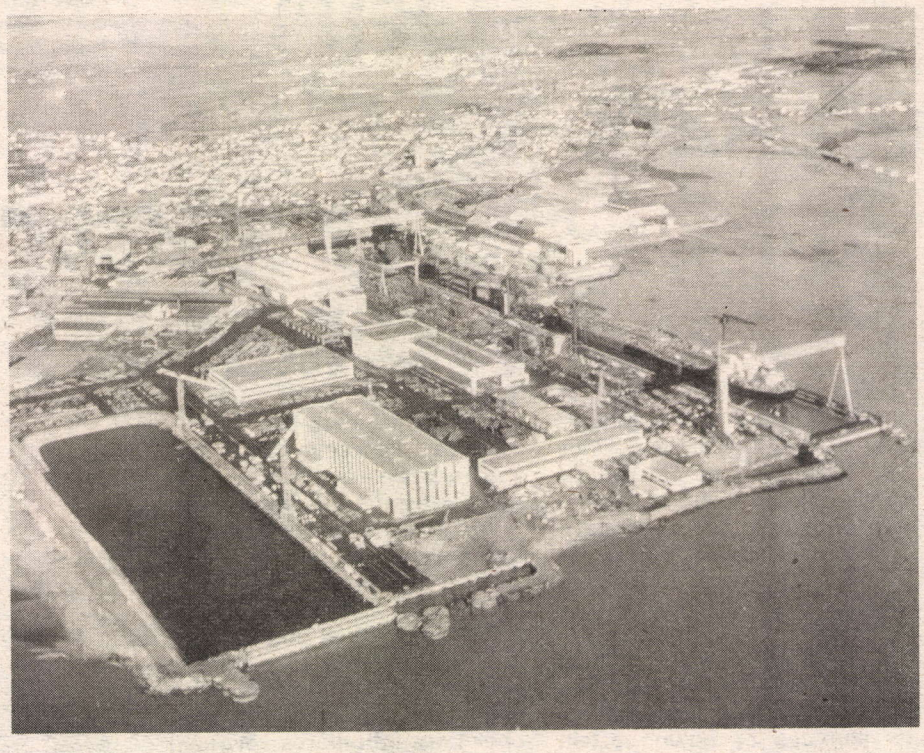
Les travailleurs de Dehé, qui se battent maintenant depuis 6 semaines, tiennent.

Réduction d'horaires à l'Alsthom-Atlantique de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique)

Au début du mois de mai, la direction des Chantiers navals de l'Alsthom-Atlantique de Saint-Nazaire annonçait la réduction de l'horaire qui passerait de 42 heures à 34 heures pour les quelque 10.000 métallos de la navale, à partir du 1er août, c'est-à-dire au retour des congés. Ce qui se traduirait par une réduction de salaire d'environ 13 %.

Cette mesure patronale n'est que la suite de différentes attaques au niveau de l'entreprise depuis quelque temps. Licenciements à 56 ans, mutations arbitraires, chômage partiel à l'établissement mécanique. Les syndicats CGT et CFDT ont organisé des assemblées par secteurs pour discuter de la riposte à organiser devant les nouvelles prétentions de la direction. FO s'est retirée au dernier moment. Les trois syndicats sont d'accord pour revendiquer la compensation intégrale de la réduction d'horaires, bien que la CGT dans un premier temps ait parlé d'un retour immédiat aux 40 heures. Il faut dire que les travailleurs ne voient pas d'un mauvais œil la réduction d'horaires. Mais la CGT et la CFDT profitent de la crise dans la construction navale pour mener une campagne sur le thème : la navale doit vivre, expliquant que : « D'accord, il y a surproduction mondiale dans la construction navale, mais la France peut encore développer sa flotte ». Ce qui revient à demander, tout comme les patrons, des aides supplémentaires à l'Etat ou l'augmentation du budget de la marine marchande, alors que dans ce secteur, les contribuables payent déjà lourdement l'addition.

En effet, les aides représentaient en 1977, plus de 20 % du prix de vente de la production des Chantiers, ce qui correspond à un montant supérieur à celui des salaires de l'entreprise. Quant à FO, si elle n'enfourche pas ce cheval de bataille, elle ne propose rien d'autre et a même refusé de participer aux assemblées de travailleurs organisées par la CGT et la CFDT. Lors de ces assemblées, un certain nombre de camarades dirent ce qu'ils avaient sur le cœur et notamment dénoncèrent la passivité des confédérations syndicales qui passent leur temps dans les salons du patronat, cautionnant ainsi sa politique offensive.



Les chantiers navals de Saint-Nazaire.

Les délégués syndicaux dans certains secteurs durent déclarer publiquement qu'ils étaient pour la grève générale devant l'insistance des travailleurs les plus combatifs. Bien que les discussions aient été animées, l'ambiance n'est pas, pour l'instant, à la grève aux Chantiers et les formes d'action les plus reprises, dans différents secteurs, furent le blocage du péage du pont de Saint-Nazaire, un pique-nique à La Baule au mois d'août, une opération « portes-ouvertes » pour la population de Saint-Nazaire.

Ce qui ne veut pas dire que les métallos du chantier acceptent sans broncher le plan d'austérité que voudraient nous imposer les patrons. Car, comme le disent les auto-collants de Lutte Ouvrière qui fleurissent dans l'entreprise : « Crise ou pas crise, les actionnaires font toujours des bénéfices, c'est à eux de payer ».

En effet, les comptes 1977 du groupe Alsthom-Atlantique sont excellents, les ressources dégagées ont progressé de près de 40 % sur 1976.

Correspondant LO.

Aux Cables de Lyon (Rhône) la démocratie ouvrière bafouée

Les élections de délégués du personnel qui vont se dérouler prochainement aux Câbles de Lyon, à Lyon, risquent d'être mouvementées.

Les responsables du syndicat CGT ont en effet décidé d'écarter des listes à la suite d'un vote truqué des syndiqués, trois candidatures dont deux anciens délégués.

Rien ne leur est reproché, ni sur le plan syndical, ni sur leur travail militant de délégué du personnel. Non ! Ce qu'on leur reproche, c'est d'avoir des idées révolutionnaires et de les défendre et pour deux d'entre eux, d'avoir été candidats de Lutte Ouvrière aux dernières élections législatives.

Ces exclusives vis-à-vis de militants appréciés ont soulevé une émotion certaine dans les secteurs où ces travailleurs sont connus. En particulier, pour l'un d'entre eux, une pétition réclamant sa présentation sur les listes CGT a recueilli dans son secteur de travail 60 signatures sur 75 ouvriers présents (dont 18 syndiqués CGT sur 20 syndiqués au total). La même pétition a recueilli en un jour sur plusieurs ateliers et bureaux 210 signatures, dont 64 syndiqués.

Pour le moment, les dirigeants CGT ont décidé de passer outre la volonté de ces travailleurs, expliquant dans de nombreux tracts que tout le monde peut adhérer à la CGT, mais n'importe qui ne peut pas être en droit de représenter dignement le syndicat.

Les listes déposées le 5 juin font apparaître que les dirigeants CGT s'attendent à perdre des voix, car pour les sept postes à pourvoir dans le collège ouvrier, la liste CGT ne présente que cinq candidats, alors que normalement elle devrait obtenir cette année six des sept postes.

Chez les employés, les réactions ne se sont pas fait attendre ; deux candidats CGT ont décidé de ne pas se présenter puisque des militants appréciés étaient écartés. Un technicien CGT a décidé également de ne plus se présenter pour la même raison.

Les élections doivent se dérouler le 22 juin ; mais en attendant, les réactions et protestations se développent.

Correspondant LO

Bénéfices de la SEV et surexploitation des travailleurs

Pour son premier anniversaire, le groupe SEV (Société pour l'équipement des véhicules), né de la fusion de la SEV Marchal et de Cibié Paris-Rhône et qui produit toutes sortes d'équipement automobile tels les essuie-glaces, les phares, etc., s'est largement vanté des « bons résultats » de son bilan de l'année 1977.

Il a pu ainsi déclarer un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de nouveaux francs. Et si la crise existe, ce n'est certainement pas à la SEV puisqu'elle déclare un bénéfice net de plus de 50 millions de nouveaux francs, déduction faite bien sûr d'une coquette somme mise de côté en prévision des opérations financières à venir.

Les affaires semblent d'ailleurs marcher tellement bien que, dans la foulée, la SEV a annoncé son intention de racheter Ducelier (un autre « grand » de l'équipement auto) ce qui placerait le groupe au premier rang européen de l'équipement automobile.

Mais le fait de pouvoir prétendre à cette place, la SEV le doit à la surexploitation des travailleurs du groupe. L'exemple de la SEV Marchal d'Issy-les-Moulineaux, est significatif. On y trouve les plus bas salaires de la métallurgie parisienne (entre 2.050 et 2.200 F pour un OS). De plus, la SEV cherche à réduire la paye de ses travailleurs, et cela par le biais du travail aux cadences. D'une part, elle ne cesse d'augmenter les cadences en fixant des barèmes tellement élevés qu'ils sont impossibles à tenir ce qui entraîne des baisses de salaire (plus d'une centaine, ces derniers mois). Mais aussi la direction fait la chasse aux rares postes qui travaillent encore à l'heure et tente de les faire travailler au rendement. En ce moment, ce sont les contrôleuses à qui la direction impose le travail aux cadences.

Alors, si la SEV peut se prévaloir des si rapides succès dont la presse a parlé à l'occasion de son premier anniversaire, ce sont les travailleurs qui en font les frais.

Correspondant LO

LETTRE D'UN TRAVAILLEUR DE SAVERNE (Bas-Rhin)

« J'ai travaillé plusieurs mois à l'entreprise de travaux publics Kiffer à Marmoutier près de Saverne dans le Bas-Rhin.

C'est une petite entreprise de six ouvriers où on travaillait de 9 à 10 heures par jour. En plus de cet horaire, on attendait souvent l'estafette de ramassage pendant deux heures et évidemment ces heures n'étaient pas payées.

Nous étions payés en dessous du SMIC avec plusieurs jours de retard et chacun d'entre nous avait une paye différente, ce qui fait que les ouvriers ne se montraient jamais leur fiche de paie. De plus si on arrivait avec un quart d'heure de retard, on nous retirait une heure. Et s'il nous arrivait de travailler un quart d'heure de plus par contre il n'était pas payé.

Pour montrer le mépris que le patron avait pour nous, il faut savoir qu'un jour il nous a emmenés en voiture. Et c'est une fois sur la route seulement qu'il nous a dit que l'on allait à la chasse. En fait il nous a fait rabattre son gibier. Cela se passait en hiver, dans la neige, et nous avons dû courir toute l'après-midi derrière le gibier.

Pour se débarrasser d'un ouvrier qui réclamait une augmentation, le patron l'envoyait dans une carrière où il devait transporter des morceaux de cailloux très lourds et les verser sans aucune mesure de protection dans un concasseur. Au bout de quelque temps l'ouvrier partait et ce n'était pas le patron qui l'avait licencié... »

Dans les hôpitaux

CHR de Lille

Le personnel dénonce les conditions d'hospitalisation

Mardi 30 mai, les syndicats CGT et CFDT du CHR de Lille ont organisé une conférence de presse pour attirer l'attention du public sur le manque d'effectifs, les conditions de travail du personnel et les conditions d'hospitalisation des malades.

Ces problèmes se posent d'autant plus actuellement que la période des congés est commencée et qu'un certain nombre d'agents sont en vacances.

Une cinquantaine d'agents hospitaliers étaient présents et ont tenu à donner des exemples précis sur les conditions dans lesquelles ils soignent les malades.

MANQUE DE PERSONNEL

Au CHR, l'année dernière, les chefs de services réclamaient l'embauche de 700 personnes supplémentaires, chiffre qui est déjà inférieur aux besoins estimés par les syndicats.

Le ministère n'a accordé qu'une augmentation de 1,5 pour cent des effectifs, c'est-à-dire 88 personnes.

Les conséquences de ce manque de personnel sont dramatiques :

A l'hospice général **pour 160 pensionnaires, il n'y a que deux infirmières et un interne; dans un service de 62 personnes invalides, le dimanche trois agents seulement doivent faire les toilettes, donner à manger, faire le ménage.**

En Pneumologie, **où les malades demandent beaucoup de soins et de surveillance, lorsqu'il manque quelqu'un, on exige couramment des aides-soignantes de jour de travailler la nuit après leur garde de 13 h à 21 h, et donc de faire des journées de 18 heures!**

Horaires à grandes coupures : **Il est fréquent que les agents hospitaliers travaillent de 8 h à 13 h, puis de 16 h à 19 h. Ceci permet d'économiser un agent puisque la même personne sera présente le matin et l'après-midi, la surveillance des malades le midi étant « assurée » par les visiteurs. Dans certains services, l'horaire est même de 8 h à 21 h le dimanche !**

Des « infirmières tactiques »: **voilà la nouvelle méthode de la direction pour disposer de personnel dans les services les plus démunis, sans embaucher : ces infirmières voyagent de service en service selon les besoins : elles connaissent mal les services et les malades qu'elles doivent soigner.**

MANQUE DE MATERIEL, LOCAUX INSALUBRES, INADAPTES

Dans un laboratoire, à Calmette, **depuis deux ans le plafond s'écroule et le personnel reçoit des morceaux de plâtre sur la tête.**

En Neurologie, **depuis plusieurs années, le matin il n'y a pas d'eau dans les salles. Aussi le personnel doit-il faire des réserves d'eau dans des bassines, des brocs et dans la baignoire. Parfois on finit les toilettes à l'eau minérale !**

Aux soins intensifs de Pneumologie, **service ouvert il y a deux ans, il n'y a pas de cuisine et la vaisselle se fait dans les WC.**

Mais en fait, c'est pratiquement partout que la grande bâtisse du Centre hospitalier se révèle inadaptée, mal entretenue (quand ce n'est pas laissée à l'abandon). Quand les problèmes ne viennent pas du plafond ou de la cuisine, du manque d'eau ou des canalisations des WC, c'est du manque de matériel qu'ils viennent.

Toutes ces conditions scandaleuses, le personnel les avaient déjà dénoncées quelques jours auparavant sur la place publique. Il a rencontré sympathie et compréhension auprès de la population, et fort de ce soutien, il entend ne pas en rester là.

Une salle de Médecine générale à la cité hospitalière de Lille.

Hôpital = bouillon de culture

Au CHR de Lille, la plupart du temps, aucune mesure sérieuse n'est prise contre les contagions et les infections.

Dans ces conditions, l'hôpital devient un véritable bouillon de culture :

En Neurologie, un malade ayant une méningite purulente se trouve dans une salle commune alors qu'il devrait être isolé.

En Dermatologie, cinq cas de lymphangite se sont déclarés. D'après le laboratoire de bactériologie, cela est dû aux compresses qui étaient mal stérilisées.

Egalement dans ce service, une élève-infirmière ayant une coupure à la main, a été infectée au staphylocoque doré.

En Traumatologie, c'est à longueur d'année qu'il y a des malades infectés au pyocyanique et au staphylocoque doré.

En Cardiologie, une infirmière a récemment contracté une hépatite virale.

A cause du manque de personnel, de matériel, du manque de place pour isoler les malades, ceux qui viennent à l'hôpital se faire soigner risquent d'avoir leur guérison compromise par les dangers d'infection.

CHU Besançon

Une situation qui ne peut plus durer

Au CHU de Besançon, pendant le week-end de la Pentecôte, au service de traumatologie, c'était la panique parce que l'appareillage de la salle de radio, trop vétuste, était une fois encore en panne et qu'il fallait travailler avec les moyens du bord.

La manipulatrice radio devait effectuer les examens avec un petit appareil portatif dont la résistance n'est pas suffisante pour travailler 24 heures sur 24 ou pour débiter des intensités trop fortes. Les plombs ont donc sauté plusieurs fois.

Pendant ce temps, les brancards s'accumulaient dans le couloir, au milieu des courants d'air. Certains malades ont attendu six heures avant d'avoir leur radio !

Un blessé qui devait aller au bloc opératoire a dû être transporté au SAMU pour avoir ses clichés. De nombreuses urgences traumatiques ont été transférées au SAMU pour éviter de les faire attendre trop longtemps !

La manipulatrice, de garde pendant la nuit, était bloquée dans ce service et à côté, les demandes d'examens en urgence s'accumulaient...

Une radio pulmonaire demandée vers 19 heures n'a pu être effectuée avant 23 heures !

Devant une telle situation la direction a remplacé une partie de l'appareillage par du matériel moins vieux.

Mais huit jours plus tard, le matériel était à nouveau en panne. Comme à chaque fois, les malades doivent attendre. Vers 19 heures, les services de traumatologie et soins intensifs ont demandé deux radios pulmonaires d'urgence à la manipulatrice. Celle-ci n'a pu se libérer avant 1 heure du matin : les deux malades étaient décédés. Leur mort n'est pas liée à l'absence de radio, mais il est inadmissible que les malades arrivés en urgence aient à attendre des heures pour avoir des radios.

Et la situation continuera à s'aggraver tant que l'on imposera pas à l'administration et à l'Etat une augmentation importante de l'effectif et une augmentation des crédits pour que les hôpitaux soient pourvus de matériel fiable.

Correspondant LO

CHU du Mans

Des problèmes toujours pas résolus

Suite à la journée nationale d'action du 18 mai et à une réunion d'information le 23 mai, nous avons pu obtenir une semaine après, une réunion avec le directeur.

Devant trois cents personnes, il s'est longuement étendu sur la construction d'un nouveau bâtiment, dans cinq ans, mais d'ici là, rien sur nos revendications (du personnel supplémentaire, l'amélioration des conditions de travail, la prime « des 13 heures », et la prime de contagion pour tout le personnel).

Finalement, il fut interrompu au fond de la salle par un chahut, réclamant un vrai débat. Certains ont alors pris la parole pour dire ce qu'ils avaient sur le cœur.

« Ce n'est pas moi qui décide », « Je fais ce que je peux... », **telles furent, en général, les réponses que nous avons obtenues de la part du directeur.**

Finalement, nous sommes ressortis assez écœurés mais contents d'avoir pu parler.

Les syndicats qui avaient promis de lancer une action si les revendications n'étaient pas examinées ne reparlèrent de rien sinon de la journée nationale d'action du 13 juin et de la possibilité d'une manifestation au Mans si nous sommes assez nombreux !

Quant aux réunions avec la direction, nous sommes maintenant convaincus de leur inefficacité et nous nous en souviendrons.

Correspondant LO

" Autobiographie de Federico Sanchez "

DE JORGE SEMPRUN

Si Jorge Semprun est aujourd'hui, en France, surtout connu comme romancier et comme l'auteur de scénarios de films célèbres (tels **Z** ou **l'Aveu**), il a aussi été, jusqu'à son exclusion en avril 1964, l'un des principaux dirigeants du Parti Communiste d'Espagne. Il était alors connu, dans les sommets du PCE, sous le nom de Federico Sanchez. Et le titre de son dernier livre, qui vient d'être traduit en français, **Autobiographie de Federico Sanchez,** est une évocation du passé de dirigeant politique de l'auteur.

Semprun aime bien les procédés littéraires un peu alambiqués, et cette **Autobiographie de Federico Sanchez** ne manque pas à la règle. Trouvant sans doute trop commun de parler de lui à la première personne du singulier, ou à la troisième, Semprun a choisi d'utiliser la seconde, en s'adressant tout au long du récit à ce Federico Sanchez qu'il a été. Et ce récit, loin de suivre l'ordre chronologique, ne cesse de sauter d'un épisode à un autre, au gré des réminiscences supposées de l'auteur. Mais il est permis de se demander si ce procédé est aussi innocent que l'auteur voudrait le faire croire : il lui permet en tout cas (la mémoire de Semprun étant aussi sélective que celle des actuels dirigeants du PCE qu'il critique) de ne pas donner un seul mot d'explication sur son action à la direction du Parti Communiste d'Espagne lorsque rien ne l'opposait à celle-ci.

Le lecteur cherchera vainement, par exemple, un seul commentaire un peu développé sur les opinions et l'action de Sanchez-Semprun, relatives aux événements de Berlin-Est de 1953, ou à ceux de Hongrie de 1956. Non seulement ils ne troublèrent pas le Semprun stalinien de l'époque, mais ils ne le préoccupent guère plus aujourd'hui.

C'est que si Semprun s'opposa à Carrillo en 1964, ce fut d'un point de vue étroitement national, en proposant de mener en Espagne une politique que Carrillo devait reprendre dans ses grandes lignes aussitôt après (« **empiriquement** » dit Semprun) sous le nom « d'eurocommunisme ». Et l'opposition actuelle de Semprun au stalinisme n'est au fond que celle d'un social-démocrate.

Mais si le rappel de la discussion de 1964 au sein de la direction du PCE, les réglements de compte de Semprun avec Carrillo, l'étalage de son complexe d'Œdipe mal surmonté vis-à-vis de la Pasionaria, n'ont guère de raison de passionner le lecteur français, l' **Autobiographie de Federico Sanchez** n'est pas cependant un livre dénué d'intérêt. Semprun, qui a pris plus de distances vis-à-vis de son passé que bien d'autres « ex » et qui sait raconter, peint maints tableaux savoureux : celui d'un Castro « **premier joueur de basket-ball** » de Cuba, celui d'un Georges Gosnat interrompant une conférence internationale pour que le rôti puisse être servi « à point », celui des conditions de vie des dirigeants des PC occidentaux lors de leurs séjours en Europe de l'Est. De plus, le livre montre ce qu'était l'activité des militants responsables du PCE dans la clandestinité.

Au total, un ouvrage souvent irritant (par la complaisance de l'auteur vis-à-vis de lui-même — ou plutôt de Federico Sanchez, pour parler comme lui —), et qui intéressera surtout le lecteur connaissant un peu l'histoire du Parti Communiste Espagnol.

Bertrand GORDES

Autobiographie de Federico Sanchez **de Jorge Semprun - Ed. du Seuil - 315 p. - 59 F.**

« Pourquoi pas nous? »

DE PATRICK CAUVIN

Patrick Cauvin, auteur déjà de **E = MC2, mon amour** où il racontait les amours de deux enfants surdoués, a choisi dans **Pourquoi pas nous ?** de mettre en scène des personnages qui ont en commun de n'avoir ni le physique ni l'assurance de vedettes de cinéma. Les uns, peu gâtés par la nature, sont complexés par leur physique disgrâcieux, les autres sont affublés d'une timidité maladive ou d'une sensibilité de poète. Et si tous paraissent bien sympathiques, ils semblent aussi voués, chacun de leur côté, à la solitude.

Ainsi, Jacqueline, libraire, femme cultivée, mais atteinte d'un strabisme prononcé et Philippe, catcheur bon enfant, mais au physique peu harmonieux, semblent tous les deux à l'approche de la quarantaine, enfermés dans leur célibat. Pourtant, Patrick Cauvin, voulant affirmer le droit pour chaque individu à connaître l'amour et la tendresse, a choisi de les réunir. Et en décrivant ces personnages, sympathiques mais gauches, leur entourage, plein de bonnes intentions mais maladroit, l'auteur sait faire preuve d'humour et de tendresse.

Roger MEYNIER

Pourquoi pas nous ?, **de Patrick Cauvin - Ed. J.C. Lattès - 234 p - 36 F.**

LA VIE DE ANTONIO GRAMSCI

PAR GIUSEPPE FIORI

La réédition, dans la collection Pluriel du Livre de Poche, du livre de Giuseppe Fiori, la vie de Antonio Gramsci, **est bien utile aujourd'hui. A l'heure où en Italie, le Parti Communiste continue de s'engager dans une politique de soutien sans limite à la bourgeoisie, ses dirigeants, lorsqu'ils cherchent à se justifer théoriquement, n'hésitent pas à proclamer qu'ils ne font qu'interpréter la pensée de leur maître, Antonio Gramsci. Et ce n'est pas d'hier que les dirigeants du Parti Communiste Italien se servent du prestige de celui qui fut un des principaux dirigeants du PCI à ses débuts, pour justifier leurs tournants politiques et leurs compromissions, tout comme la plupart des dirigeants staliniens ont osé couvrir leurs trahisons du nom de Lénine.**

C'est ainsi que Palmiro Togliatto, pour éliminer l'opposition de gauche au sein du Parti Communiste Italien, en 1930, se couvrit de l'autorité de Gramsci, alors emprisonné par le régime fasciste et hors d'état d'intervenir dans la vie intérieure du parti. Et, alors que Gramsci mourait à petit feu dans les geôles de Mussolini, son nom servait à l'extérieur pour cautionner la stalinisation du PCI, sous la direction de Togliatti, et en particulier l'exclusion du « groupe des trois », Leonetti, Tresso et Ravazzoli, membres de la direction du PCI qui donnèrent naissance à l'opposition trotskyste italienne.

Le mérite du livre de Giuseppe Fiori est de restituer les faits. Si Gramsci n'a pas pris position en faveur de l'opposition de gauche, ni sur le plan italien ni sur le plan international, il n'était pas non plus en accord avec Togliatti et les staliniens, et n'a nullement accepté la « stalinisation » du parti et l'exclusion de l'opposition. Mais la prison et l'isolement l'ont empêché de les combattre, comme, semble-t-il, il y était prêt.

Mais l'intérêt du livre ne se limite pas à ces points controversés. Giuseppe Fiori sait évoquer le contexte où naquit et évolua Gramsci : l'Italie du début du siècle et ses contradictions sociales, et plus précisément, sa région natale, la Sardaigne. Une Sardaigne dont les rapports avec l'Italie continentale n'étaient — et ne sont encore en partie — que les rapports d'une colonie et de sa métropole.

Giuseppe Fiori nous montre ainsi comment Gramsci se politisa, d'abord, sous l'influence des courants autonomistes qui agitaient la Sardaigne du début du siècle. Puis comment, au contact du mouvement ouvrier turinois, l'étudiant sarde vint aux idées socialistes ; comment l'intellectuel malade devint un court moment le principal dirigeant du Parti Communiste sous le fascisme, bravant tranquillement la répression de Mussolini, avant d'être arrêté et jeté en prison. Enfin, le livre nous fait vivre le long calvaire du dirigeant emprisonné, ses souffrances morales et physiques, son isolement politique de plus en plus grand, lorsqu'à partir de 1927, les staliniens devinrent maîtres du PCI. Libéré le 21 avril 1937, Gramsci meurt quelques jours plus tard : miné par la maladie sans doute, que les prisons mussoliniennes ont aggravée, mais miné sans doute aussi par l'isolement politique et le désespoir dans lesquels l'avait laissé la politique de son propre parti.

Quant à la pensée politique de Gramsci, le livre ne l'aborde finalement que d'une façon incomplète, et sans émettre de jugement. Mais son mérite est de nous montrer le Gramsci militant et ses réactions aux événements politiques. Cela suffit à détruire la légende stalinienne de Gramsci appuyant Togliatti et l'épuration du PCI, et à nous montrer le dirigeant révolutionnaire tel qu'il était : incomplet sans doute dans sa pensée comme dans ses prises de position, et que la répression mussolinienne a cueilli ainsi, mais profondément attaché à la cause du prolétariat.

Voilà donc un livre fort intéressant pour qui veut connaître Gramsci. Ajoutons qu'il aborde largement les problèmes du mouvement ouvrier italien du premier quart du siècle. Cela aussi n'est pas sans intérêt.

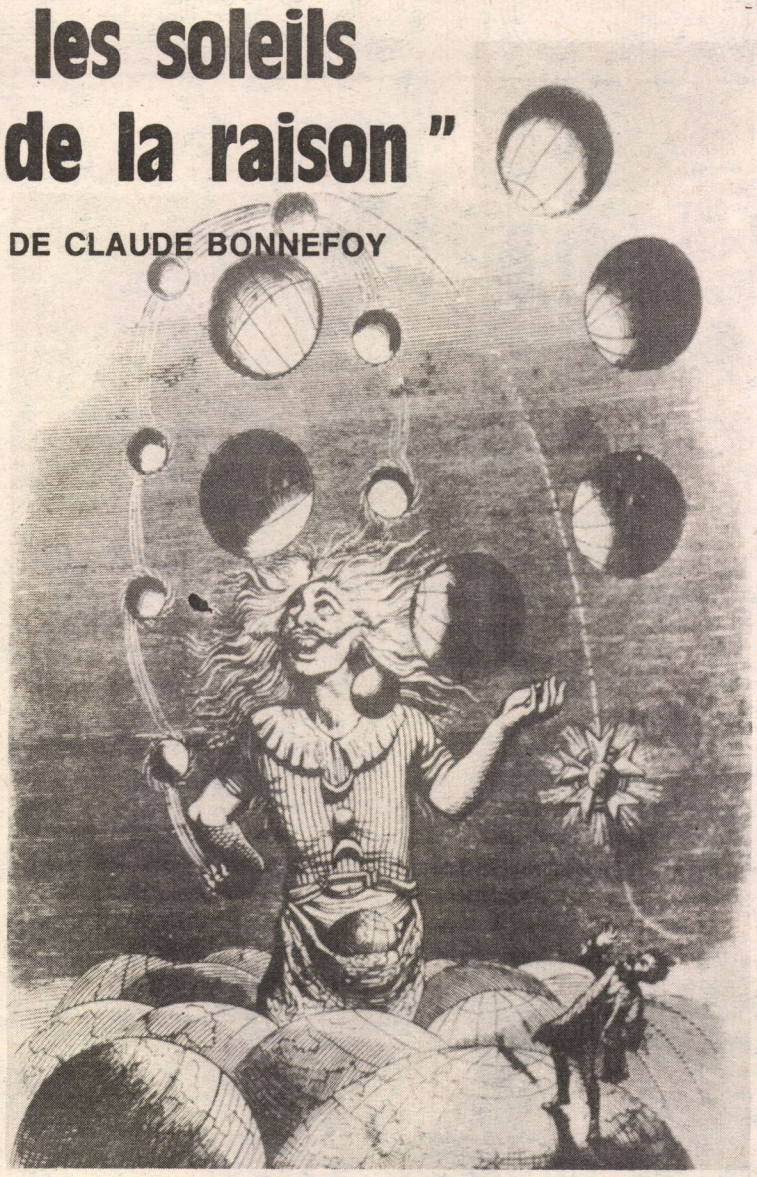
André FRYS

La vie de Antonio Gramsci de Giuseppe Fiori - Le Livre de Poche, collection « Pluriel » - 531 p. 20,50 F.

THÉATRE

" Cyrano ou les soleils de la raison "

DE CLAUDE BONNEFOY



Il ne s'agit pas d'une nouvelle version de la célèbre pièce d'Edmond Rostand, mais d'une évocation de la vie et de l'œuvre du véritable Cyrano : Savinien de Cyrano de Bergerac, gentilhomme gascon né en 1619, mort en 1655, qui fut poète, romancier et philosophe, très en avance sur son temps.

Elève du savant et philosophe Gassendi, partisan lui-même de Copernic et de Galilée qui, par leurs découvertes en astronomie, remettaient en question les dogmes de l'Eglise sur la place de la terre dans l'univers, Cyrano fut un adversaire résolu du pouvoir politique de l'Eglise. Et à l'époque où l'on brûlait encore les savants pour hérésie, il s'attaqua, au nom de la raison, aux dogmes religieux, aux superstitions et aux conformismes (à la morale sexuelle hypocrite et pudibonde par exemple).

Il écrivit notamment une Histoire comique des Etats et Empires de la Lune et du Soleil, **aventures imaginaires d'un voyageur dans l'espace qui constituent une émouvante prise de position en faveur de l'homme et de la science. Précurseur de Jules Verne et de la science-fiction, il imagina anticipant sur des découvertes bien postérieures, une nacelle interplanétaire lancée par plusieurs étages de fusée, divers engins volants, les maisons mobiles, ou le phonographe par exemple.**

Pour illustrer le combat de ce visionnaire contre la bêtise et l'obscurantisme, pour nous présenter sa pensée et ses rêves, la Compagnie du Théâtre National de Chaillot a choisi de traiter sous forme de tableaux et saynètes, certains moments de la vie de Cyrano et des passages de ses Etats et Empires.

Grâce à de multiples procédés et à une abondance de moyens techniques : projection de diapositives sur plusieurs écrans simultanément, murs d'images, jeux de lumière, d'ombres chinoises, chansons, musiques, utilisation d'engins de levage, de machines fumantes et pétaradantes, scènes multiples, escaliers, tremplins, etc..., la Compagnie a réalisé un véritable spectacle bien enlevé et souvent drôle.

Mais la construction de la pièce est déroutante. A force de passer de la vie à l'œuvre, du réel à l'imaginaire, de Cyrano à son alter ego Dyrcona, le spectateur perd le fil. Les tableaux s'enchaînent mal et de nombreuses répétitions donnent à l'ensemble le caractère d'une démonstration un peu pesante.

C'est dommage, car le projet de Claude Bonnefoy de redonner vie à une figure méconnue et attirante du XVII[e] siècle, était intéressant.

Frédéric FERRIERES

Places à 30 F - Jusqu'au 1er juillet au Théâtre National de Chaillot.

Spectacle

" Fête de la rencontre Français-Immigrés "

Le comité de Coordination des Foyers Sonacotra en grève nous communique qu'il organise une « Fête de la rencontre Français-Immigrés » les 10 et 11 juin 1978, au Centre culturel de Chelles.

Pendant ces deux jours, on trouve au programme des groupes des différents foyers, des spectacles et des chanteurs, des montages diapo, des extraits de films sur la lutte des foyers Sonacotra et bien sûr on pourra se restaurer avec couscous, merguez et brochettes.

Place des Martyrs de Chateaubriant - 77500 Chelles.

SÉLECTION TÉLÉ

Samedi 10 juin

FR3 - 20 h 30 - Opéra : **Le Trouvère,** de Verdi, sous la direction de H. von Karajan.

ANTENNE 2 - 20 h 45 - Film TV : **Le pain et le vin.** En 1847, un convoi de blé est arrêté par des paysans, victimes de la famine.

Dimanche 11 juin

ANTENNE 2 - 11 h 30 - Concert : **Ouverture de Tannhauser** de Richard Wagner, par l'Orchestre de Strasbourg.

FR3 - 17 h 30 - Espace musical : Jean-Michel Damian propose un **« concert Mozart ».**

FR3 - 20 h 30 - **Tels qu'en eux-mêmes :** une émission consacrée au dessinateur humoristique Chaval.

FR3 - 21 h 35 - L'homme en question : **Marcello Mastroianni.**

TF1 - 22 h 20 - **Concert Beethoven,** avec l'Orchestre philharmonique de Berlin, qui interprète la symphonie n° 5 (dirigé par H. von Karajan).

Lundi 12 juin

FR3 - 20 h 30 - Film : **Tobrouk.** Un film de guerre, d'Arthur Miller, avec Rock Hudson, etc.

ANTENNE 2 - 21 h 45 - Les jours de notre vie : ce magazine médical de Pierre Desgraupes s'intitule **Bonjour docteur** et décrit la vie d'un médecin rural.

TF1 - 22 h - Questionnaire : Giovanni Agnelli, le P-DG de la Fiat, s'entretient avec J.-L. Servan-Schreiber.

Mardi 13 juin

FR3 - 20 h 30 - Film : **Dix hommes à abattre,** de B. Humberstone, avec Randolph Scott. Western.

ANTENNE 2 - 20 h 45 - Les dossiers de l'écran s'ouvrent par un film TV **Faut-il laisser mourir Karen ?,** inspiré du cas de Karen Ann Quinlan, tombée dans un coma prolongé et irréversible en 1975, aux Etats-Unis. Le débat sur le thème **« réglementer la mort »** pose le problème de l'attitude de la médecine face à un cas semblable. Y participent le sénateur Cavaillet, les parents de la jeune fille, un prêtre, le docteur Henri Lafont, de l'association des médecins pour le respect de la vie et le professeur Léon Schwartzenberg, cancérologue.

Mercredi 14 juin

FR3 - 20 h 30 - Film TV : **Au-delà du miroir.** La vie quotidienne et les rêves d'un vigile d'entreprise.

ANTENNE 2 - 22 h 25 - Question de temps : **A chacun sa santé.** Magazine d'information de J.-P. Elkabbach, sur l'homéopathie, l'acuponcture, le yoga, l'application des mains, etc., considérés comme pratiques médicales.

Jeudi 15 juin

FR3 - 20 h 30 - Film : **Détective privé,** de Jack Smight avec Paul Newman et Lauren Bacall. Un film policier.

ANTENNE 2 - 20 h 45 - Dramatique : **Lulu.** Dernière partie de cette série, réalisée d'après l'œuvre de Frank Wedekind.

Vendredi 16 juin

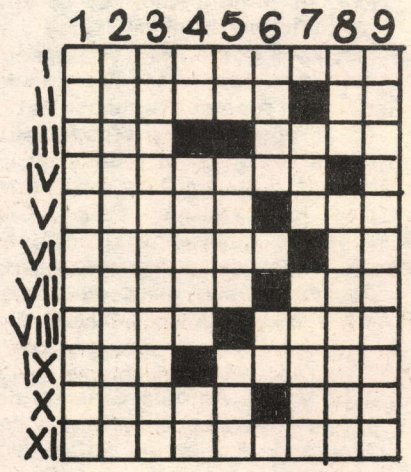
FR3 - 20 h 30 - Le nouveau vendredi : **Carte blanche à...** Philippe Tesson. Celui-ci, directeur du journal **le Quotidien de Paris,** propose un film sur la naissance.

FR3 - 21 h 30 - **Il était une fois... le pouvoir.** Première émission ethnographique intitulée **la muraille de Rey-Bouba** consacrée à une population du Nord-Cameroun.

ANTENNE 2 - 21 h 40 - **Apostrophes,** de Bernard Pivot, qui a réuni autour de lui les écrivains Catherine Clément, François Châtelet, Roger Caillois, etc.

ANTENNE 2 - 23 h - Film : **Père,** d'Istvan Szabo. Vingt ans de la vie d'un jeune Hongrois, étudiant au moment de **l'insurrection de 1956, à Budapest.**

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT. — I. Piquer sans aiguille. — II. Le concours des inventeurs - Divinité. — III. Se méfier des faux - Tête de rocher. — IV. Occupe la place. — V. Coquin - Petite monnaie japonaise. — VI. Dresser - Choses qui se font. — VII. Pas fille unique - Oseille. — VIII. Temps d'Outre-Manche - Thaïlande. — IX. Sorte de gardon - Grande pièce. — X. Refus ancien - Rivière. — XI. Petit bistrot.

VERTICALEMENT. — 1. Elle est dans l'ombre. — 2. Varices mal placées. — 3. Sentiment de commisération. — 4. Symbole d'un rapport constant - Végétation aquatique - Affirmation d'une volonté enfantine. — 5. Révolution solaire - Etre grand ouvert - Mis à l'envers. — 6. Existe - Possessif. — 7. Equerres - Point fait. — 8. Moi philosophique - Prénom féminin. — 9. Dénombrement.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I	P	E	R	P	E	T	R	E	R
II	A	M	O	U	R	E	U	S	E
III	R	A	B	I	O	T	E	■	I
IV	A	N	E	S	S	E	■	E	T
V	P	E	S	E	■	A	C	M	E
VI	H	■	P	R	E	T	E	U	R
VII	R	O	I	■	T	E	S	L	A
VIII	A	■	E	C	O	T	■	E	T
IX	S	E	R	I	N	E	R	■	I
X	E	C	R	A	N	■	I	N	O
XI	R	U	E	■	E	T	A	I	N

FILMS_FILMS_FILM

RETOUR

DE HAL ASHBY

Ce « retour », c'est celui des combattants américains de la guerre du Vietnam. Un retour désespéré, qui conduit les uns à la révolte, les autres à la folie ou au suicide.

En 1968, Robert, capitaine des « marines » en passe de devenir commandant, s'est porté volontaire pour aller combattre au Vietnam. Lui et sa femme, Sarah, ne se posent guère de questions sur la guerre elle-même.

Seulement, après le départ de son mari, Sarah décide de travailler — bénévolement — à l'hôpital militaire où sont parqués les grands blessés de la guerre, ceux qu'elle a rendus infirmes à vie, ceux qu'elle a rendu fous — tous marqués, profondément, par le souvenir des atrocités qu'ils ont commises au Vietnam, et tous profondément démoralisés d'être, à leur retour, rejetés d'une société qui les a acclamés à leur départ mais ne veut plus entendre parler d'eux.

Au contact de ces blessés, en particulier en retrouvant un camarade de classe à présent paralysé, en se heurtant à l'indifférence du cercle de femmes d'officiers auquel elle appartient, Sarah prend conscience de l'atrocité et de l'injustice de la guerre. Mais elle prend aussi conscience de sa propre personnalité, de ses idées, de ses goûts et de ses désirs, elle qui, selon ses propres termes, n'a jamais été auparavant, avant le départ de son mari, livrée à elle-même. Et sa transformation morale et physique nous vaut quelques beaux passages. Le film est très bien interprété, en particulier par Jane Fonda dans le rôle de Sarah, et par John Voigt dans le rôle de Luke, l'infirme qui se décide à militer contre la guerre du Vietnam, en allant expliquer à des lycéens pourquoi ils ne doivent pas accepter d'y aller.

Il faut cependant savoir que c'est un film américain, qui suppose connues les images de la guerre elle-même — aucune n'est montrée dans le film et pourtant, le film est fait pour qu'elles restent présentes dans l'esprit des spectateurs comme elles restent présentes dans celui des combattants — ; qui suppose aussi connue l'ambiance de patriotisme qui régnait au début de la guerre du Vietnam.

Sarah Hyde (interprétée par Jane Fonda) et son mari (interprété par Bruce Dern).

Mais le film qui constitue un réquisitoire passionné contre la guerre du Vietnam, est d'autant plus convaincant qu'il met en scène des Américains moyens, qui ne se posaient guère de questions avant d'être directement concernés. Et tel quel, malgré quelques longueurs, il touche très profondément.

Sylvie FRIEDMAN

" CARMEN "

DE VON KARAJAN ET FRANÇOIS REICHENBACH

Après la **Flûte enchantée** et **Aïda,** le cinéma nous présente un nouvel opéra filmé (produit il y a dix ans déjà !), et c'est tant mieux. L'opéra est traditionnellement réservé à une très mince frange de spectateurs, et le cinéma peut contribuer à le populariser. D'autant plus facilement qu'avec **Carmen,** il s'agit d'une des œuvres dont les airs sont les plus connus, même des non-initiés (c'est le spectacle lyrique le plus joué dans le monde) et que la mise en scène à grand spectacle, réalisée par Karajan à l'occasion du festival de Salzbourg, convient fort bien au cinéma.

L'histoire (d'après une nouvelle de Prosper Mérimée, considérablement remanée) est celle de ce brigadier, Don José, bien pensant, naïf, respectueux des volontés de sa vieille mère et promis au mariage de la douce Micaëla, et qui se trouve soudain mis en présence de la volcanique Carmen, une gitane dont il tombe amoureux fou.

Carmen, dont les amours **« ne durent pas six mois »,** parvient à se faire libérer par Don José, alors que celui-ci la conduisait à la prison (à la suite d'une rixe). Et c'est Don José qui fera deux mois de prison ! Plus tard, contraint et forcé, Don José déserte et gagne la troupe de contrebandiers à laquelle s'est jointe Carmen.

Mais cette dernière, lasse de la jalousie pesante de Don José, le quitte au profit d'Escamillo le toréador à la mode. Pour finir, Don José, désespéré, assassine Carmen à coups de couteau devant les arènes à l'intérieur desquelles triomphe Escamillo.

Le film comporte quelques inconvénients. Tout d'abord et surtout il faut savoir qu'il dure trois heures sans interruption, alors qu'à l'Opéra, chanteurs et spectateurs ont droit à trois entractes pour souffler un peu. Il manque au moins un entracte au milieu du film.

D'autre part, à la difficulté prévue à l'opéra, spectacle entièrement chanté, s'ajoute le fait que souvent on comprend mal le texte des chanteuses et des chanteurs. C'est fréquent à l'Opéra. Mais cette fois c'est sans doute aggravé par la distribution internationale. En particulier, on est parfois surpris des intonations germaniques de certains acteurs.

Ajoutons que durant toute une partie du spectacle, le son s'ajuste fort mal aux gestes des chanteurs, et c'est évidemment gênant.

Enfin, durant le début de l'acte deux, un morceau d'un autre opéra de Georges Bizet, **l'Arlésienne,** a été introduit sous forme de ballet. C'est stupide et ridicule. **Carmen** n'avait nul besoin d'être rehaussée de cette manière, d'autant que le morceau en question, bien qu'il soit dansé par une troupe de ballet espagnole, est d'une facture provencale qui cadre mal avec le reste de **Carmen.**

Mais la musique de Bizet est suffisamment belle et riche pour compenser ces petits désagréments. Telle qu'elle est, cette version de **Carmen** mérite qu'on aille la voir.

L'interprétation de Karajan à la tête de l'Orchestre philarmonique de Vienne n'est sans doute pas très « espagnole », mais elle est brillante et vigoureuse. Quant aux chanteurs, en dépit de quelques défauts de la qualité sonore du film, ils sont généralement fort bons.

André VICTOR

—Sélection cinéma

Films récents

VIOLETTE NOZIERE, de Claude Chabrol.

Un fait divers authentique qui a enflammé l'opinion publique dans les années 30 ; l'histoire d'une femme de la petite bourgeoisie, mythomane et empoisonneuse. Un film qui ne manque pas d'intérêt tant par la psychologie de l'héroïne elle-même que par la description des mœurs de la justice de l'époque.

Quintette (5e) - Studio Logos (5e) - Montparnasse 83 (6e) - Marignan (8e) - Saint-Lazare Pasquier (8e) - Lumière (9e) - Fauvette (13e) - Gaumont Sud (14e) - Cambronne (15e) - Victor Hugo (15e) - Wepler (18e) - Gambetta (20e).

UNE FEMME LIBRE, de Paul Mazursky.

Une histoire banale, celle d'une femme américaine d'un milieu aisé qui au bout de seize ans de mariage, se retrouve seule et prend goût à l'indépendance. Le film, malgré des lenteurs, sonne juste.

Gaumont Richelieu (2e) - Saint Germain Huchette (5e) - Gaumont Rive Gauche (6e) - Elysée Lincoln (8e) - Gaumont Opéra (9e) - Nation (12e) - Convention (15e) - Mayfair (16e).

LES NOUVEAUX MONSTRES, de Monicelli, Risi et E. Scola.

Une série de sketches amers ou cyniques, d'un humour grinçant, qui critiquent violemment les travers humains, les institutions qui avilissent et déforment les individus.

Quintette (5e) - Hautefeuille (6e) - Elysées Lincoln (8e) - 14 Juillet (6e) - Monte Carlo (8e) - Saint-Lazare Pasquier (8e) - 14 Juillet (11e) - Fauvette (13e) - Montparnasse (14e) - Convention (15e).

JAMAIS JE NE T'AI PROMIS UN JARDIN DE ROSES, d'Anthony Page.

Une toute jeune fille de 16 ans est confiée à une psychiatre qui, avec beaucoup d'amour et de disponibilité, va tenter de la sortir de son monde de folie.

UGC Opéra (2e) - Rivoli Cinéma (4e) - Odéon (6e) - Biarritz (8e).

SOLEIL DES HYENES, de Ridha Behi.

Les conséquences de l'invasion touristique en Afrique du Nord, le bouleversement qu'elle crée dans la vie d'un petit village et l'humiliation qu'en ressent la population.

Palais des Arts (3e) - Racine (6e).

Films plus anciens

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES, de F. Capra.

Une comédie irrésistible, débordante d'humour noir : deux vieilles demoiselles bien intentionnées empoisonnent les vieillards solitaires.

Action Ecoles (5e) - Action Christine (6e).

BARRY LINDON, de Stanley Kubrick.

L'ascension sociale et la décadence d'un aventurier du XVIIIe siècle. La musique et les images sont très belles.

UGC Opéra (2e).

LES CHEVAUX DE FEU, de Serge Paradjanov.

Un film puissant et émouvant qui, au travers d'un drame d'amour, nous entraîne au milieu de villageois des Carpathes, à la fin du siècle dernier.

Quintette (5e) - 14 Juillet (6e) - Elysées Lincoln (8e) - 14 Juillet (11e).

MAI 68, PAR LUI-MEME.

Trois programmes sur les événements de Mai 68, avec des films tournés à l'époque, sur le vif, au cœur même de l'actualité, dans les rues, à la porte des universités ou des usines, par des cinéastes amateurs ou professionnels. A voir vite, car ces films passeront pendant une courte période.

Saint-Séverin (5e).

CORSE

Les réformes pour la Corse : des projets vite oubliés

La Corse est une des régions les plus défavorisées. Elle n'est pas la seule, mais les problèmes se trouvent aggravés à cause des difficultés liées aux transports entre l'île et le continent. Mais pas plus en Corse que dans les autres régions, le gouvernement ne mène une politique susceptible de répondre aux aspirations de la population locale. Car dans ces régions comme partout, il laisse faire. C'est-à-dire qu'il ne fait rien.

Ce ne sont pas les projets qui ont manqué, car le gouvernement n'est pas chiche en promesses, mais les réalisations n'ont jamais été bien loin.

En 1975, une « Mission interministérielle pour l'aménagement de la Corse » présidée par monsieur Libert Bou, mit au point une « Charte de Développement Economique de la Corse ». Ce projet prévoyait des mesures de régionalisation, donnant plus de pouvoir de décision au plan local et proposait entre autres l'élection d'un conseil régional au suffrage universel et à la proportionnelle. Ces mesures pouvaient donner l'illusion qu'on allait réellement changer quelque chose au moins en ce qui concerne le fonctionnement administratif de l'île. La Charte fut même votée par le Conseil économique et social et adoptée par le Conseil des ministres. Mais, six mois après Libert Bou était mis sur la touche, et on laissait au préfet la responsabilité d'appliquer les réformes.

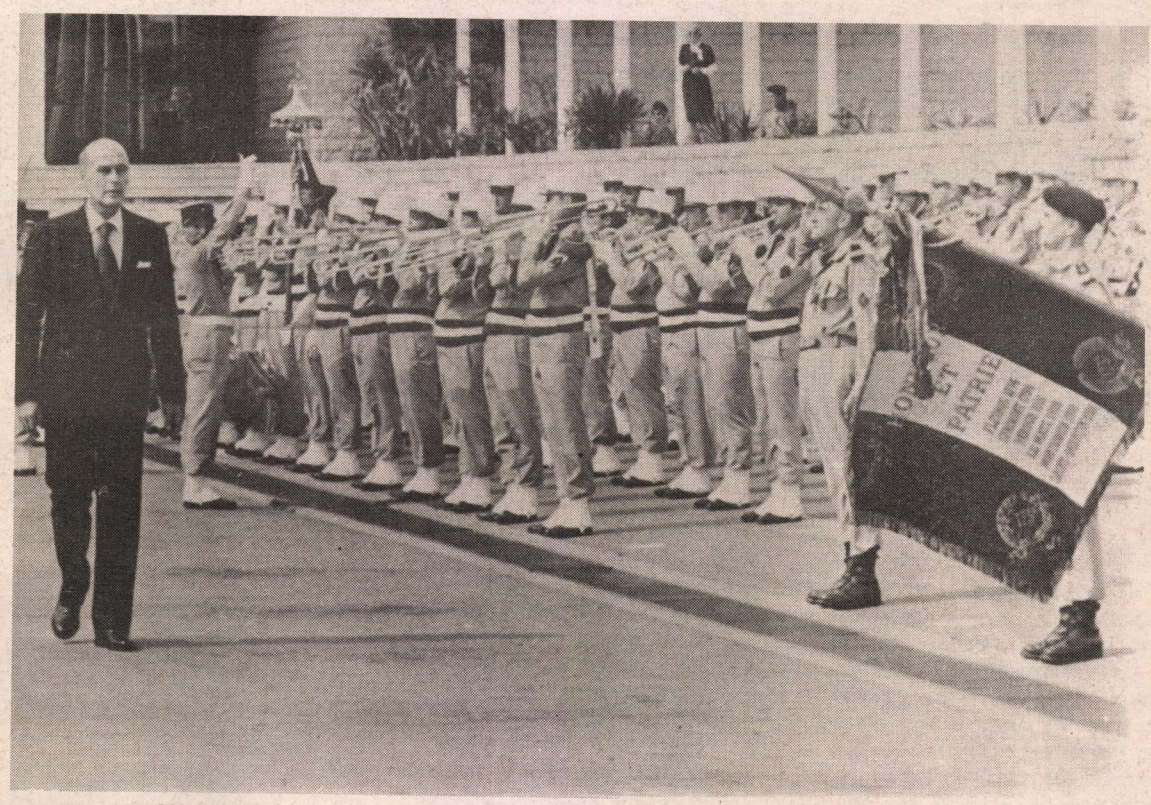
Or le nouveau préfet de Corse. Jean Riolacci, originaire de l'île et mis en place à la suite de la fusillade d'Aléria, n'avait pas du tout les mêmes consignes. Manifestement, il avait été décidé de laisser le plan de réformes aux oubliettes. Riolacci commença par dire que la Charte n'émettait que des « *vœux* », ne définissait qu'un « *horizon vers lequel on tend* », puis finit par en parler comme d'un « *galimatias idéologique* » véhiculant des « *chimères* » (il s'agit du projet d'assemblée élue) et contenant des « *inepties* » (il jugeait par exemple excessif le montant du SMIC prévu par la Charte). Le programme de Développement de la Corse fut finalement abandonné et n'eut pas de successeur.

En fait, le gouvernement n'est capable que de prendre quelques mesures partielles, visant à limiter les dégâts. Quelques mesures concrètes ont en effet été prises à la petite semaine. On peut résumer ainsi les principales : diminution des tarifs de transport maritime avec la Corse (ils sont à présent alignés sur les tarifs des transports SNCF), réforme du vote par correspondance, qui donnait lieu à des fraudes invraisemblables lors des élections, début de réalisation d'une université à Corte et développement de la formation professionnelle. C'est-à-dire des projets généraux, sans grandes incidences sur la situation réelle.

Le bilan est bien maigre, et le voyage du président Giscard d'Estaing se traduira, encore une fois, sans doute, par de nouvelles promesses... non tenues.

Mais contrairement aux affirmations des nationalistes et des autonomistes corses, les problèmes de l'île ne sont pas si particuliers qu'ils le disent. Car malheureusement ce sont aussi ceux des autres régions de France, qui manquent cruellement elles aussi d'équipements collectifs, de moyens de communication, etc. Car l'Etat préfère subventionner les capitalistes et financer l'armée, la police, plutôt que de consacrer l'argent à améliorer le sort de la population des régions.

R.P.



Giscard se fait rendre les honneurs par la musique de la Légion à Calvi. La présence des légionnaires est plus sûre que celle de la population... (AFP)

Giscard dans "l'île" une visite soigneusement préparée

Giscard d'Estaing avait bien soigné la préparation de son voyage de trois jours, du 7 au 9 juin, en Corse. Tout d'abord, une vaste opération de police avait été lancée dans les milieux autonomistes aboutissant à l'arrestation en Corse même de dix-sept personnes embarquées sans délai mardi matin en avion militaire pour comparaître, avec sept autres interpellées sur le continent, devant le magistrat instructeur de la cour de Sûreté de l'Etat, à Paris.

De très nombreux renforts de police avaient été envoyés, vingt compagnies de CRS et 600 inspecteurs en civil, au total près de 4 000 «spéciales » chargés de la bonne marche de l'affaire, et susceptibles, au besoin, d'améliorer la claque. Cependant, la mobilisation policière n'a pas pu empêcher totalement les attentats. Mardi, à Bastia et dans ses environs, deux recettes d'impôts et un magasin de « continental » étaient gratifiés de quelques charges explosives. Et, dans un communiqué publié mercredi, le Front de Libération de la Corse revendiquait l'attentat, commis le week-end précédent, contre la maison de l'ancien préfet Riolacci.

Le quadrillage d'Ajaccio par la police rendait l'atmosphère plutôt pesante dans cette «« île heureuse » et en disait long sur l'accueil auquel Valéry Giscard d'Estaing s'attendait.

Les seuls dont il espérait un bon accueil étaient probablement les paras du 2e REP, dont trois compagnies sur quatre rentraient en Corse pratiquement au moment même où arrivait le président. Le colonel Erulin qu'on attendait d'un moment à l'autre à Calvi aura bien eu un petit désagrément : sa voiture avait été piégée et a été détruite. Il l'aura vite oublié, grâce aux bons soins attentifs de Giscard qui, passant en revue ses compagnies de retour du Zaïre, avait tenu à serrer la main à chacun de ses hommes.

Quant au reste de la population, il ne pouvait que réserver un accueil assez froid à Giscard. Quelques grains de riz et pétales de fleurs jetés çà et là ne pouvaient manifestement pas faire croire à une joie populaire enthousiaste. Oh, bien sûr, l'hostilité non plus n'était pas manifeste : quelques cris « autonomie », quelques clous sur la route, quelques pancartes ou manifestations syndicales sur des problèmes propres au pays. Une population plutôt indifférente. Car les Corses avaient toutes les raisons d'imaginer que dans ses bagages, Giscard ramènerait les mêmes phrases creuses que celles qu'il avait utilisées il y a quatre ans : « Souvenez-vous de moi, je me souviendrai de vous » **ou** « Une France qui contient la Corse, mais aussi une France qui comprend la Corse ». **Les intéressés avaient eu tout le temps de s'apercevoir que bien peu de mesures concrètes avaient suivi.**

En faisant accompagner son arrivée dans l'île d'un tel déploiement de force, Giscard a avoué en fait l'impopularité de sa politique vis-à-vis de la Corse. Il a affirmé involontairement que le mouvement de protestation qu'exprime le FNLC ou le Mouvement pour la Libération de la Corse trouve un écho dans une population qui a, comme celle de bien d'autres régions laissées pour compte, des raisons de s'impatienter.

Roger PERIER

FOOTBALL : pourquoi la France perd

La défaite de l'équipe de France devant l'Italie, et dans une moindre mesure son élimination devant l'Argentine, ont suscité bien des réactions dans les milieux sportifs et journalistiques.

Chaque fois que la France perd un match, les commentateurs s'évertuent à lui trouver de bonnes raisons. Ils pourraient dire tout simplement que si elle a perdu, c'est parce qu'elle était moins forte que ses adversaires. Mais cette explication ne doit pas être la bonne, en tout cas on ne la voit jamais.

Il ressort des commentaires que pour que la France gagne, il ne faut surtout pas que les joueurs français s'imaginent que la partie va être facile. Ils ne le supportent pas. Dans ces cas-là, ils perdent à tous les coups. Pour avoir marqué un premier but contre l'Italie dès le début du jeu, ils ont perdu !

Evidemment, contre l'Argentine, ils ne s'imaginaient pas que ce serait trop facile et ils ont perdu quand même. Mais là intervient le sort qui s'est acharné sur notre malheureuse équipe. L'arbitre suisse a accordé à l'Argentine un penalty fort discutable, mais n'a pas pénalisé une autre faute des Argentins. **« Nous avons été volés »**, titre **France-Soir.** Alors, évidemment, si l'injustice s'en mêle...

Et puis il y a aussi l'argent qui pourrit tout. On n'en parle guère en période ordinaire, disons même que la presse évite de trop attirer l'attention sur les relations du sport, de la publicité et du fric. Mais là les joueurs ont exigé une prime plus forte de la part des chaussures Adidas. Ils ont menacé de cacher la marque desdites chaussures quelques instants avant le match contre l'Italie. Bien des journalistes leur reprochent d'avoir discuté gros sous et non pas parlé ballon juste avant une telle rencontre. Pour *Le Figaro*, « *les vraies raisons de notre échec en Argentine* » c'est « *une équipe malade de l'argent* » (titre à la Une, le 5 juin).

Comme si le sport de haute compétition, et bien entendu le sport professionnel, n'était pas fondé sur l'argent. Comme si cette coupe des coupes n'était pas avant tout une gigantesque foire commerciale, qui, par l'intermédiaire de la télévision, touche des dizaines de pays.

Alors, le sport, là-dedans, ne tient qu'une place secondaire.

A.V.